



# L'enseignement post-primaire en Afrique subsaharienne

## Viabilité financière des différentes options de développement

Alain Mingat, Blandine Ledoux et  
Ramahatra Rakotomalala



BANQUE MONDIALE





# L'enseignement post-primaire en Afrique subsaharienne

VIABILITÉ FINANCIÈRE DES DIFFÉRENTES  
OPTIONS DE DÉVELOPPEMENT

---

SÉRIE DÉVELOPPEMENT  
HUMAIN DE LA RÉGION AFRIQUE



# L'enseignement post-primaire en Afrique subsaharienne

VIABILITÉ FINANCIÈRE DES DIFFÉRENTES  
OPTIONS DE DÉVELOPPEMENT

SÉRIE DÉVELOPPEMENT  
HUMAIN DE LA RÉGION AFRIQUE

Alain Mingat, Blandine Ledoux  
et Ramahatra Rakotomalala

Note : l'analyse et les conclusions présentées dans ce document sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'AFD ou de ses institutions partenaires, ni celle de la Banque mondiale, de ses organisations affiliées, des membres de son Conseil des administrateurs et des pays qu'ils représentent. Les erreurs qui pourraient subsister n'engagent que les auteurs.



**BANQUE MONDIALE**  
Washington, DC

© 2010 La banque internationale pour la reconstruction et le développement / La Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington DC 20433  
Téléphone: 202-473-1000  
Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)  
E-mail: [feedback@worldbank.org](mailto:feedback@worldbank.org)

Tous droits réservés  
1 2 3 4 13 12 11 10

Ce volume est une production du staff de la banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale. Les informations, les interprétations et les conclusions exprimées dans ce volume ne représentent pas nécessairement les vues des directeurs exécutifs de la Banque mondiale et des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et les autres informations reprises sur aucune carte dans cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut légal d'aucun territoire ou l'endossement ou l'acceptation de ces frontières.

#### **Droits et autorisations**

Le contenu de cette publication est couvert par un copyright. La copie et/ou la transmission de tout ou partie de cet ouvrage sans permission peut être une violation des lois applicables. La banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale encourage la dissémination de ses ouvrages et accordera normalement rapidement l'autorisation de reproduire parties de cet ouvrage.

Pour obtenir la permission de photocopier ou de réimprimer partie de cet ouvrage, adressez votre demande avec informations complètes au Copyright Clearance Center Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA; téléphone: 978-750-8400; fax: 978-750-4470; Internet: [www.copyright.com](http://www.copyright.com).

Toutes autres demandes sur les droits et les licences, droits subsidiaires inclus, sont à adresser à l'Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA; fax: 202-522-2422; e-mail: [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

ISBN: 978-0-8213-8302-5  
DOI: 10.1596/978-0-8213-8302-5

Photo de couverture: Ramahatra Rakotomalala

# Table des matières

*Avant-propos* ix

*Remerciements* xiii

*Abréviations* xv

*Synthèse* xvii

## **CHAPITRE 1. INTRODUCTION** 1

Notes 2

## **CHAPITRE 2. CONTEXTE POLITIQUE** 3

## **CHAPITRE 3. MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES** 7

Notes 8

## **CHAPITRE 4. LA PRESSION DU NOMBRE CROISSANT D'ÉLÈVES SCOLARISÉS** 9

Croissance des effectifs scolarisés dans l'enseignement primaire 11

Impact de l'achèvement du cycle primaire sur le premier cycle du secondaire 12

Notes 16

## **CHAPITRE 5. COUVERTURE DES DIFFÉRENTS SEGMENTS DE L'ENSEIGNEMENT POST-PRIMAIRE** 17

Hypothèses des simulations relatives aux options de gestion des flux d'élèves 18

Facteurs à considérer dans le choix des options relatives à la gestion des flux d'élèves 20

Projection des effectifs en 2020 selon diverses options de gestion des flux 21

Notes 24



<b>CHAPITRE 6. QUALITÉ ET ACCESSIBILITÉ DES SERVICES ÉDUCATIFS ET COÛTS UNITAIRES</b>	<b>25</b>
Profils actuels des coûts unitaires par niveau d'éducation	26
Comparaison des facteurs de coûts dans l'enseignement secondaire	27
Valeurs de référence des facteurs de coûts dans l'enseignement secondaire	29
Hypothèses de coûts pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels	35
Hypothèses de coûts pour l'enseignement supérieur	36
Traitement des coûts d'investissement	37
Flexibilité accrue du cadre indicatif	38
Notes	43
<b>CHAPITRE 7. ÉVALUATION DU DÉFICIT DE FINANCEMENT</b>	<b>47</b>
Valeurs de référence affectant le volume des ressources publiques alloué à l'éducation	47
Valeurs de référence de la structure public-privé du financement des dépenses éducatives	48
Notes	52
<b>CHAPITRE 8. RÉSULTATS DES SIMULATIONS</b>	<b>53</b>
Récapitulatif des hypothèses principales	54
Simulations des coûts agrégés et des déficits de financement en 2020	55
Hétérogénéité de l'échantillon de 33 pays d'ASS	61
Notes	63
<b>CHAPITRE 9. CONCLUSION</b>	<b>65</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>69</b>
<b>ANNEXE A. RELATION ENTRE LE SALAIRE DES ENSEIGNANTS ET LE NIVEAU DE REVENU DES PAYS</b>	<b>71</b>
<b>ANNEXE B. DONNÉES DE BASE RELATIVES AUX 33 PAYS D'ASS</b>	<b>73</b>
<b>ANNEXE C. RÉSUMÉ SCHÉMATIQUE DES SCÉNARIOS</b>	<b>87</b>
<b>ANNEXE D. RÉSULTATS AGRÉGÉS DES SIMULATIONS</b>	<b>91</b>
<b>ANNEXE E. RÉSULTATS DES SIMULATIONS PAR PAYS</b>	<b>97</b>



**TABLEAUX**

Tableau 4.1 Couverture scolaire en Afrique subsaharienne par niveau, vers 2005	10
Tableau 4.2 Taux d'achèvement du cycle primaire et nombre d'élèves achevant le cycle vers 2005 et projections en 2020	12
Tableau 4.3 Croissance potentielle du nombre d'élèves scolarisés dans le premier cycle du secondaire par pays	13
Tableau 4.4 Typologie des différents pays en fonction des difficultés logistiques posées par les deux objectifs de couverture du premier cycle du secondaire en 2020	15
Tableau 5.1 Résultats des simulations : effectifs scolarisés par niveau d'éducation en 2020 pour 33 pays d'ASS à faible revenu	22
Tableau 6.1 Coûts unitaires par niveau d'éducation, Afrique subsaharienne et autres groupes de pays, vers 2005	26
Tableau 6.2 Caractéristiques et coûts de l'organisation scolaire dans l'enseignement secondaire	28
Tableau 6.3 Comparaison de la couverture et de l'organisation de l'enseignement secondaire, Afrique subsaharienne et autres groupes de pays, vers 2005	30
Tableau 6.4 Cadre indicatif de l'organisation des services dans le secondaire	32
Tableau 6.5 Cadre indicatif établi pour l'organisation des services dans l'EFTP et l'enseignement supérieur	37
Tableau 8.1 Dépense publique d'éducation annuelle agrégée et déficit de financement en 2020 pour les 33 pays d'ASS à faible revenu	57
Tableau annexe B.1 Couverture scolaire quantitative et croissance du nombre d'élèves achevant le primaire	74
Tableau annexe B.2 Croissance potentielle des effectifs scolarisés dans le premier cycle du secondaire par pays	76
Tableau annexe B.3 Organisation scolaire dans le premier cycle du secondaire, vers 2005	78
Tableau annexe B.4 Organisation scolaire dans le second cycle du secondaire, vers 2005	80
Tableau annexe B.5 Organisation scolaire dans l'enseignement primaire et supérieur, vers 2005	82
Tableau annexe B.6 Croissance démographique utilisée dans les simulations	84
Tableau annexe C.1 Options du modèle de simulation pour la couverture, le niveau des coûts unitaires et la part du financement privé en 2020	88
Tableau annexe D.1 Nombre d'élèves scolarisés par niveau d'éducation en 2020 pour 33 pays d'ASS à faible revenu dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 0% par an	92
Tableau annexe D.2 Nombre d'élèves scolarisés par niveau d'éducation en 2020 pour 33 pays d'ASS à faible revenu dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant par an de 4 %	93

Tableau annexe D.3 Dépense publique d'éducation annuelle agrégée et déficit de financement en 2020 pour 33 pays d'ASS dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 0 % par an	94
Tableau annexe D.4 Dépense publique d'éducation annuelle agrégée et déficit de financement en 2020 pour 33 pays d'ASS dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 4 % par an	95

# Avant-propos

**D**e nombreux pays africains sont attentifs à améliorer leur compétitivité dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. La réalisation d'une croissance durable sur le long terme grâce à une économie diversifiée et compétitive, l'amélioration de la gouvernance, l'autonomisation des populations et l'atténuation des risques environnementaux sont quelques-uns des défis cruciaux qu'ils devront relever dans les prochaines années. Parce qu'il est impossible d'y parvenir sans ressources humaines qualifiées, les investissements dans l'éducation doivent permettre d'offrir à tous une éducation de base de qualité et de former les professionnels qualifiés requis pour déployer des stratégies de croissance économique.

En dix ans, la plupart des pays africains ont accompli de remarquables progrès sur la voie de l'achèvement universel du cycle d'enseignement primaire, le gain moyen s'élevant à 15 points de pourcentage entre 2000 et 2007. Le taux de scolarisation dans le primaire devrait encore progresser dans les années à venir lorsque les efforts nationaux et internationaux en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le domaine de l'éducation porteront leurs fruits. La réussite sur ce front contribuera de façon majeure à la renaissance de l'Afrique et à la compétitivité de son économie.

La forte progression du taux d'achèvement du cycle primaire a eu des répercussions sur l'enseignement secondaire (général et professionnel) et supérieur. Le nombre croissant d'élèves qui souhaitent poursuivre leur scolarité au sortir de l'enseignement primaire entraîne en effet une augmentation rapide de la demande sociale d'enseignement post-primaire. Des signes montrent toutefois que cette tendance exerce une pression non négligeable sur le système et met souvent à mal sa capacité à offrir des services répondant aux normes minimales de qualité. Dans certains pays,

où la capacité d'absorption du marché du travail est encore limitée, le taux de chômage des jeunes diplômés devient préoccupant. Ces problèmes émergents interrogent la viabilité sociale et financière des politiques actuelles. Ils appellent une réflexion approfondie sur les arbitrages qu'il y a peut-être lieu d'opérer pour concilier des priorités concurrentes dans un contexte de ressources limitées.

Les pays africains sont très différents les uns des autres au plan des profils de scolarisation, des coûts unitaires, de la gestion des flux d'élèves et des ressources mobilisées. Les défis auxquels ils sont confrontés sont donc très divers, tant en nature qu'en intensité, ce qui impose d'adapter les politiques à chaque situation particulière. Néanmoins, une analyse comparative de l'enseignement post-primaire dans 33 pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu, complétée par des références à d'autres régions et à des pays à revenu intermédiaire, peut permettre une utile mise en perspective pour évaluer les besoins et contraintes et tirer les leçons de la diversité des situations nationales.

C'est pour établir cette perspective comparative que l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque mondiale (BM) ont entrepris un travail d'analyse en commun. Une équipe de recherche réunissant le Professeur Alain Mingat de l'Université de Bourgogne, Blandine Ledoux (AFD) et Ramahatra Rakotomalala (BM) a été constituée en 2007 pour préparer l'analyse sous la direction de Jean-Claude Balmès (AFD) et de Jee-Peng Tan (BM), avec l'assistance de Kirsten Majgaard (BM). S'appuyant sur des travaux antérieurs qui ont servi à définir le cadre indicatif de l'enseignement primaire de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée, leur travail a permis de construire un nouvel outil à la fois plus complet (il couvre tous les niveaux du système) et plus sensible aux conditions propres aux pays à faible revenu. Les résultats de l'étude ont d'abord été présentés à la Biennale 2008 de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) à Maputo. Ils ont ensuite été communiqués aux membres du comité du fonds catalytique de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous (IMOA-EPT) lors de leur réunion de septembre 2008 à Paris, ainsi qu'aux participants à la Conférence des ministres africains des Finances et de l'Éducation de juillet 2009, qui était organisée par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'ADEA.

La force de la pression qui pèse sur le système éducatif de la plupart des pays africains est l'un des constats les plus frappants de l'étude. En effet, si les tendances actuelles se maintiennent, le nombre d'enfants inscrits dans le primaire et le secondaire sera multiplié par un facteur compris entre 1,8 et 14 dans les dix ans qui viennent. Le coût des services

dans l'enseignement secondaire et supérieur, tel qu'il ressort de la dépense publique par élève ou étudiant, est en moyenne trois fois plus élevé en Afrique que dans d'autres régions du monde. Quoique les situations nationales soient très contrastées, les projections relatives aux effectifs scolarisés et aux profils de coûts conduisent à conclure que « laisser faire » les tendances actuelles pourrait enclencher une spirale continue de dégradation de la qualité.

Étant donné la diversité des situations nationales en Afrique, cette étude ne prétend naturellement pas offrir une panacée politique. Elle est plutôt conçue comme un outil d'analyse à l'intention des dirigeants nationaux et de leurs partenaires au développement pour éclairer les discussions et les débats autour des diverses options possibles dans chaque contexte national. Les scénarios de simulation qu'elle présente ont donc une fonction illustrative, destinée à attirer l'attention sur des leviers d'action tels que l'augmentation de la part allouée à l'éducation dans le budget national, la réforme de l'organisation des services éducatifs afin de maîtriser les coûts, la diversification des flux d'élèves après le premier cycle du secondaire, l'accroissement des financements privés, en particulier dans l'enseignement post-primaire, etc. L'un des intérêts de l'étude est de bien identifier la nature des choix politiques en présentant différentes options et de les tester pour évaluer la capacité des pays à financer ce que les auteurs qualifient de choix spartiates ou généreux. La flexibilité du modèle permet d'adapter les mesures aux contextes nationaux. Cette caractéristique est peut-être l'un des apports les plus intéressants de l'étude.

Nous espérons que ce travail commun soutenu par nos organisations respectives sera utile à tous – gouvernements, experts et organismes bailleurs de fonds – et qu'il contribuera à l'élaboration de politiques éducatives systémiques viables afin de promouvoir le développement de l'éducation en Afrique dans les prochaines années.

Michel Jacquier,  
Directeur général délégué

AFD

Yaw Ansu  
Directeur du Département du  
développement humain  
pour la région Afrique, Banque mondiale



## Remerciements

Cette étude est le fruit d'une coopération entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque mondiale (BM). Une équipe réunissant Alain Mingat (Institut de recherche sur l'éducation et Université de Bourgogne), Blandine Ledoux (AFD) et Ramahatra Rakotomalala (BM) a conduit l'étude et rédigé le rapport. Kirsten Majgaard (BM) l'a aidée à finaliser celui-ci.

Les auteurs remercient les équipes nationales des six pays d'Afrique subsaharienne qui ont participé à deux ateliers internationaux organisés début 2008 afin de tester et d'adapter le modèle de simulation. Il s'agissait de la République du Congo, du Ghana, de la Guinée, du Niger, de la Sierra Leone et de la Tanzanie. Ces ateliers ont permis d'apporter d'importantes améliorations au modèle.

De nombreuses personnes ont également contribué à cette étude. Jean-Claude Balmès (AFD), Jee-Peng Tan (BM) et Yaw Ansu (BM) ont assuré la direction et l'orientation d'ensemble. En outre, l'étude a bénéficié des observations constructives de Aidan Mulkeen, Barbara Bruns, Birger Fredriksen, Bob Prouty, Jacob Bregman, Jean-Pierre Jarousse, Michel Welmond, Paul Coustere, Sajitha Bashir, Steven Obeegadoo, Thomas Melonio, William Experton et de bien d'autres encore. Christine Mercier a traduit le rapport.

Les auteurs souhaitent également saluer le généreux soutien financier apporté par l'Agence Française de Développement et le Fonds norvégien pour l'éducation post-primaire.





# Abréviations

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AFD	Agence Française de Développement
AID	Association internationale de développement
ASS	Afrique subsaharienne (designera ici les 33 pays d'Afrique subsaharienne de l'échantillon étudié)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
BREDA	Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique
EdStats	Base de données de la Banque mondiale sur l'éducation
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EPT	Éducation pour tous
FMI	Fonds monétaire international
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée
IMOA-EPT	Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONU	Organisation des Nations Unies
P	Enseignement primaire
PIB	Produit intérieur brut
RNB	Revenu national brut
S1	Premier cycle secondaire
S2	Second cycle secondaire

SS	Scénario de scolarisation
TBS	Taux brut de scolarisation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

*Note : tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis (USD), sauf mention contraire.*

# Synthèse

## RÉCENTS PROGRÈS ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE EN MATIÈRE DE SCOLARISATION

Le taux d'achèvement du cycle primaire en Afrique subsaharienne (ASS) a progressé fortement ces dernières années. Dans les 33 pays d'ASS à faible revenu examinés dans cette étude, il est passé de 43 % en moyenne en 1999 à 53 % en 2005, ce qui représente un rythme de croissance supérieur à celui observé dans les années 90. Conséquence de cette tendance salubre, le nombre absolu d'élèves qui ont accompli le cycle primaire enregistre une croissance régulière, croissance qui est appelée à se poursuivre au fil des avancées des pays d'ASS sur la voie de l'achèvement universel du cycle d'enseignement primaire. Ainsi, si le taux d'achèvement du cycle primaire atteignait 95 % dans tous les pays d'ASS d'ici à 2020, les 33 pays d'ASS compteraient au total 22,2 millions d'élèves ayant achevé le cycle primaire en 2020, contre 9,4 millions autour de 2005, ce qui représente une multiplication par 2,4 sur la période.

Dans la plupart des pays d'ASS, l'augmentation anticipée exercera des pressions sur tous les niveaux du système éducatif, mais plus particulièrement sur l'enseignement secondaire et supérieur. L'intensité de ces pressions variera sans doute d'un pays à l'autre, en fonction de facteurs tels que la démographie, la rapidité des progrès vers la scolarisation primaire universelle et l'évolution des taux de transition entre les différents cycles d'enseignement. À titre d'exemple, si le taux de transition entre le primaire et le premier cycle du secondaire était porté à 100 % en 2020, les effectifs projetés dans le premier cycle du secondaire seraient à cette date près de deux fois plus élevés que vers le milieu des années 2000 au Lesotho, au Togo et au Zimbabwe, ce facteur avoisinant quatre en Guinée et au Mali, neuf au Burundi, en Tanzanie et en Ouganda et dépassant onze au Mozambique et au Niger.

## MODÈLE DE SIMULATION POUR L'ÉVALUATION DES DIFFÉRENTES OPTIONS

Étant donné l'ampleur de l'augmentation prévisionnelle des effectifs, les pays d'ASS ont sans doute intérêt à prendre dès maintenant la mesure de ses implications pour l'élaboration des politiques. L'un des principaux défis est de faire en sorte que le système éducatif continue à se développer de manière efficiente, équitable et soutenable au plan budgétaire alors même qu'il accueille un nombre croissant de jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études dans l'enseignement secondaire et supérieur.

Une tâche difficile attend donc les décideurs. Ils doivent se colleter avec les tensions inhérentes au choix entre des résultats souhaitables (par exemple répondre aux aspirations de formation de tous les jeunes et aux besoins de main-d'œuvre qualifiée des employeurs) et des résultats réalisables dans un horizon temporel donné et financièrement viables à moyen terme. Ils devront également faire des choix qui doivent concilier de façon pérenne les objectifs nationaux de développement économique et social et les demandes sociales des individus – deux perspectives souvent divergentes. En outre, lorsqu'ils opèrent des choix entre les différentes options, les décideurs réalisent très vite que les actions engagées à un niveau éducatif donné ne peuvent être isolées des mesures prises en amont et en aval. Chaque sous-secteur s'inscrit dans la même architecture systémique et dépend de la même enveloppe globale de ressources, indépendamment de l'origine, nationale ou étrangère, des fonds. Une approche systémique est donc éminemment souhaitable et même inévitable.

Afin d'éclairer les options politiques, les auteurs ont construit un modèle de simulation sectorielle à partir duquel les implications de différents choix politiques ont été simulées. Bien que ce modèle accorde une attention particulière à l'enseignement et à la formation post-primaires (dont la définition regroupe ici les deux cycles d'enseignement secondaire, l'enseignement technique et professionnel et l'enseignement supérieur), ses simulations intègrent simultanément les politiques conduites dans tous les sous-secteurs. Les résultats ainsi obtenus offrent une base pour l'évaluation des différentes options, non seulement dans chaque sous-système mais aussi dans l'ensemble du système. Les résultats consistent en une agrégation des simulations spécifiques à chacun des 33 pays d'ASS à faible revenu considérés dans l'étude et offrent une ample base de dialogue politique au sein de chaque pays et entre les pays et leurs partenaires au développement.

Le modèle de simulation est conçu pour répondre à des questions fondamentales telles que : (a) quel montant de ressources nationales les

pays peuvent-ils eux-mêmes raisonnablement mobiliser pour l'éducation ; (b) quel volume d'aide extérieure les pays donateurs peuvent-ils raisonnablement apporter au secteur ; (c) quels sont les niveaux acceptables de dépendance à l'aide extérieure pour les pays bénéficiaires comme pour les pays donateurs ; (d) quelles réformes des politiques éducatives – en termes de profil de couverture scolaire par niveau et par type d'éducation et d'organisation des services – faudra-t-il conduire pour engager les systèmes éducatifs sur la voie d'une croissance durable. Cette analyse revêt une pertinence particulière dans le contexte actuel de ralentissement de l'économie mondiale.

La structure de base du modèle se compose de trois jeux de paramètres politiques : les flux de scolarisation, les facteurs de coûts et les systèmes de financement. Pour illustrer les implications des différents choix possibles relativement à ces paramètres, l'étude s'est attachée à quelques options spécifiques. L'outil de simulation permet d'étudier d'autres scénarios adaptés aux situations nationales particulières mais les scénarios génériques présentés plus loin donnent déjà un utile aperçu des défis auxquels la plupart des pays d'ASS seront probablement confrontés dans la recherche d'une stratégie pérenne de développement de l'enseignement post-primaire.

## OPTIONS RELATIVES À LA COUVERTURE SCOLAIRE

Les simulations ont examiné cinq scénarios de scolarisation (SS), les deux premiers se différenciant nettement des trois autres au plan de la gestion des flux d'élèves et d'étudiants. Les deux premiers scénarios (SS-1 et SS-2) envisagent une progression vers l'achèvement universel ou quasi universel du cycle primaire en 2020 et une large couverture scolaire dans le premier cycle du secondaire, suivie de taux de transition vers le second cycle et le supérieur comparables à ceux actuellement observés. En outre, les scénarios envisagent une certaine diversification des options éducatives sous forme de formations courtes d'insertion et de cursus d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Les trois autres scénarios de scolarisation (SS-3, SS-4 et SS-5) envisagent des objectifs de couverture dans le primaire et le premier cycle du secondaire comparables à ceux des SS-1 et SS-2, mais calibrent explicitement les effectifs de l'enseignement supérieur (et donc aussi ceux du second cycle du secondaire) à l'aune des débouchés professionnels attendus dans le secteur formel de l'économie. Puisque la taille de ce secteur devrait rester relativement modeste dans un avenir prévisible, l'offre aux niveaux supérieurs du système devrait elle aussi rester limitée. Dans le même temps, les scénarios

envisagent une offre plus étoffée de formations courtes d'insertion afin d'alléger les pressions sur le système éducatif formel, en particulier dans le second cycle du secondaire et dans l'enseignement supérieur. Le dernier scénario de simulation, SS-5, correspond au regroupement du primaire et du premier cycle du secondaire en un seul cycle d'enseignement de base, dont le principal intérêt réside dans une stratégie d'organisation favorisant la maîtrise du coût des services éducatifs.

## OPTIONS RELATIVES AUX FACTEURS DE COÛTS

Le deuxième jeu d'options concerne l'organisation des services qui affecte le coût des services éducatifs. Dans l'enseignement primaire, il s'agit de variables telles que le rapport élèves-enseignant, le salaire moyen des enseignants et le montant alloué aux dépenses courantes hors salaires des enseignants. Les valeurs attribuées ici à ces paramètres sont identiques à celles du cadre indicatif de l'IMOA excepté pour les pays les plus pauvres, où le salaire des enseignants est ajusté en fonction du niveau du PIB. Dans l'enseignement secondaire, deux jeux de valeurs sont utilisés dans les simulations, l'un représentant une organisation de l'offre relativement « généreuse » (c'est-à-dire plus coûteuse) au plan des effectifs par classe, du salaire des enseignants, du nombre d'heures de cours des enseignants, du nombre d'heures de cours des élèves et du montant des dépenses courantes hors salaires des enseignants, et l'autre représentant des dispositions relativement « spartiates » (c'est-à-dire plus économiques). Les paramètres relatifs aux formations courtes d'insertion, à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP) et à l'enseignement supérieur sont exprimés directement en termes de coût unitaire par étudiant et leur valeur est proportionnelle au coût unitaire de l'enseignement secondaire. En outre, pour l'enseignement supérieur, le modèle différencie le coût unitaire par filière d'études et calcule la dépense globale moyenne par étudiant en pondérant la dépense spécifique à chaque filière par la distribution correspondante des effectifs par filière.

Le modèle de simulation comprend aussi des paramètres relatifs aux coûts d'investissement pour la construction de nouvelles classes dans le primaire et le secondaire pour accueillir le nombre croissant d'élèves inscrits dans ces cycles. Ces coûts sont simplement calculés en fonction des scénarios de scolarisation (SS-1 à SS-5), de l'effectif par classe et d'un coût unitaire de construction standard appliqué aux 33 pays. Aucune estimation n'est proposée pour l'enseignement supérieur et l'EFTP en raison de l'absence de base raisonnable pour fixer des valeurs de référence



susceptibles de s'appliquer à la totalité de l'échantillon de pays examinés dans l'étude.

## OPTIONS RELATIVES AUX RESSOURCES PUBLIQUES ET PRIVÉES ALLOUÉES À L'ÉDUCATION

Le troisième jeu d'hypothèses a trait à la mobilisation des ressources, tant au plan de l'allocation des budgets publics que de la distribution des effectifs entre institutions publiques et institutions privées. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, les valeurs des paramètres sont identiques à celles du cadre de l'IMOA-EPT, tandis que la part respective attribuée au public et au privé est choisie pour représenter des choix politiques tenant compte de préoccupations d'équité et d'efficacité. Ainsi, la proportion des effectifs scolarisés dans le privé est fixée à un niveau modeste d'environ 10 % pour le primaire, le premier cycle du secondaire et les formations courtes d'insertion, mais à un niveau bien plus élevé d'environ 40 % pour les études postérieures au premier cycle du secondaire. Ces chiffres tiennent compte de l'impact social élevé du primaire et du premier cycle du secondaire, qui justifie la dépense publique, et du taux élevé de rendement privé de l'enseignement supérieur, qui laisse une marge plus importante au financement privé.

## PLUS GRANDE FLEXIBILITÉ DES VALEURS DE RÉFÉRENCE RETENUES DANS LES SIMULATIONS

Le cadre de l'IMOA-EPT utilise un seul ensemble de valeurs de référence indépendamment du contexte national. Si cette approche standardisée facilite une analyse portant sur un grand nombre de pays, elle rend les résultats moins convaincants pour les pays considérés isolément. Ainsi, la valeur de référence du salaire des enseignants, qui est fixée à 3,5 fois le PIB par habitant dans le cadre de l'IMOA, a été jugée particulièrement inadaptée dans les pays les plus pauvres. À titre d'exemple, lorsque le PIB par habitant est inférieur ou égal à 100 dollars, elle implique un niveau de rémunération qui est souvent inférieur au seuil de pauvreté. Dans cette étude, des fonctionnalités complémentaires ont été intégrées à l'analyse pour surmonter ces défauts, notamment en établissant une relation entre le PIB par habitant et la valeur attendue pour le salaire des enseignants et en procédant également à un ajustement en fonction de la distribution de la population entre zones urbaines et rurales. Cette dernière variable influe sur les coûts, d'une part parce que les services sont plus coûteux dans un environnement rural et, d'autre part, parce que des

interventions du côté de la demande peuvent être requises en zone rurale pour scolariser les poches résiduelles d'enfants non scolarisés.

## RÉSULTATS DES SIMULATIONS

Les simulations démontrent que les déficits de financement sont très sensibles au choix des politiques dans les trois domaines saisis par le modèle, à savoir la couverture scolaire, l'organisation des services et la part du financement privé.

Dans un scénario combinant la politique la plus ambitieuse en matière de couverture scolaire (SS-1), la plus exigeante en moyens des deux hypothèses envisagées en matière d'organisation des services, une part de 20 % de la dépense publique globale allouée à l'éducation (et en postulant une croissance réelle du PIB par habitant de 2 %), le déficit total de financement des dépenses de fonctionnement pour les 33 pays s'élèverait en 2020 à 29,1 milliards de dollars par an dans l'enseignement post-primaire et à 3,1 milliards de dollars par an dans l'enseignement primaire (pour un total annuel à l'échelle du système de 32,2 milliards de dollars). En outre, il manquerait environ 2,8 milliards de dollars par an à ces pays pour financer les investissements dans le primaire et le secondaire. S'il était fait appel à des ressources externes pour combler ces déficits, 68 % des dépenses agrégées seraient financées par des sources extérieures, ce qui représente un taux de dépendance très élevé, sans doute peu réaliste. Avec des objectifs de couverture scolaire légèrement moins ambitieux (à savoir un taux de transition du primaire au premier cycle du secondaire de 80 % au lieu de 100 %), tel que le représente le scénario SS-2, le déficit de dépenses de fonctionnement s'établirait en 2020 à 22,7 milliards de dollars par an dans l'enseignement post-primaire et à 3,1 milliards de dollars dans l'enseignement primaire (pour un total de 25,8 milliards de dollars par an pour l'ensemble du système) tandis que l'insuffisance de fonds pour l'investissement dans l'enseignement primaire et secondaire s'élèverait à 2,5 milliards de dollars par an. Le niveau de dépendance à l'aide extérieure ne diminuerait que légèrement à 63 %, ce qui ne s'écarte pas fondamentalement du premier scénario en termes de viabilité budgétaire des politiques.

Les trois scénarios suivants – SS-3 à SS-5 – se différencient nettement des deux précédents par des politiques beaucoup plus sélectives d'accès au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et au supérieur. Cependant, même dans le plus restrictif d'entre eux, SS-5, le déficit annuel de financement des dépenses de fonctionnement s'établit à 3,4 milliards de dollars pour les enseignements secondaire et supérieur et à 5,2 milliards

de dollars pour le cycle d'enseignement de base (d'une durée de neuf ans dans SS-5). Cela donne un total de 8,6 milliards de dollars par an pour l'ensemble du système tandis qu'au plan des investissements, le déficit de financement dans l'enseignement de base et secondaire s'élève à 2,6 milliards de dollars par an. Le taux de dépendance ressort à 40 % si les politiques de l'offre favorisent les options exigeant le plus de moyens et si la part de l'éducation dans la dépense publique globale est limitée à 20 %. Avec des options d'organisation de l'offre plus économiques, une augmentation de la part du financement public à 23 % au moins et une expansion maîtrisée du second cycle du secondaire et de l'enseignement supérieur, le déficit de financement des dépenses de fonctionnement à l'échelle du système pourrait être ramené à 6,5 milliards de dollars par an et le taux de dépendance passerait au-dessous de 35 %.

## CONCLUSIONS

L'étude observe que dans tous les scénarios considérés, le développement de l'enseignement post-primaire dans les 33 pays d'ASS nécessiterait des volumes d'aide extérieure relativement importants pour combler les déficits de financement. Si un taux de dépendance de 35 % représente une sorte de limite supérieure que la plupart des pays d'ASS et de leurs partenaires donateurs préféreraient ne pas franchir, les résultats des simulations permettent de tirer quelques conclusions claires. Premièrement, les politiques qui envisagent une massification du premier cycle de l'enseignement secondaire alliée à la continuité du flux d'élèves aux niveaux supérieurs seraient globalement intenables. Pour rester en deçà du seuil de 35 %, les politiques doivent opérer une régulation plus active des flux d'élèves. Deuxièmement, entre les options généreuses et spartiates en matière d'organisation scolaire, les secondes sont probablement celles qui permettraient à la plupart des pays d'ASS de développer l'enseignement post-primaire sans franchir le seuil de 35 % de dépendance à l'égard des financements extérieurs. Troisièmement, la plupart des pays d'ASS devront sans doute allouer 23 % de leur dépense publique totale à l'éducation s'ils veulent éviter une dépendance intenable à l'aide extérieure pour financer son développement. Étant donné les besoins concurrents d'autres secteurs, il pourrait être difficile d'atteindre partout ce niveau de dépense, mais dans la plupart des pays de l'échantillon, une part inférieure à 20 % compromettrait la réalisation de l'éducation de base universelle ainsi qu'un rythme raisonnable de développement de l'enseignement post-primaire.

Si les conclusions générales des simulations signalent les défis communs aux 33 pays d'ASS couverts par cette étude, leur pertinence dépendra

de la situation initiale et du contexte politique de chaque pays. Étant donné la variabilité de la pression des effectifs, du coût des services et du potentiel de mobilisation des ressources, il faudra impérativement adapter les politiques à chacun des contextes nationaux. C'est pourquoi les résultats publiés dans cette étude n'ont qu'un caractère indicatif et doivent être complétés par des analyses propres à chaque pays. Celles-ci peuvent être réalisées avec l'outil développé pour cette étude ou tout autre modèle analogue permettant de conduire une évaluation utilisant un cadre d'analyse systémique dans lequel les principaux choix politiques à opérer dans les principaux sous-secteurs du système éducatif sont explicitement pris en compte.

# Introduction

Le nombre d'élèves achevant le cycle primaire augmentera fortement dans les années à venir dans tous les pays d'Afrique subsaharienne. Bien que la situation initiale varie considérablement d'un pays à l'autre, cette croissance intensifiera inévitablement les pressions qui s'exercent sur le système éducatif, en particulier au niveau secondaire et supérieur. C'est pourquoi les pays d'Afrique ont sans doute intérêt à adapter maintenant leurs politiques et stratégies éducatives à ces nouveaux défis. Un objectif crucial est d'assurer que le système éducatif continue de se développer de manière efficiente, équitable et budgétairement viable alors même qu'il étend sa couverture pour accueillir un nombre croissant d'élèves souhaitant accéder à l'enseignement secondaire et supérieur.

L'évaluation des différentes options politiques peut difficilement faire abstraction des tensions intrinsèques à l'œuvre, en particulier entre des résultats qui sont souhaitables (par exemple, répondre aux aspirations de formation de tous les jeunes et aux besoins de main-d'œuvre qualifiée des employeurs) et ceux qui sont réalisables dans un horizon temporel donné et financièrement viables à moyen terme. Les décideurs doivent aussi concilier les objectifs nationaux de développement économique et social avec les demandes sociales des individus – deux perspectives souvent divergentes. En outre, lorsqu'ils choisissent entre les différentes options possibles, ils réalisent très vite qu'il est impossible d'isoler les mesures prises à un niveau du système éducatif des actions menées en amont ou en aval. Une démarche systémique est indispensable, pour la simple raison que chaque sous-secteur s'inscrit dans la même architecture systémique et dépend de la même enveloppe globale de ressources, que celle-ci soit d'origine nationale ou étrangère (voir, par exemple, Hoppers et Obeegadoo, 2008).

Une tâche difficile attend donc les décideurs politiques. Cette étude se propose d'éclairer les options, en s'attachant en particulier à l'enseignement et à la formation post-primaires (dont la définition regroupe ici les deux cycles d'enseignement secondaire, la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur). Elle examine les politiques envisageables dans chacun de ces sous-systèmes et à l'échelle du système. Les résultats s'appuient sur un modèle de simulation et sur les données de 33 pays d'ASS à faible revenu<sup>1,2</sup>.

Ce rapport est organisé comme suit : le contexte des politiques éducatives en ASS est analysé au chapitre 2, puis la méthodologie et les sources de données sont exposées au chapitre 3. Le chapitre 4 examine les défis et les contraintes associés à la forte augmentation des effectifs dans l'enseignement post-primaire à laquelle la plupart des systèmes éducatifs en ASS doivent se préparer dans les années à venir. Compte tenu de ces contraintes, trois dimensions de la politique éducative sont envisagées et évaluées : la couverture des systèmes éducatifs (chapitre 5) ; la qualité et le coût des services (chapitre 6) ; et la répartition du financement entre ressources publiques et privées (chapitre 7). Les implications budgétaires des différentes options que les pays d'ASS pourraient envisager<sup>3</sup> sont estimées au chapitre 8. Le chapitre 9 résume les conclusions générales de l'étude.

## NOTES

1. Les pays à faible revenu sont ceux qui peuvent prétendre à des prêts de l'Association internationale de développement (AID). Ces pays avaient en 2006 un RNB par habitant inférieur à 1 065 dollars. Le seuil change chaque année, tout comme le revenu par habitant, de sorte que de légères variations sont possibles d'une année sur l'autre à l'intérieur de ce groupe.

2. Ce groupe de pays est le même que celui retenu dans Bruns, Mingat et Rakotomalala (2003), l'étude qui a estimé le coût et le déficit de financement relatifs à l'universalisation de l'enseignement primaire d'ici 2015 et a fourni les bases analytiques du cadre indicatif de l'IMOA-EPT en 2002.

3. Cette étude complète celle de Lewin (2008) et les conclusions générales des deux études sont cohérentes.

## Contexte politique

Les pays d'Afrique peuvent être fiers aujourd'hui des indéniables progrès accomplis sur la voie des objectifs d'éducation pour tous (EPT) à l'horizon 2015 qui ont été fixés en 2000 au Forum mondial sur l'éducation de Dakar. Le Forum de Dakar a mobilisé les énergies et conduit à une augmentation des financements internes et externes en faveur de l'éducation dans les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, et à la création d'un nouveau partenariat avec les donateurs, l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT, afin d'accélérer l'universalisation de l'enseignement primaire. La situation économique de la plupart des pays d'ASS a connu elle aussi une amélioration rapide, le taux de croissance moyen étant passé de 3,1 % en 2000 à 6,1 % en 2007. Sous l'effet conjugué de ce contexte économique favorable et d'une plus grande priorité donnée à l'éducation, le taux d'achèvement du cycle primaire dans les pays d'ASS a progressé de 15 points de pourcentage en moyenne entre 2000 et 2007 (Nations Unies, 2009), un succès remarquable compte tenu de la forte croissance démographique du continent. Les taux de scolarisation aux autres niveaux ont eux aussi très nettement progressé, mais leur niveau initial était bien plus faible.

Nonobstant ces tendances salutaires, force est de constater que l'universalisation de l'enseignement primaire ne suffirait pas à soutenir une croissance économique rapide de l'ASS. Le Plan d'action pour l'Afrique de la Banque mondiale (Banque mondiale, à paraître) relève « qu'il est impératif de doter la main-d'œuvre des pays africains des compétences, en particulier dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation, dont les entreprises ont besoin pour être compétitives dans l'économie mondiale ». L'Organisation des Nations Unies (2009) affirme l'importance d'élargir le champ d'action au-delà de l'enseignement primaire pour couvrir la totalité des objectifs de l'EPT. La nécessité



de développer l'enseignement post-primaire, y compris l'enseignement et la formation techniques et professionnels, a été également soulignée lors de diverses réunions internationales récentes, notamment la Biennale 2008 de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), la Conférence mondiale 2009 de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'enseignement supérieur et la Conférence 2009 des ministres des Finances et de l'Éducation organisée par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'ADEA pour débattre des options permettant de soutenir la dynamique de l'éducation en Afrique dans le contexte de la crise financière mondiale qui sévit actuellement.

Le défi posé par le développement de l'enseignement post-primaire ne concerne pas la demande. En fait, l'augmentation des taux de scolarisation a été telle qu'elle a dépassé les financements disponibles ; le déséquilibre qui en résulte a gravement érodé la qualité des services éducatifs (Brossard et Foko, 2007) et accaparé les financements au détriment de l'enseignement supérieur et de la recherche (Banque mondiale, à paraître). Ces problèmes sont criants dans des pays tels que le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Kenya, le Mali, Maurice et le Togo, où le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur a augmenté trois fois plus vite que la dépense publique allouée à ce sous-secteur entre 1991 et 2006 (*ibid.*). Dans les pays où l'éducation absorbe déjà une part non négligeable de la dépense publique totale, une stratégie sectorielle visant à rationaliser les dépenses dans l'ensemble du secteur et à accroître son efficacité est probablement inévitable, et ne peut être que très bénéfique. Dans tous les pays, une démarche systémique de ce type pourrait contribuer à la création d'un cycle vertueux car elle garantirait que les ressources limitées sont employées pour doter la main-d'œuvre des compétences susceptibles de contribuer au soutien et à l'accélération de la croissance économique, et que celle-ci peut à son tour générer des ressources pour développer les investissements dans l'éducation.

Le ralentissement économique mondial confère une pertinence accrue à une approche globale tenant compte de tous les sous-secteurs du système d'éducation et de formation. Bien que les données disponibles ne permettent pas encore de prendre toute la mesure de ses effets, il est probable que la crise financière rendra plus difficile la mobilisation des fonds en faveur de l'éducation, que les sources de financement soient internes ou externes (Nations Unies, 2009). Dans le même temps, les chiffres préliminaires indiquent que l'investissement direct étranger et les envois de fonds des migrants aux pays d'ASS ont déjà commencé à

diminuer (FMI, 2009). Et bien que les donateurs réaffirment leur engagement à l'égard des OMD, l'émergence de nouvelles priorités mondiales – le changement climatique, la sécurité alimentaire et les pandémies par exemple – et une préoccupation accrue quant à la stabilité macroéconomique des pays pourraient en réalité affaiblir, au lieu de renforcer, la priorité donnée par l'aide extérieure à l'éducation dans les années à venir (AFD, 2009). En tout état de cause, les ressources étant fongibles, le montant de l'aide allouée spécifiquement à l'éducation pourrait moins importer que les montants alloués par les États à l'éducation, y compris la répartition du budget opérée entre les sous-secteurs. Dans un contexte de ressources limitées, il s'agit de rechercher le meilleur résultat pour le secteur dans sa globalité. La démarche analytique proposée dans cette étude – qui repose sur un modèle de simulation unifié et cohérent, intégrant les choix politiques relatifs à la quantité et à la qualité pour tous les principaux sous-secteurs – est un outil conçu pour éclairer les choix. Les résultats présentés plus loin ne prétendent pas à l'exhaustivité ; leur objectif est d'illustrer la nature des choix et des arbitrages politiques que les décideurs politiques devront effectuer. Dans l'idéal, l'outil serait adapté à chaque contexte national et utilisé pour alimenter en temps opportun, dans les pays, le débat sur les arbitrages à réaliser.



## Méthodologie et données

Les systèmes éducatifs des pays d'ASS diffèrent fortement dans un grand nombre de dimensions – structure et organisation du système éducatif, taux de scolarisation aux différents niveaux d'éducation, volume des ressources nationales (publiques et privées) mobilisées pour le secteur, degré de dépendance à l'égard de l'aide extérieure, organisation des services et structure de la dépense par élève en fonction du type et du niveau d'éducation (Banque mondiale, à paraître). Face à cette diversité, la démarche analytique retenue dans cette étude a consisté à construire un modèle de simulation autour d'un cadre structurel commun qui laisse également une marge d'adaptation aux situations nationales particulières<sup>1</sup>. Par construction, les résultats obtenus sont une compilation des résultats spécifiques à chacun des pays générés à partir des données des pays d'ASS couverts dans l'étude.

Le modèle de simulation peut aisément calculer un nombre infini de combinaisons d'options, mais on s'est attaché ici à un nombre limité de simulations destinées à illustrer les arbitrages les plus importants, à cerner le champ des différentes options possibles, à pointer les choix politiques qui sont prometteurs et méritent à ce titre une étude plus approfondie, à quantifier le déficit de financement induit par chaque scénario politique et à évaluer la cohérence et la viabilité des politiques relatives aux sous-secteurs lorsqu'elles sont envisagées comme un sous-ensemble cohérent à l'intérieur du système.

Les données de l'année de référence retenues pour les simulations proviennent de diverses sources au rang desquelles figurent les nombreux rapports d'état sur les systèmes éducatifs nationaux<sup>2</sup> établis à ce jour par la Banque mondiale (souvent en collaboration avec le Pôle de Dakar, au sein du Bureau régional pour l'éducation [BREDA] de l'UNESCO) ; les revues des dépenses publiques conduites par la Banque mondiale ; les

données utilisées dans de précédents modèles de simulation du secteur éducatif construits par la Banque mondiale et par l'UNESCO ; les données communiquées par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)<sup>3</sup> ; et les bases de données institutionnelles de la Banque mondiale (par exemple EdStats<sup>4</sup>) et du Fonds monétaire international (pour les indicateurs macroéconomiques et de finances publiques). Étant donné le grand nombre de pays concernés et l'obligation de donner à chaque variable du modèle une définition commune à tous les pays, il s'est avéré impossible de compiler les données d'une même année de référence pour tous les pays. En fonction des données disponibles, l'année de référence est donc comprise entre 2000 et 2005. L'horizon temporel de la simulation est uniformément fixé à 2020.

## NOTES

1. Voir volume d'information générale pour de plus amples informations sur la définition des paramètres du modèle de simulation et l'intégration des caractéristiques nationales dans le modèle.

2. La plupart des rapports d'état sur les systèmes éducatifs nationaux peuvent être consultés à l'adresse : [www.worldbank.org/afr/education](http://www.worldbank.org/afr/education) ou <http://go.worldbank.org/4Z2L1R94O0>.

3. Les données de l'ISU sont accessibles à l'adresse : [www.uis.unesco.org](http://www.uis.unesco.org).

4. EdStats est consultable en ligne à l'adresse : [www.worldbank.org/education/edstats](http://www.worldbank.org/education/edstats).

## La pression du nombre croissant d'élèves scolarisés

**A**fin de contextualiser l'analyse, considérons les données du tableau 4.1 sur la moyenne des taux de scolarisation par niveau d'éducation observés actuellement dans les 33 pays de l'échantillon ; à titre indicatif, le tableau présente aussi les données d'une sélection de pays<sup>1</sup>. Trois caractéristiques ressortent du tableau :

- l'ASS est encore loin de l'objectif d'accès universel à un cycle de scolarisation primaire complet ;
- la couverture scolaire y est relativement faible au niveau secondaire ; et
- la variabilité inter-pays des taux de scolarisation est considérable à tous les niveaux d'éducation.

Tout d'abord, le taux d'achèvement du cycle primaire est encore loin d'être universel en ASS : il n'atteint que 52 % en moyenne dans les 33 pays au milieu des années 2000. Bien qu'il progresse bien plus rapidement depuis 1999 – de 1,7 point de pourcentage par an contre seulement 0,1 point par an sur la période 1990-1999 – le maintien de cette tendance ne porterait le taux d'achèvement du cycle primaire en 2015 qu'à 68 % alors que l'OMD est de 100 % à cette date (Banque mondiale, à paraître).

Ensuite, le taux de scolarisation dans l'enseignement post-primaire en ASS est également modeste, tant en valeur absolue que comparativement aux pays à faible revenu dans les autres régions du monde. En effet, à peine les deux tiers des élèves qui achèvent le cycle primaire passent dans le premier cycle du secondaire, contre 80 % dans les pays à faible revenu d'Asie<sup>2</sup>. Alors que seulement 33 % et 14 % des groupes d'âge concernés sont scolarisés dans le premier et le second cycle du secondaire dans les pays d'ASS à faible revenu, les chiffres correspondants avoisinent 55 % et

**Tableau 4.1 Couverture scolaire en Afrique subsaharienne par niveau, vers 2005**

Pays (année de réf.)	Primaire	1 <sup>er</sup> cycle secondaire		2 <sup>d</sup> cycle secondaire		EFTP	Supérieur
	Taux d'achèvement du primaire (%)	Taux de transition P-S1 (%)	Taux brut d'admission (%)	Taux de transition S1-S2 (%)	Taux brut d'admission (%)	Pourcentage des élèves du secondaire (%)	Étudiants pour 100 000 hab.
Burkina Faso (2004)	31	58	18	44	4,2	9	201
Cameroun (2003)	60	55	33	65	18,7	23	494
Mali (2004)	42	81	33	40	8,4	10	284
Niger (2002)	22	66	14	40	2,2	3	51
Nigeria (2005)	76	52	40	83	28,3	1	1 188
Rwanda (2003)	46	35	16	78	10,7	11	252
Tanzanie (2002)	60	28	16	30	2,0	<1	84
Zambie (2005)	73	62	45	41	16,0	2	218
Moyenne 33 pays	52,2	63,1	33,1	58,2	13,7	8,8	323

Source : tableau annexe B.1.

Note : P : primaire ; S1 : 1<sup>er</sup> cycle secondaire ; S2 : 2<sup>d</sup> cycle secondaire.

30 % dans les pays d'Asie à faible revenu. Dans l'enseignement supérieur, on compte en moyenne 323 étudiants inscrits pour 100 000 habitants dans les pays d'ASS à faible revenu, alors qu'ils sont 900 pour 100 000 habitants dans les pays d'Asie de même catégorie.

Enfin, la couverture scolaire est très variable d'un pays d'ASS à l'autre à tous les niveaux. À titre d'exemple, le taux d'achèvement du cycle primaire va de 22 % au Niger à près de 80 % au Nigeria, tandis que le pourcentage d'enfants de la tranche d'âge ayant accès au premier cycle du secondaire va de 16 % au Rwanda à 45 % en Zambie. La situation est encore plus contrastée dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants allant d'environ 50 au Niger à près de 1 200 au Nigeria. Cette grande diversité des situations nationales implique que si les moyennes régionales sont une statistique synthétique commode, elles ne permettent pas de dégager des conditions applicables à l'éducation de façon uniforme dans les différents pays d'Afrique subsaharienne.

## **CROISSANCE DES EFFECTIFS SCOLARISÉS DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

La pression qui pèse sur l'enseignement post-primaire dépend, d'une part, des facteurs démographiques<sup>3</sup> et, d'autre part, du rythme des progrès vers l'universalisation du cycle primaire. Les taux initiaux d'achèvement du cycle primaire étant encore relativement bas alors que le taux de fécondité reste élevé dans la plupart des pays d'ASS (Lam, 2007), il s'ensuit que le nombre d'élèves achevant le cycle primaire en 2020 devrait être important. Ainsi, si le taux d'achèvement du cycle primaire atteignait 95 % dans tous les pays d'ASS en 2020, les 33 pays d'ASS examinés dans cette étude compteraient au total 22,2 millions d'élèves achevant le cycle primaire en 2020, contre 9,4 millions autour de 2005, soit une multiplication par un facteur de 2,4 sur la période (tableau 4.2).

Les projections nationales indiquées dans le tableau font apparaître une situation contrastée, le coefficient multiplicateur illustrant l'augmentation attendue sur la période considérée ne dépassant pas deux dans des pays tels la Zambie, le Nigeria ou le Cameroun, mais avoisinant cinq au Burkina Faso et allant jusqu'à huit au Niger. Ces données laissent à penser que l'effort requis pour universaliser l'achèvement du cycle primaire sera très différent d'un pays à l'autre ; corrélativement, la pression sur le premier cycle du secondaire dans les 15 prochaines années sera elle aussi plus intense dans certains pays que dans d'autres.



**Tableau 4.2 Taux d'achèvement du cycle primaire et nombre d'élèves achevant le cycle vers 2005 et projections en 2020**

Pays (année de référence)	Taux d'achèvement du cycle primaire (%)		Nombre d'élèves achevant le cycle primaire		Ratio 2020/année de référence
	Année de référence	2020	(en milliers)		
			Année de référence	2020	
Burkina Faso (2004)	31	95	106	514	4,8
Cameroun (2003)	60	95	231	439	1,9
Mali (2004)	42	95	144	533	3,7
Niger (2002)	22	95	69	574	8,3
Nigeria (2005)	76	95	2 595	4 135	1,6
Rwanda (2003)	46	95	112	295	2,6
Tanzanie (2002)	60	95	555	1 096	2,0
Zambie (2005)	73	95	227	367	1,6
Moyenne 33 pays	52,2	95,0	9 355	22 235	3,0* – 2,4**

Source : tableau annexe B.1.

\* moyenne non pondérée ; \*\* moyenne pondérée en fonction de la population d'âge scolaire des différents pays.

## IMPACT DE L'ACHÈVEMENT DU CYCLE PRIMAIRE SUR LE PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE

Le nombre croissant d'élèves qui achèvent le cycle primaire exercera inévitablement une poussée sur les niveaux suivants, à commencer par le premier cycle du secondaire. L'intensité de cette pression dépendra du taux de transition du primaire au premier degré du secondaire. Le tableau 4.3 apporte un éclairage sur ce point. Dans l'année de référence (soit autour de 2005), notre échantillon de 33 pays d'ASS comptait 14,9 millions d'élèves inscrits dans le premier cycle du secondaire. Si le taux d'achèvement du cycle primaire atteignait 95 % d'ici 2020 avec des taux de transition du primaire au premier cycle du secondaire maintenus à leur niveau actuel dans chaque pays, le premier cycle du secondaire compterait 37,2 millions d'élèves en 2020 – soit une multiplication par 2,5 des effectifs actuels. Si tous les élèves qui achèvent le cycle primaire pouvaient poursuivre leur scolarité, le nombre d'élèves scolarisés dans le premier cycle du secondaire atteindrait 62,9 millions en 2020, soit une multiplication par 4,2 sur la période.

Sans surprise, la pression qui pèsera sur le premier cycle du secondaire ne sera pas la même d'un pays d'ASS à l'autre. Si le taux de transition du

**Tableau 4.3 Croissance potentielle du nombre d'élèves scolarisés dans le premier cycle du secondaire par pays**

Pays (année de référence)	2020							
	Année de référence			Maintien du taux de transition de l'année de référence			Transition 100 %	
	Taux de transition P-S1 (%)	Taux brut d'admission dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (%)	Élèves scolarisés dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (milliers)	Taux brut d'admission dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (%)	Élèves scolarisés dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (milliers)	Ratio élèves scolarisés 2020/année de référence	Élèves scolarisés dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (milliers)	Ratio élèves scolarisés 2020/année de référence
Burkina Faso (2004)	58	18	231	55	1 078	4,7	1 859	8,1
Cameroun (2003)	56	32	560	52	945	1,7	1 718	3,1
Mali (2004)	81	33	347	77	1 186	3,4	1 474	4,2
Niger (2002)	66	14	148	63	1 370	9,3	2 075	14,1
Nigeria (2005)	52	40	3 706	50	6 212	1,7	11 850	3,2
Rwanda (2003)	35	16	117	34	290	2,5	821	7,0
Tanzanie (2002)	28	16	454	27	1 194	2,6	4 265	9,4
Zambie (2005)	62	45	271	59	437	1,6	705	2,6
Moyenne 33 pays	63,1	33,1	14 909	59,9	37 228	3,5*-2,5**	62 934	6,1*-4,2**

Source : tableau annexe B.2.

\* moyenne non pondérée ; \*\* moyenne pondérée en fonction de la population d'âge scolaire des différents pays.

primaire au premier cycle du secondaire reste inchangé, les élèves scolarisés dans le premier cycle du secondaire en 2020 seront 1,5 fois plus nombreux que dans l'année de référence au Lesotho et au Zimbabwe, ce coefficient multiplicateur avoisinant trois au Mali, au Rwanda et en Tanzanie, dépassant six au Mozambique et atteignant neuf au Niger. Si on ciblait un taux de transition de 100 %, les coefficients correspondants seraient bien plus élevés et plus contrastés d'un pays à l'autre : voisins de deux au Lesotho, au Togo et au Zimbabwe, ils seraient proches de quatre en Guinée et au Mali, de neuf au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie et dépasseraient onze au Mozambique et au Niger.

Parmi les 33 pays d'ASS, certains sont en meilleure position que d'autres pour faire face à l'accroissement des effectifs scolarisés dans le premier cycle du secondaire. Les points de césure suivants permettent de diviser les pays en trois groupes en fonction des défis logistiques<sup>4</sup> posés par l'augmentation prévisionnelle des effectifs scolarisés dans le premier cycle du secondaire en 2020 :

- un ratio inférieur ou égal à 2 relativement au nombre d'élèves scolarisés dans l'année de référence indique que l'augmentation prévisionnelle est probablement gérable ;
- un ratio compris entre 2,0 et 3,5 indique qu'elle présente un réel défi ; et
- un ratio supérieur à 3,5 indique qu'elle pose de grandes difficultés.

Ces points de référence permettent d'établir la typologie présentée au tableau 4.4. Seulement cinq pays de l'échantillon – Ghana, Lesotho, République du Congo, Togo et Zimbabwe – entrent dans le premier groupe, cela parce que les taux d'achèvement du cycle primaire et les taux de transition du primaire au premier cycle du secondaire y sont déjà élevés dans l'année de référence. La grande majorité des pays se classent dans la troisième catégorie, dont le Burkina Faso, le Burundi, la Guinée-Bissau, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Tchad. Pour ces pays, même le maintien du taux actuel de transition du primaire au premier cycle du secondaire – face à la progression vers l'achèvement universel du cycle primaire en 2020 – présenterait des difficultés logistiques difficilement surmontables.

La dimension logistique de l'expansion des capacités d'accueil dans le premier cycle du secondaire n'est évidemment qu'un aspect parmi d'autres des difficultés qui se posent aux décideurs dans l'élaboration de politiques appropriées pour l'enseignement post-primaire. Des préoccupations analogues quant aux nombres se posent aussi aux autres niveaux. Au-delà des chiffres, les implications financières des diverses hypothèses d'expansion combinées avec différentes options d'organisation

**Tableau 4.4 Typologie des différents pays en fonction des difficultés logistiques posées par les deux objectifs de couverture du premier cycle du secondaire en 2020\***

		Aspect logistique de la réalisation de l'objectif de quasi-universalisation du premier cycle du secondaire		
		Assez facile	Assez difficile	Très difficile
Aspect logistique de la réalisation de l'objectif du maintien du taux actuel de transition du primaire au secondaire	Assez facile	Ghana Lesotho Rép. Congo Togo Zimbabwe	Cameroun Côte d'Ivoire Nigeria Zambie	Malawi
	Assez difficile		Bénin Érythrée Gambie Rép. dém. Congo	Éthiopie Guinée Rwanda Sénégal Sierra Leone Tanzanie
	Très difficile			Burkina Faso Burundi Guinée-Bissau Madagascar Mali Mauritanie Mozambique Niger Ouganda Rép. centrafricaine Tchad

Source : construction des auteurs à partir des données du tableau annexe B.2.

\* Le Kenya et le Soudan ne sont pas pris en compte car ils ont un cycle primaire de 8 ans et n'ont pas de premier cycle du secondaire.

des services éducatifs sont elles aussi importantes. L'étude qui suit approfondit l'analyse des options en utilisant le modèle de simulation décrit plus haut pour quantifier leurs implications. Les hypothèses des simulations correspondent à des choix politiques relevant de trois grandes catégories :

- couverture du système éducatif par niveau et type d'éducation ;
- qualité et organisation des services ; et
- part des financements public et privé.

Ces hypothèses sont expliquées dans les chapitres qui suivent ; après quoi, les implications financières des diverses combinaisons d'hypothèses sont présentées et intégrées dans une perspective couvrant l'ensemble du secteur de l'éducation<sup>5</sup>.

## NOTES

1. Les données relatives aux 33 pays sont présentées au tableau annexe B.1.
2. Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Îles Salomon, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée et Vietnam.
3. Le tableau annexe B.6 indique les taux de croissance démographique retenus dans ces projections.
4. Comme par exemple la construction de classes ou le recrutement et la formation d'enseignants supplémentaires.
5. Bien que le modèle de simulation puisse calculer toutes sortes de combinaisons de politique éducative, il n'est présenté ici qu'une sélection de scénarios, suffisante pour illustrer l'éventail des options envisageables sans submerger le lecteur.

## Couverture des différents segments de l'enseignement post-primaire

La détermination de la couverture quantitative du système est une première étape logique dans l'élaboration des politiques de développement de l'enseignement post-primaire. Deux approches sont possibles pour orienter les choix. La première s'inscrit dans une logique de continuité entre les différents cycles éducatifs ; elle correspond à l'idée que le curriculum à chaque niveau de scolarité est censé outiller les élèves pour le niveau suivant et que les parents souhaitent que leurs enfants aillent le plus loin possible dans leur parcours scolaire. Dans cette vision proche du laisser-faire, le nombre d'élèves admis à un niveau d'éducation donné – et donc la couverture correspondante – est simplement déduit en appliquant le taux de transition actuel (ou tout autre objectif cible) entre les deux cycles concernés au nombre d'élèves inscrits dans le dernier niveau du cycle précédent. La seconde approche fait l'hypothèse d'une discontinuité des flux d'élèves ; elle répond en cela au fait que dans de nombreux pays d'ASS, les perspectives d'emploi dans le secteur formel ou moderne sont limitées et ont de fortes chances de le rester dans un avenir prévisible. De surcroît, dans la plupart de ces pays, le marché du travail est déjà saturé de nombreux jeunes chômeurs diplômés du secondaire et de l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, des mesures de régulation et de diversification des flux d'élèves permettraient d'éviter une accumulation intenable de frustrations au sein d'une population croissante de jeunes diplômés au chômage et de faire un usage plus efficient des fonds publics (Brossard et Foko, 2007).

Nous utilisons dans ce chapitre le modèle de simulation pour comparer les effets sur la croissance des effectifs scolarisés de diverses hypothèses de continuité (ou, inversement, de discontinuité) dans la gestion des flux d'élèves. Les résultats de ces simulations sont présentés après explication des hypothèses retenues et analyse des facteurs susceptibles d'éclairer les décisions politiques.

## HYPOTHÈSES DES SIMULATIONS RELATIVES AUX OPTIONS DE GESTION DES FLUX D'ÉLÈVES

Comme la plupart des autres modèles de simulation, celui qui a été construit pour cette étude autorise des choix relatifs aux effectifs scolarisés aux différents niveaux d'éducation et dans les cursus suivants :

- enseignement primaire ;
- premier cycle du secondaire ;
- second cycle du secondaire ;
- formation courte d'insertion ;
- enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) ; et
- enseignement supérieur.

L'adjonction de formations courtes d'insertion est une fonctionnalité importante du modèle de simulation, car elle permet de simuler les implications de stratégies explicites de diversification des choix éducatifs au niveau post-primaire et post-secondaire<sup>1</sup>.

Cinq scénarios de flux d'élèves sont utilisés pour illustrer la fourchette de croissance des effectifs scolarisés par niveau et type de cursus, 2020 étant la date butoir des simulations. Les hypothèses qui les caractérisent sont, en bref, les suivantes<sup>2</sup> :

- **le scénario SS-1** correspond, dans chacun des 33 pays d'ASS, à une situation où (a) le taux d'achèvement du cycle primaire augmente par rapport au niveau de l'année de référence pour atteindre 95 % en 2020 ; (b) tous les élèves qui terminent le cycle primaire entrent dans le premier cycle du secondaire et 10 % d'entre eux s'inscrivent dans des formations relevant de l'EFTP ; (c) le taux de transition du premier cycle du secondaire au second reste égal à celui de l'année de référence et 15 % des élèves du second cycle du secondaire s'inscrivent dans des cursus d'EFTP ; (d) la moitié des élèves qui achèvent le premier cycle du secondaire s'orientent vers le marché du travail *via* une formation courte d'insertion ; et (e) le taux de transition du second cycle du secondaire à l'enseignement supérieur reste identique à celui constaté dans chaque pays au cours de l'année de référence ;
- **le scénario SS-2** est comparable en tous points au scénario SS-1 excepté que seulement 80 % et non plus 100 % des élèves qui achèvent le cycle primaire poursuivent dans le premier cycle du secondaire, 15 % d'entre eux s'inscrivent dans des programmes d'EFTP et la moitié des autres élèves ayant achevé le cycle primaire s'orientent vers le marché du travail *via* une formation courte d'insertion ;

- **le scénario SS-3** marque une rupture par rapport aux deux précédents car il différencie clairement la partie basse du système (primaire et premier cycle du secondaire) de la partie haute (second cycle du secondaire et enseignement supérieur). L'EFTP et les formations courtes d'insertion ont tous deux une composante dans la partie basse et dans la partie haute, comme dans les autres scénarios. La simulation dérive tout d'abord les effectifs cibles dans l'enseignement supérieur d'une analyse de régression de la relation entre la couverture à ce niveau d'éducation et le taux de chômage des diplômés<sup>3</sup> ; pour les besoins de ce scénario, le taux de chômage cible est fixé à 25 %. Le nombre d'élèves dans le second cycle du secondaire est calculé simplement en multipliant la taille de la cohorte dans l'enseignement supérieur par 2,5, cette valeur optionnelle étant retenue pour simuler un taux d'accès à la vie active raisonnable. De plus, le scénario suppose que 25 % des élèves du second cycle du secondaire sont inscrits dans des cursus d'EFTP. Pour les niveaux inférieurs, les hypothèses sont identiques à celles du scénario SS-2, ce qui implique un accès quasi universel à l'éducation jusqu'au premier cycle du secondaire. En revanche, le contingentement de l'accès au second cycle du secondaire implique qu'une partie des élèves qui achèvent le premier cycle du secondaire n'iront pas au-delà. La simulation suppose que tous ces élèves qui quittent l'école s'orienteront vers le marché du travail *via* une formation courte d'insertion ;
- **le scénario SS-4** est comparable au scénario SS-3, mais il est plus restrictif sur trois points : (a) la proportion d'élèves ayant achevé le cycle primaire qui passe dans le premier cycle du secondaire est abaissée de 80 % à 65 % ; (b) la proportion d'élèves qui quittent le premier cycle du secondaire et bénéficient de formations courtes d'insertion est ramenée de 100 % à 50 % ; et (c) le nombre de places dans l'enseignement supérieur est indexé sur un taux de chômage de 20 % au lieu de 25 % (ce qui implique une moindre capacité d'accueil à ce niveau d'éducation que dans le scénario SS-3) ;
- **le scénario SS-5** suppose une restructuration de l'organisation des enseignements primaire et secondaire. Sans modifier la durée totale de ces cycles, la simulation prévoit un cycle d'enseignement de base de neuf ans, suivi d'un cycle unique d'enseignement secondaire de la durée résiduelle applicable. Deux raisons motivent l'étude de ce scénario : (a) la complémentarité de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire et le souhait exprimé par la plupart des gouvernements d'ASS d'universaliser l'enseignement de base ; et (b) une plus grande latitude pour maîtriser le coût des services, comme nous



le verrons dans un autre chapitre. Pour les résultats de simulations présentés ci-dessous, les calculs supposent un taux d'achèvement du cycle d'enseignement de base de neuf ans de 80 % en 2020. Les paramètres relatifs au second cycle du secondaire et à l'enseignement supérieur sont identiques à ceux du scénario SS-4. Il n'y aurait plus de secteur EFTP dans le premier cycle du secondaire car il serait absorbé dans le cycle de base de neuf ans.

## FACTEURS À CONSIDÉRER DANS LE CHOIX DES OPTIONS RELATIVES À LA GESTION DES FLUX D'ÉLÈVES

Les cinq scénarios de simulation comprennent deux modèles de continuité pour la gestion des flux d'élèves (scénarios SS-1 et SS-2), deux modèles de discontinuité (SS-3 et SS-4) et un modèle de modification structurelle (SS-5). L'intérêt des trois dernières options croît à mesure que les systèmes éducatifs des pays d'ASS se développent et progressent sur la voie de la scolarisation primaire universelle et que les questions de viabilité budgétaire passent au premier plan. Chaque option fait comme si des choix explicites étaient opérés aux différents points de sélection après l'enseignement primaire, concernant tant la distribution des effectifs et les critères et mécanismes de sélection que l'ampleur de la diversification des cursus et la place des formations courtes d'insertion. L'avantage de cette approche est que des choix explicites dans ces dimensions apportent une perspective stratégique, cohérente et proactive à l'élaboration des politiques sectorielles.

Pour évaluer la pertinence des diverses options, il convient de garder trois points à l'esprit :

- **la structure duale des économies d'ASS.** Dans la plupart des pays, la majeure partie de la population active – 90 % en moyenne – est employée dans l'agriculture et dans le secteur informel (Walther, 2006 ; Fields, 2007 ; Banque mondiale, à paraître). La proportion employée dans le secteur formel ou moderne est modeste et elle est restée inchangée entre 1990 et 2003 à environ 10 % de la population active. Les perspectives d'une mutation rapide et importante de cette structure duale sont faibles, au moins à court terme, ce qui implique que le nombre d'emplois du secteur moderne ne devrait croître que lentement ;
- **l'orientation des options éducatives aux niveaux supérieurs du système.** Dans la plupart des pays d'ASS, les options sont peu nombreuses et sont axées sur la préparation des diplômés aux emplois du

secteur moderne. Pour le nombre relativement faible de jeunes qui trouvent effectivement de tels emplois, une formation de niveau avancé peut être valorisée de façon significative ; mais le reste des jeunes qui quittent l'école ou obtiennent un diplôme doivent s'accommoder d'autres emplois dans le secteur informel, où cette formation a une moindre valeur (Kingdon et Soderbom, 2008 ; Fasih, 2008) ;

- **Le rendement social de l'investissement éducatif dans les pays d'ASS.** Les investissements dans la partie basse du système (c'est-à-dire jusqu'au premier cycle du secondaire) tendent à engendrer plus de bénéfices sociaux que les investissements aux niveaux plus élevés. Cette tendance est particulièrement frappante pour l'éducation des filles, comme le révèlent les données des ménages d'un grand nombre de pays d'ASS (Cohen et Bloom, 2006 ; Banque mondiale, à paraître). Ces données montrent en effet que le gain marginal – en termes d'impact sur le bien-être social tel qu'il ressort d'indicateurs comme l'incidence de la pauvreté, la maîtrise de la lecture à l'âge adulte, les comportements en matière de santé et de soins des enfants et la mortalité infantile – de chaque dollar investi dans l'instruction de la mère diminue fortement après le premier cycle du secondaire.

La prise en compte de ces trois considérations incite à reconnaître qu'il puisse être nécessaire, voire souhaitable d'opter pour une stratégie de gestion des flux d'élèves distinguant la partie basse de la partie haute du système éducatif et diversifiant les cursus afin de faciliter l'insertion des jeunes dans le monde du travail (Walther et Filipiak, 2008 ; Banque mondiale, 2008 et à paraître). L'objectif serait d'universaliser l'accès aux premiers niveaux du système, tandis qu'aux niveaux plus élevés, les effectifs tiendraient compte de la capacité d'absorption du marché du travail. Les cinq scénarios correspondent à divers degrés de différenciation entre les cycles ; plus elle est nette, plus la transition du niveau inférieur au niveau supérieur du système est sélective. Les implications pour le taux de scolarisation en 2020 dans chacun des scénarios sont présentées ci-dessous. Ces résultats servent de cadre pour l'analyse, dans le dernier chapitre de cette étude, des implications budgétaires des diverses options politiques.

## **PROJECTION DES EFFECTIFS EN 2020 SELON DIVERSES OPTIONS DE GESTION DES FLUX**

La situation d'ensemble, formée des résultats des simulations pour chacun des 33 pays d'ASS de l'échantillon, est présentée au tableau 5.1. Pour

**Tableau 5.1 Résultats des simulations : effectifs scolarisés par niveau d'éducation en 2020 pour 33 pays d'ASS à faible revenu (en millions)**

	Scénario de scolarisation	Taux de transition P-S1	Transition après le S1	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
					Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
Année de référence		63%	–	100,4	13,8	n/d	n/d	7,2	n/d	n/d	3,0
2020	SS-1	100%	Continuité		56,6	5,7	0,0	25,8	3,5	2,7	13,8
	SS-2	80%		161,0	42,8	6,9	2,0	20,4	2,7	2,1	10,8
	SS-3	80%	Discontinuité		42,8	6,9	2,0	5,8	1,5	9,5	3,1
	SS-4	65%			32,7	7,5	3,4	5,4	0,8	3,8	2,5
	SS-5	9 ans de primaire	Discontinuité	211,6		0,0	0,0	5,8	0,8	7,5	2,5

*Pour mémoire* : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

n/d : non disponible ; P : primaire ; S1 : 1<sup>er</sup> cycle du secondaire.

Notes : l'annexe E présente les résultats des simulations correspondantes pour chacun des 33 pays.

L'annexe D indique les résultats agrégés des simulations correspondant à une croissance réelle du PIB par habitant de 0 % et 2 % par an.

l'enseignement primaire, les quatre premiers scénarios – SS-1 à SS-4 – supposent un taux d'achèvement de 95 % en 2020. Ainsi, dans ces quatre scénarios, le nombre total d'élèves du primaire devrait passer de 100,4 millions dans l'année de référence à 161 millions en 2020, ce qui représente une multiplication par 1,6. Dans le scénario SS-5, où l'enseignement de base est allongé à neuf ans et le taux d'achèvement est supposé égal à 80 %, le nombre d'enfants scolarisés atteint 211,6 millions en 2020, soit une multiplication par 1,85 par rapport au nombre d'élèves scolarisés dans le primaire et le premier cycle du secondaire dans l'année de référence. Ces résultats suggèrent que la très forte croissance des effectifs observée dans la partie basse du système se poursuivra sur la prochaine décennie.

Les projections des effectifs en 2020 dans les autres niveaux et types de cursus varient considérablement d'un scénario à l'autre. Sans surprise, elles sont les plus élevées dans le scénario SS-1 pour tous les segments post-primaires du système, un résultat parfaitement cohérent avec les hypothèses du scénario de transition universelle du primaire au premier cycle du secondaire et de maintien des taux de transition actuels après le premier cycle du secondaire. Le constat le plus frappant est l'écart dans les projections d'effectifs scolarisés entre deux groupes de simulations, l'un composé des scénarios SS-1 et SS-2 et l'autre des scénarios SS-3, SS-4 et SS-5. Pour mémoire, le premier groupe correspond à un modèle de continuité dans la gestion des flux d'élèves, tandis que le second correspond à un modèle de discontinuité, dans lequel la progression au-delà du premier cycle du secondaire est calibrée sur la capacité d'absorption du secteur moderne du marché du travail. Dans le premier groupe de projections, le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur en 2020, par exemple, serait multiplié par 3,6 et 4,6 par rapport à l'année de référence ; dans le second, il serait multiplié par un facteur compris entre 1,1 et 1,5.

Afin d'obtenir une vue d'ensemble sur la croissance des effectifs scolarisés, considérons le total projeté pour l'ensemble des segments du système au-delà du primaire. Dans l'année de référence, 24,4 millions d'élèves étaient scolarisés dans les 33 pays d'ASS de l'échantillon. En 2020, ce nombre pourrait se situer entre 59 et 108 millions, soit une multiplication par un facteur de 2,4 à 4,5 du nombre d'élèves scolarisés dans l'année de référence. Ainsi, même dans le scénario le plus sélectif (SS-4), l'augmentation est importante et posera de très sérieuses difficultés logistiques. Dans le scénario SS-5, où le primaire et le premier cycle du secondaire sont intégrés dans un cycle d'enseignement de base de neuf ans, les projections de taux de scolarisation sont comparables à celles

du scénario SS-4. La principale différence entre ces deux scénarios porte sur les coûts, qui seront analysés plus loin.

## NOTES

1. Les caractéristiques de ces cursus sont étudiées plus loin. Nous nous attachons ici au nombre d'étudiants susceptibles d'être concernés.

2. Le tableau annexe C.1 présente une synthèse schématique des cinq options de couverture.

3. La régression est présentée dans Banque mondiale (à paraître). Cette fonctionnalité du modèle implique que dans les scénarios où le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur est lié au niveau du PIB par habitant et au taux de chômage, les projections seront sensibles à l'hypothèse de croissance économique. Cette hypothèse s'appliquerait aux scénarios SS-3, SS-4 et SS-5, mais pas aux scénarios SS-1 et SS-2. De même, puisque les flux dans le second cycle du secondaire sont dérivés de ceux anticipés au supérieur, cette fonction du modèle de simulation a également une incidence sur le nombre prévisionnel d'élèves dans le second cycle du secondaire.

## Qualité et accessibilité des services éducatifs et coûts unitaires

Offrir des services éducatifs de grande qualité est un objectif souhaitable, mais coûteux. Dans les pays aux prises avec de sérieuses contraintes financières, le choix de services de qualité implique inévitablement qu'un nombre relativement faible de personnes y aurait accès. Pour le système dans son ensemble, il faut trouver des compromis entre proposer des services éducatifs répondant à des normes acceptables de qualité et toucher le plus grand nombre au sein des populations ciblées. La difficulté est de déterminer ce que sont ces normes, en gardant à l'esprit que ce qui est jugé « acceptable » dans un pays ne l'est pas nécessairement dans un autre. Dans cette étude, on s'est attaché à la qualité des services du point de vue des moyens (*inputs*), compte tenu de la relation directe qui peut être établie entre les moyens mis en œuvre et les coûts et ressources financières à déployer. La question plus vaste de l'efficacité avec laquelle ces ressources sont transformées en résultats d'apprentissage par les élèves est également importante – voire déterminante, puisque l'amélioration des acquis des élèves est un objectif essentiel de la politique éducative – mais elle requiert une autre analyse qui n'est pas conduite ici<sup>1</sup>. La discussion qui suit commence par décrire la diversité des caractéristiques des services éducatifs observée dans les pays d'ASS. Elle propose ensuite des valeurs de référence pour le modèle de simulation en termes de normes « acceptables » de qualité des services du point de vue des moyens mis en œuvre. Le chapitre explique également les deux mécanismes d'ajustement intégrés au modèle de simulation, l'un pour tenir compte du fait que certains paramètres (par exemple les salaires des enseignants) sont sensibles au niveau du PIB par habitant et le second pour tenir compte de l'augmentation des coûts marginaux liée à l'extension des services éducatifs aux populations rurales.

## PROFILS ACTUELS DES COÛTS UNITAIRES PAR NIVEAU D'ÉDUCATION

Le tableau 6.1 présente la dépense publique moyenne par élève dans notre échantillon de 33 pays d'ASS à faible revenu ; aux fins de comparaison, il indique également les données correspondantes pour trois autres groupes de pays en développement, en Afrique et ailleurs. Dans les pays d'ASS, le niveau de la dépense publique par élève représente en moyenne 11 % du PIB par habitant dans l'enseignement primaire, 40 % dans l'enseignement secondaire et 370 % dans l'enseignement supérieur. Dans les pays d'ASS à revenu intermédiaire, les chiffres correspondants s'établissent à 15, 27 et 200 % ; enfin, dans les pays à faible revenu hors ASS, ils ressortent à 11, 12 et 53 %. Ces comparaisons indiquent *a priori* que la structure de coûts de l'enseignement post-primaire dans les pays d'ASS a toutes chances de constituer un sérieux obstacle à son expansion et à son développement.

Une étude plus attentive des données sur la dépense publique par élève permet de relever les caractéristiques suivantes :

- dans l'enseignement **primaire**, la dépense publique par élève dans les pays d'ASS est comparable à la moyenne des autres groupes de pays, qui est généralement comprise entre 11 et 15 % du PIB par habitant ;

**Tableau 6.1 Coûts unitaires par niveau d'éducation, Afrique subsaharienne et autres groupes de pays, vers 2005**

	Dépense publique par élève en pourcentage du PIB par habitant						
	Primaire	Secondaire			Supérieur	Ratio secondaire/ primaire	Ratio supérieur/ primaire
		Premier cycle du secondaire	Second cycle du secondaire	Moyenne			
<b>Pays à faible revenu<sup>1</sup></b>							
ASS	11	33	60	40	370	3,7	34
Autres régions	11	–	–	12	53	1,1	5
<b>Pays à revenu intermédiaire<sup>2</sup></b>							
ASS	15	–	–	27	200	1,8	13
Autres régions	14	–	–	15	34	1,1	2

Source : les données relatives aux pays d'ASS à faible revenu sont extraites de la base de données compilée pour cette étude. Les données relatives aux autres pays et régions proviennent de l'ISU et d'EdStats.

Note : voir aussi le tableau annexe 5 et le tableau annexe 8 pour de plus amples informations sur l'organisation de l'enseignement et la dépense par élève.

<sup>1</sup> Pays remplissant les conditions d'obtention d'un prêt de l'AID.

<sup>2</sup> Pays remplissant les conditions d'obtention d'un prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

- dans l'enseignement **secondaire**, la dépense moyenne en ASS dans le second cycle est près de deux fois plus élevée que dans le premier cycle : 60 % du PIB par habitant contre 33 %<sup>2</sup>. La moyenne pour les deux cycles, de 40 % du PIB par habitant, est plus de trois fois supérieure à la moyenne des pays à faible revenu dans d'autres parties du monde en développement. Dans les pays d'ASS, la dépense publique par élève du secondaire est en moyenne 3,7 fois plus élevée que dans l'enseignement primaire ;
- dans l'enseignement **supérieur**, la dépense moyenne en ASS est sensiblement plus élevée que dans les niveaux inférieurs du système et très supérieure à la dépense moyenne des autres groupes de pays. Les pays d'ASS dépensent en moyenne 34 fois plus pour un élève inscrit dans l'enseignement supérieur que pour un élève scolarisé dans le primaire ; le coefficient correspondant est de cinq dans les pays à faible revenu hors ASS et de 13 dans les pays d'ASS à revenu intermédiaire.

Les systèmes éducatifs africains se distinguent des autres par le niveau globalement élevé de la dépense publique par élève dans le secondaire et plus encore dans l'enseignement supérieur. Ce coût élevé, qui est un des facteurs explicatifs de l'extension relativement modeste de l'enseignement post-primaire dans la région, posera d'importantes difficultés à son développement dans les années à venir. Pour alléger cette contrainte à l'expansion, il est vital de comprendre les facteurs qui sont à l'origine du niveau élevé de la dépense par élève en ASS et, puisque l'essentiel de l'expansion dans la prochaine décennie concernera l'enseignement secondaire, il importe en particulier de comprendre les facteurs de coûts à ce niveau. Cette question est étudiée ci-après.

## COMPARAISON DES FACTEURS DE COÛTS DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Le niveau de salaire des enseignants, l'utilisation de leur temps d'instruction et le montant alloué aux dépenses courantes autres que la rémunération des enseignants sont des composantes importantes de la dépense publique par élève. C'est donc sur ces variables que se concentrent les choix politiques. Pour évaluer les options à cet égard, l'une des principales difficultés est d'identifier les valeurs de référence appropriées, qui correspondraient à des normes raisonnables.

Pour explorer ces questions, considérons tout d'abord les données relatives aux principaux facteurs de coûts du tableau 6.2 qui, pour des raisons d'espace, ne présente que la moyenne des 33 pays d'ASS et les chiffres



**Tableau 6.2** Caractéristiques et coûts de l'organisation scolaire dans l'enseignement secondaire

	Salaire moyen des enseignants (en multiple du PIB/hab.)	Élèves par enseignant (1)	Élèves par classe (2)	Enseignants par classe (ratio (2)/(1))	Part de la dépense courante hors salaires des enseignants (%)	Coût unitaire (en multiple du PIB/hab.)
<b>Premier cycle du secondaire</b>						
Burkina Faso	9,3	50,0	75,0	1,5	60,4	0,47
Burundi	9,3	20,5	42,4	2,1	29,1	0,64
Cameroun	6,5	31,1	40,3	1,3	34,3	0,32
Éthiopie	8,1	48,3	67,8	1,4	18,6	0,21
Guinée	2,9	47,6	88,9	1,9	44,0	0,11
Malawi	7,7	26,3	50,0	1,9	40,0	0,49
Ouganda	7,4	6,8	15,2	2,2	25,1	1,45
Togo	8,7	54,2	87,9	1,6	13,6	0,19
Moyenne 33 pays	6,0	35,5	53,5	1,6	38,0	0,33
<b>Second cycle du secondaire</b>						
Burkina Faso	13,0	39,0	52,0	1,3	48,0	0,64
Burundi	11,0	16,4	32,4	2,0	72,0	2,40
Cameroun	6,8	29,1	36,4	1,3	36,5	0,37
Éthiopie	11,9	50,3	81,7	1,6	40,5	0,40
Guinée	2,9	52,3	95,0	1,8	41,0	0,09
Malawi	7,7	26,3	50,0	1,9	40,0	0,49
Ouganda	7,4	6,8	15,2	2,2	25,1	1,45
Togo	9,0	33,3	62,4	1,9	15,9	0,32
Moyenne 33 pays	7,4	27,1	45,7	1,8	39,9	0,60

Source : voir tableau annexe B.3 et tableau annexe B.4.

correspondants pour une sélection de pays de l'échantillon<sup>3</sup>. On relève immédiatement que la moyenne régionale masque des modes d'organisation extrêmement diversifiés. En effet, l'effectif moyen par classe peut aller d'un peu moins de 20 à plus de 80, le salaire moyen d'un enseignant peut représenter entre deux et plus de neuf fois le PIB par habitant, et la part de la dépense allouée aux dépenses hors salaires des enseignants en pourcentage de la dépense totale courante peut aller de 15 à 60 %. Une aussi grande diversité des situations nationales indique qu'il n'y a pas de dispositif organisationnel type correspondant à des appellations aussi génériques que « premier cycle du secondaire » ou « second cycle du secondaire ». En d'autres termes, les pays disposent bel et bien d'une

marge de manœuvre appréciable dans le choix de l'organisation des services d'éducation.

La grande diversité des conditions d'enseignement permet de penser que le développement de l'enseignement secondaire posera moins de problèmes dans certains pays que dans d'autres. La charge financière pour l'État sera *a priori* plus supportable lorsque les choix organisationnels actuels favorisent déjà des niveaux plus modestes de dépense par élève. Cependant, des coûts plus bas ne sont pas nécessairement optimaux car ils peuvent supposer qu'on a accepté des classes très nombreuses (par exemple 80 élèves par classe voire davantage). Un défi important pour les décideurs politiques est donc d'identifier des valeurs de référence appropriées pour les facteurs de coûts afin de placer le développement du sous-secteur sur une voie pérenne avec des conditions d'enseignement raisonnables. L'expérience d'autres pays en développement qui ont réussi à réaliser une croissance pérenne de leur système d'enseignement secondaire peut être utile sur ce plan.

Le tableau 6.3 présente des données comparatives sur les principaux facteurs de coûts. Il montre qu'en ce qui concerne le ratio élèves par enseignant, la moyenne de l'ASS (31,4) est comparable à celle des pays à faible revenu d'autres régions du monde (29,8), mais très supérieure au ratio proche de 20 des pays à revenu intermédiaire d'Afrique et d'ailleurs. S'agissant des salaires des enseignants, la différence entre l'ASS et d'autres pays est particulièrement frappante. En ASS, les salaires représentent en moyenne 6,0 fois le revenu par habitant dans le premier cycle du secondaire et 7,4 fois dans le second cycle du secondaire (soit une moyenne de 6,5 fois pour les deux cycles pris ensemble). Le chiffre correspondant est de 3,8 dans les pays africains à revenu intermédiaire, 2,8 dans les pays non africains à faible revenu et 2,4 dans les pays à revenu intermédiaire non africains. Ainsi, lorsque les salaires sont exprimés en unités de PIB par habitant, la moyenne des pays africains à faible revenu est 2,4 fois plus élevée que dans les pays à faible revenu d'autres régions du monde. Ces comparaisons permettent d'étalonner la valeur des paramètres de coûts dans le modèle de simulation.

## **VALEURS DE RÉFÉRENCE DES FACTEURS DE COÛTS DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

L'intérêt des valeurs de référence pour l'exercice de simulation tient essentiellement à deux aspects. D'une part, comme alternatives aux valeurs actuelles des facteurs de coûts, elles apportent une dimension prospective raisonnable à l'évaluation des options politiques en matière de gestion des coûts. D'autre part, elles sont extrêmement pertinentes

**Tableau 6.3 Comparaison de la couverture et de l'organisation de l'enseignement secondaire, Afrique subsaharienne et autres groupes de pays, vers 2005**

	Contexte		Déterminants du niveau de dépense par élève					
	PIB par hab. (dollars de 2003)	TBS 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (%)	2 <sup>d</sup> cycle du secondaire (%)	Part du secteur privé (%)	Proportion de redoublants (%)	Élèves/ enseignant	Salaire moyen des enseignant (en multiple du PIB par hab.)	Coût unitaire (en multiple du PIB par hab.)
<b>Pays à faible revenu<sup>1</sup></b>								
ASS	320	32,7	13,8	19,8	13,2	31,4	6,5	0,40
Autres régions	734	73,5	46,3	38,6	4,9	29,8	2,8	0,12
<b>Pays à revenu intermédiaire<sup>2</sup></b>								
ASS	3 182	81,6	57,1	21,2	8,8	21,0	3,8	0,27
Autres régions	2 477	88,0	58,5	22,4	5,3	19,1	2,4	0,15

Source : les données relatives aux pays d'ASS à faible revenu sont extraites de la base de données compilée pour cette étude. Les données relatives aux autres pays et régions proviennent de l'ISU et d'EdStats.

<sup>1</sup> Pays remplissant les conditions d'obtention d'un prêt de l'AID.

<sup>2</sup> Pays remplissant les conditions d'obtention d'un prêt de la BIRD.

pour les 33 pays d'ASS à faible revenu car pour atteindre leurs objectifs éducatifs, la plupart d'entre eux – sinon tous – auront besoin d'une aide extérieure en complément de leurs ressources internes. Dans ce contexte, un cadre de référence apporte un éclairage explicite sur les questions d'efficacité et donne aux organismes bailleurs de fonds une aune, parmi d'autres, pour s'assurer que le secteur éducatif utilise l'argent du contribuable de manière raisonnablement efficiente. Enfin, les valeurs de référence servent de base pour évaluer équitablement les niveaux d'aide appropriés à apporter aux différents pays et pour réduire le risque d'une allocation excessive aux pays dont l'organisation des services est inefficace aux dépens d'autres pays dotés de systèmes plus économes.

Les considérations qui précèdent incitent à adopter une approche comparable à la démarche retenue dans l'IMOA-EPT, qui suppose d'attribuer des valeurs de référence indicatives à un ensemble de paramètres d'organisation des services éducatifs qui déterminent les coûts<sup>4</sup>. Rappelons ici que le cadre indicatif vise avant tout à fixer une référence objective pour l'évaluation des options politiques en matière éducative. Son principal intérêt est d'attirer l'attention sur les aspects structurels les plus critiques susceptibles de faire obstacle au développement du secteur. C'est donc un outil d'analyse destiné à guider l'élaboration des politiques plutôt qu'à identifier une conditionnalité spécifique à imposer aux pays bénéficiaires de l'aide.

Étant donné la grande hétérogénéité des situations initiales et des contraintes budgétaires qui pèsent sur le secteur de l'éducation dans les 33 pays d'ASS examinés dans cette étude, il pourrait être tentant d'arguer contre l'application d'un cadre de référence unique à tous les pays. Pourtant, la diversité des situations nationales est aussi un solide argument en faveur de l'application d'un cadre unique pour systématiser les discussions politiques. Afin de concilier ces deux points de vue, on a construit deux cadres de référence applicables à l'organisation des services dans l'enseignement secondaire. Le premier pourrait être qualifié de « généreux », les valeurs des paramètres étant compatibles avec des conditions de scolarisation relativement favorables, tandis que le second pourrait être décrit comme « spartiate » ou économe, les valeurs des paramètres correspondant à des conditions de scolarisation plus économes mais toujours acceptables. En naviguant entre ces deux ensembles de valeurs, il est possible d'adapter l'exercice de simulation au contexte propre à chaque pays. Naturellement, les valeurs attribuées aux paramètres ont des implications différentes en termes de coûts et de budget.

Afin de caractériser ces deux cadres indicatifs, les valeurs correspondantes des variables clés du modèle de simulation sont présentées au

tableau 6.4. Elles sont organisées et examinées ci-dessous comme suit : (a) l'organisation de l'offre, qui est définie par trois variables ; (b) le niveau de salaire des enseignants ; (c) la part de la dépense affectée aux dépenses hors salaires des enseignants ; et (d) le taux de redoublement.

## ORGANISATION DES SERVICES

Les trois variables sont les suivantes : (i) nombre moyen d'élèves par classe ou par groupe pédagogique ; (ii) nombre hebdomadaire d'heures de cours des élèves ; et (iii) nombre hebdomadaire d'heures de cours des enseignants. Ces trois variables ont une relation algébrique avec le ratio élèves par enseignant<sup>5</sup>, mais parce qu'elles correspondent à des leviers d'action politique sur lesquels les décideurs peuvent agir plus directement que sur le ratio élèves par enseignant, c'est à ces variables que le modèle de simulation attribue des valeurs. Le modèle applique les valeurs suivantes :

- dans le **premier cycle du secondaire**, les valeurs du scénario « généreux » sont les suivantes : 40 élèves par classe (mieux que la moyenne actuelle en ASS, qui est de 54) ; 28 heures de cours par semaine pour les élèves et 18 heures d'enseignement par semaine pour les professeurs. Le ratio élèves par enseignant implicite ressort ainsi à 25,7 (alors que la moyenne en ASS est de 35,5 dans l'année de

**Tableau 6.4 Cadre indicatif de l'organisation des services dans le secondaire**

	1 <sup>er</sup> cycle du secondaire		2 <sup>d</sup> cycle du secondaire	
	Génereux	Spartiate	Génereux	Spartiate
<b>Organisation des services</b>				
Nombre d'élèves par classe	40	50	40	45
Nombre d'heures de cours hebdomadaires (élèves)	28	25	30	27
Nombre d'heures de cours hebdomadaires (enseignants)	18	21	16	18
Nombre d'élèves par enseignant	25,7	42,0	21,3	30,0
Salaire moyen des enseignants (multiple du PIB par habitant)	5,0	4,6	6,5	5,6
Dépense hors salaires des enseignants (%)	45	38	50	42
Pourcentage de redoublants	10	10	10	10
Coût unitaire (en % du PIB par habitant)	35,4	17,7	60,9	32,2

Source : construction des auteurs.

Note : ce paramètre correspond à la valeur « de base » du coût unitaire avant tout ajustement en fonction du niveau du PIB, de la dimension géographique (urbain/rural) ou de la stimulation de la demande.

référence). Dans le scénario « spartiate », les valeurs suivantes ont été retenues : 50 élèves par classe (ce qui est toujours mieux que la moyenne actuelle), 25 heures de cours par semaine pour les élèves et 21 heures d'enseignement par semaine pour les professeurs. Le ratio élèves par enseignant ressort alors à 42,0, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne de l'ASS dans le premier cycle du secondaire (35,5) mais inférieur à la moyenne de l'ASS dans le primaire (46)<sup>6</sup>. Les valeurs retenues pour le nombre d'heures de cours hebdomadaires et le nombre d'heures d'enseignement dans les deux scénarios se situent dans la fourchette des valeurs observées dans les pays d'ASS et sont raisonnables en valeur absolue ;

- dans le **second cycle du secondaire**, les valeurs des paramètres indiquées dans le tableau demandent généralement plus de ressources que dans le cycle précédent, avec un ratio élèves par enseignant de 21,3 dans le scénario « généreux » et de 30,0 dans le scénario « spartiate » pour une moyenne actuelle en ASS de 27,1. La taille de classe est de respectivement 40 et 45 dans ces deux scénarios, pour une moyenne de 45,7 en ASS dans l'année de référence. Comme dans les scénarios applicables au premier cycle du secondaire, les hypothèses relatives au nombre d'heures de cours des élèves et des enseignants se situent dans la fourchette des pratiques actuelles observées dans l'échantillon de 33 pays.

## NIVEAU DE SALAIRE DES ENSEIGNANTS

Comme nous l'avons évoqué plus haut, cette variable pose un sérieux défi dans la plupart des pays d'ASS en raison de ses implications en matière de coût des services d'éducation. Le salaire annuel moyen des enseignants est égal à 6,0 fois le PIB par habitant dans le premier cycle du secondaire et à 7,4 dans le second cycle du secondaire, soit une moyenne de 6,5 pour les deux cycles confondus. Le ratio correspondant est de 2,8 dans les pays à faible revenu non africains et de 2,4 dans les pays à revenu intermédiaire non africains. Après retraitement de ces deux derniers ratios – 2,8 et 2,4 – en fonction du revenu en ASS, le coût moyen du salaire des enseignants s'établit à environ 3,6 fois le PIB par habitant<sup>7</sup>. Actuellement, les salaires des enseignants du secondaire en ASS sont supérieurs d'environ 80 % à ce niveau. Ainsi, même après ajustement pour tenir compte des différences de PIB par habitant, la valeur absolue du salaire ainsi obtenue serait encore trop faible (c'est-à-dire trop éloignée de la situation actuelle) pour constituer une option politique réaliste pour les années à venir.

Une autre approche pour établir les valeurs de cette variable consiste à la rapprocher des salaires des enseignants du primaire. Dans le cadre de référence indicatif de l'IMOA-EPT, les salaires des enseignants du primaire sont fixés à 3,5 fois le PIB par habitant. En postulant que les enseignants du premier cycle du secondaire ont accompli trois années d'études de plus que les enseignants du primaire et que le taux de rendement privé de chaque année d'études supplémentaire est de 12 % – un taux tout à fait raisonnable – le salaire des enseignants du premier cycle du secondaire serait supérieur d'environ 40 %, soit 4,9 fois le PIB par habitant. De même, si les enseignants du second cycle du secondaire ont accompli cinq années d'études de plus que les enseignants du primaire, leur salaire serait supérieur de 76 %, soit 6,2 fois le PIB par habitant<sup>8</sup>. Compte tenu de ces références et aux fins de l'exercice de simulation, les hypothèses sont les suivantes : dans le scénario « généreux », le salaire des enseignants est égal à 5 fois le PIB par habitant pour le premier cycle du secondaire et à 6,5 fois pour le second cycle du secondaire ; dans le scénario « spartiate », les ratios correspondants sont de respectivement 4,6 et 5,6 fois le niveau de PIB par habitant des différents pays.

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS SALAIRES DES ENSEIGNANTS<sup>9</sup>

Les valeurs attribuées à cette variable dans les scénarios de simulation se basent sur la fourchette observée dans les 33 pays d'ASS. En moyenne, les moyens mis en œuvre hors salaires des enseignants représentent environ 38 % des dépenses de fonctionnement totales dans le premier cycle du secondaire et 40 % dans le second cycle du secondaire, mais on observe une variance importante autour de ces moyennes. Dans le scénario « généreux », la valeur attribuée à cette variable est de 45 % dans le premier cycle du secondaire et de 50 % dans le second cycle. Dans le scénario « spartiate », ces chiffres s'établissent respectivement à 38 et 42 %.

#### TAUX DE REDOUBLEMENT

Cette variable est sans effet sur le coût unitaire, mais elle a des implications budgétaires car plus elle est élevée, plus nombreux sont les élèves qui restent dans le système et plus le budget de fonctionnement est élevé. Le taux de redoublement augmente depuis quelques années en ASS et s'établit aujourd'hui à environ 13 % en moyenne pour les deux cycles du secondaire. Ce taux est voisin de 5 % dans les pays non africains et inférieur à 9 % dans les pays africains à revenu intermédiaire. Par souci de simplicité, l'exercice de simulation suppose un taux de 10 % pour les

deux cycles du secondaire, tant pour le scénario « généreux » que pour le scénario « spartiate ».

La dépense moyenne par élève résultant des combinaisons de choix politiques analysés plus haut est indiquée à la dernière ligne du tableau. Dans le scénario « généreux », elle est égale à 0,354 fois le PIB par habitant dans le premier cycle du secondaire et à 0,609 fois le PIB par habitant dans le second cycle. Les valeurs moyennes correspondantes du scénario « spartiate » sont de respectivement 0,177 et 0,322 fois. Ces résultats indiquent que si les conditions de scolarisation sont nécessairement moins confortables dans le scénario « spartiate », les inconvénients ne sont pas considérables car les différences sur chacun des paramètres d'organisation scolaire (niveau de salaire, taille des divisions pédagogiques et dépenses courantes hors rémunération des enseignants) entre les deux scénarios sont relativement modérées<sup>10</sup>. Pourtant, l'effet combiné de choix économes sur les trois dimensions est important : la dépense par élève dans le scénario « spartiate » est en moyenne deux fois moins élevée que dans le scénario « généreux »<sup>11</sup>.

## **HYPOTHÈSES DE COÛTS POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS**

Les hypothèses de coûts dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et l'enseignement supérieur (analysé à la section suivante) s'écartent de l'approche factorielle détaillée adoptée pour les deux cycles du secondaire. Par souci de simplicité, elles sont liées par un ratio proportionnel aux hypothèses de coûts retenues dans l'enseignement secondaire et aux coûts observés dans d'autres pays.

S'agissant de l'EFTP, le modèle de simulation différencie deux types d'activités : (i) les formations formelles, généralement dispensées en établissement, qui sont conçues comme des offres parallèles aux filières académiques ou générales ; et (ii) les formations professionnelles d'insertion, généralement de courte durée, qui sont proposées à la fin du primaire et du premier cycle du secondaire et qui visent principalement à faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active. Ce dernier type d'activités d'EFTP a un double objectif : (i) doter les jeunes (dont la plupart travailleront dans le secteur informel de l'économie) de compétences pratiques au début de leur vie professionnelle dans l'espoir d'améliorer leur productivité sur le marché du travail ; et (ii) alléger les pressions sur les niveaux supérieurs du système en offrant des solutions positives aux jeunes qui, à défaut, pourraient souhaiter poursuivre leurs études dans le système formel.



Aux fins des simulations effectuées dans cette étude, un seul jeu de paramètres de coûts de l'EFTP a été retenu. Cette stratégie d'analyse simplifie la présentation sans compromettre les résultats. Selon les informations disponibles (qui concernent principalement le premier type de formations analysées plus haut), la dépense moyenne par élève dans l'EFTP est généralement trois fois supérieure à la dépense par élève dans les filières générales. Sur cette base, les simulations supposent la structure de coûts suivante pour les formations d'EFTP formelles : 1,2 fois le PIB par habitant pour les formations dispensées dans le premier cycle du secondaire ; et 1,7 fois le PIB par habitant pour celles qui sont proposées au niveau du second cycle du secondaire.

En ce qui concerne les formations courtes d'insertion relevant de l'EFTP, on dispose de très peu de données sur les coûts, l'une des raisons en étant que peu de pays proposent en fait ce type de cursus aujourd'hui. Pour les besoins des simulations, nous retenons les hypothèses suivantes : 0,6 fois le PIB par habitant pour les formations dispensées à la fin du primaire et 0,8 fois le PIB par habitant pour celles qui sont proposées à la fin du premier cycle du secondaire.

## HYPOTHÈSES DE COÛTS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le choix de coûts de référence pour les 33 pays d'ASS se heurte immédiatement à deux difficultés :

- **coûts beaucoup plus élevés en ASS relativement au PIB par habitant.** Pour les 33 pays d'ASS, la dépense moyenne par étudiant dans l'enseignement supérieur ressort à 3,7 fois le PIB par habitant, contre 0,54 fois dans les pays non africains à faible revenu et 2,0 fois dans les pays d'ASS à revenu intermédiaire. Ces comparaisons indiquent que certains facteurs de coûts sont propres à l'Afrique. Bien que les coûts élevés en ASS ne soient ni inévitables ni souhaitables, il ne serait pas réaliste de ne pas en tenir compte dans la détermination de la valeur de référence de l'exercice de simulation ;
- **forte hétérogénéité de la dépense publique par élève d'un pays à l'autre.** Parmi les 33 pays d'ASS, ceux dont la dépense par étudiant est la plus faible n'assurent pas un niveau de financement suffisant pour garantir un enseignement d'une qualité raisonnable, tandis que ceux dont la dépense est la plus forte ont probablement un système caractérisé par une faible efficacité. Les données relatives aux 33 pays offrent donc une base incertaine pour la sélection d'une valeur de référence appropriée.

Au vu des observations qui précèdent, un compromis raisonnable consisterait à prendre pour valeur de référence le coût unitaire des pays d'Afrique à revenu intermédiaire – soit 2,0 fois le PIB par habitant – vers laquelle tous les pays convergeraient en 2020. Cette moyenne comprend les coûts de fonctionnement des structures d'enseignement et les services d'aide sociale aux étudiants.

Outre l'attribution de valeurs de référence à la dépense moyenne par étudiant, le modèle de simulation différencie la dépense par filière d'études. Pour les besoins de cette étude, trois grandes filières sont définies : (a) sciences humaines et sociales ; (b) sciences ; et (c) filières professionnelles<sup>12</sup>. À partir des données nationales disponibles, le modèle de simulation suppose la distribution suivante des étudiants entre ces trois domaines : 60 %, 15 % et 25 %, respectivement. En combinant ces informations aux données disponibles sur les structures de coûts afférentes pour les 33 pays, la simulation attribue les valeurs suivantes aux différents coûts par domaine d'études (en unités de PIB par habitant) : 1,5 fois pour les sciences humaines et sociales ; 2,4 fois pour les sciences ; et 2,9 fois pour les filières professionnelles. Ces hypothèses concordent avec la dépense moyenne globale, de 2,0 fois le PIB par habitant.

## TRAITEMENT DES COÛTS D'INVESTISSEMENT

Le modèle de simulation calcule également les coûts d'investissement dans les différents scénarios, mais seulement ceux qui sont associés à la construction de classes dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire pour accueillir le nombre croissant d'élèves inscrits dans ces cycles. Il ne comprend pas les autres coûts d'investissement ou de

**Tableau 6.5** Cadre indicatif établi pour l'organisation des services dans l'EFTP et l'enseignement supérieur

	1 <sup>er</sup> cycle du secondaire		2 <sup>d</sup> cycle du secondaire		Enseignement supérieur			Total
	EFTP	Formations courtes d'insertion	EFTP	Formations courtes d'insertion	Sciences hum. et sociales	Sciences	Filières. prof.	
Distribution des étudiants	–	–	–	–	60%	15%	25%	100%
Coût unitaire (en multiple du PIB/hab.)	1,2	0,6	1,7	0,8	1,5	2,4	2,9	2,0

Source : construction des auteurs.

développement, tels ceux qui concernent l'école maternelle, la formation des enseignants, l'ETFP ou l'enseignement supérieur. Dans le modèle, les coûts d'investissement sont simplement fonction (i) du choix du scénario de scolarisation (SS-1 à SS-5), (ii) de la taille des classes et (iii) du coût de construction unitaire.

En ce qui concerne l'effectif des classes, une valeur de référence de 40 élèves par classe est retenue pour l'enseignement primaire ; dans l'enseignement secondaire de premier et de second degrés, la taille des classes est fixée à 40 élèves dans l'option « générale », tandis qu'elle est portée à 50 élèves pour le premier cycle et à 45 élèves pour le second cycle dans l'option « spartiate »<sup>13</sup>. Les coûts de construction unitaires par classe (meublée et équipée) sont fixés à 12 000 dollars pour les établissements du primaire et à 16 000 dollars pour les établissements du secondaire, quel que soit le cycle.

## **FLEXIBILITÉ ACCRUE DU CADRE INDICATIF**

Dans le contexte de l'IMOA-EPT, un cadre indicatif a été utilisé pour évaluer le coût de la réalisation de l'OMD d'accès universel à un cycle complet d'enseignement primaire. L'expérience acquise avec ce cadre indique que si l'application de valeurs de référence standard a permis de rationaliser l'analyse dans de nombreux pays, une certaine flexibilité des valeurs de référence, en particulier pour tenir compte des différences de développement économique entre pays, aurait pu rendre cet exercice plus utile encore. L'application d'un ensemble unique de valeurs de référence s'est révélée particulièrement problématique pour les salaires des enseignants qui, pour le primaire et dans le cadre de l'IMOA, avaient une valeur fixe moyenne de -3,5 fois le PIB par habitant – quel que soit le niveau de PIB par habitant du pays ; cela s'est révélé inadapté au cas des pays les plus pauvres. En effet, lorsque le PIB par habitant était inférieur ou égal à 100 dollars, le salaire en valeur absolue résultant de ce ratio était en fait inférieur au seuil de pauvreté dans de nombreux pays.

Comme le cadre indicatif de l'IMOA, cette étude retient un ensemble de valeurs de référence en partant du principe qu'il constitue une base satisfaisante pour évaluer les déficits de financement aux fins d'une aide extérieure éventuelle – mais des fonctionnalités importantes ont été intégrées pour donner plus de flexibilité. En matière de coûts en particulier, outre la possibilité de naviguer entre deux jeux de valeurs pour l'organisation des services, le modèle de simulation autorise des ajustements en fonction des situations nationales en termes de PIB par habitant et de la distribution de la population entre zones urbaines et rurales, laquelle peut

affecter le coût des services et exiger des interventions du côté de la demande pour scolariser les populations d'enfants non encore scolarisés<sup>14</sup>. Ces fonctionnalités sont brièvement expliquées ci-après.

### AJUSTEMENT DU SALAIRE DE RÉFÉRENCE DES ENSEIGNANTS LORSQUE LE PIB EST PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉ OU FAIBLE

Dans le cadre des simulations, le salaire des enseignants est exprimé en unités de PIB par habitant afin d'éviter la complication inhérente à la formulation d'hypothèses d'inflation des prix sur l'horizon long envisagé ici, mais aussi pour que la rémunération des enseignants augmente au fur et à mesure que les pays deviennent plus riches. L'analyse des données disponibles sur les salaires des enseignants indique que cette variable est liée de façon négative au PIB par habitant lorsqu'elle est exprimée en unités de PIB par habitant, bien qu'elle lui soit liée de façon positive lorsqu'elle est exprimée en valeur absolue (voir annexe A pour un complément d'analyse sur ce point et ses implications). Cette relation statistique a été utilisée ici pour adapter la valeur théorique des salaires des enseignants au PIB par habitant d'un pays.

S'agissant du primaire, le salaire de référence est fixé à 3,0 fois le PIB par habitant lorsque ce dernier est supérieur à 600 dollars, à 3,5 fois le PIB par habitant lorsque ce dernier est compris dans une fourchette de 300 à 600 dollars ; dans ce dernier groupe, le salaire de référence est porté à 3,6, 3,9 et 4,2 fois le PIB par habitant lorsque celui-ci est respectivement égal à 250, 150 et 100 dollars (aux prix de 2000). Concernant le secondaire, le salaire de référence pour les pays les plus pauvres (c'est-à-dire ceux dont le PIB par habitant ne dépasse pas 250 dollars) est relevé dans les mêmes proportions au-dessus de la valeur de référence des autres pays<sup>15</sup>. De même, pour les pays dont le PIB par habitant est supérieur à 600 dollars, le salaire des enseignants du premier cycle du secondaire (exprimé en unités de PIB par habitant) est abaissé par rapport à la valeur de référence standard<sup>16</sup>.

En ce qui concerne l'EFTP et l'enseignement supérieur, le salaire des enseignants n'est pas une variable distincte ; le coût unitaire sert de valeur agrégée pour représenter le coût des services. Pour l'EFTP, cette variable est rattachée à la variable correspondante pour l'enseignement secondaire, ce qui implique qu'un ajustement est opéré pour les pays les plus pauvres suivant le mécanisme expliqué plus haut. Pour l'enseignement supérieur, la valeur de référence de la dépense par étudiant est fixée à 2,0 fois le PIB par habitant. Pour les pays les plus pauvres, on applique un ratio plus élevé tenant compte du fait qu'une part importante de la

dépense à ce niveau d'éducation concerne des ressources dont le prix est fixé sur des marchés régionaux (le personnel universitaire par exemple) ou même acheté en devises étrangères et donc relativement plus coûteux pour les pays les plus pauvres (livres, ordinateurs, consommables de laboratoire, etc.)<sup>17,18</sup>.

#### AJUSTEMENT DES VALEURS DE RÉFÉRENCE DES DÉPENSES COURANTES HORS SALAIRES DES ENSEIGNANTS

Une difficulté inhérente à la sélection d'une valeur de référence appropriée est que cette variable couvre des dépenses libellées en monnaie locale (par exemple, salaires du personnel administratif et consommables) et en devises étrangères (manuels scolaires, etc.). Cette variable étant exprimée dans le modèle de simulation en proportion du coût unitaire total, elle est effectivement rattachée au niveau de salaire des enseignants. Puisque cette dernière variable – lorsqu'elle est exprimée en valeur absolue – diminue avec le PIB du pays, il en résulte que plus le revenu du pays est faible, plus le montant en valeur absolue alloué aux dépenses hors salaires des enseignants est faible. Pour les pays les plus pauvres, le montant ainsi déduit ne permet pas d'acquérir sur les marchés internationaux certains produits qui sont nécessaires pour fournir des services de qualité raisonnable. C'est pourquoi, pour ces pays, la valeur de référence des dépenses hors salaires est fixée en valeur absolue au montant calculé dans les pays dont le PIB par habitant est de 300 dollars (aux prix de 2000).

#### AJUSTEMENT TENANT COMPTE DU COÛT MARGINAL CROISSANT DE LA SCOLARISATION DES POPULATIONS RURALES

L'universalisation de la couverture dans le primaire et, de plus en plus, dans le premier cycle du secondaire étant un objectif commun à de nombreux pays, il convient de tenir compte explicitement des coûts marginaux croissants qu'implique l'extension de la couverture scolaire au profit des populations rurales, car la majeure partie de la population non scolarisée vit en zone rurale<sup>19</sup>. Considérons d'abord les deux observations suivantes sur les profils de scolarisation en zone urbaine et rurale dans notre échantillon de 33 pays :

- la **proportion urbaine de la population d'âge scolaire** est actuellement d'environ 30 % en moyenne dans l'échantillon, mais la fourchette va de

moins de 20 % au Burundi ou au Burkina Faso, à environ 50 % en République du Congo et en Gambie ;

- la **couverture du système éducatif** est généralement très inférieure en zone rurale à ce qu'elle est en zone urbaine, tant dans le primaire que dans le premier cycle du secondaire. Dans le premier cycle du secondaire par exemple, le taux brut de scolarisation moyen est de 66,5 % en zone urbaine, mais de seulement 22,2 % en zone rurale. On observe les fortes variations habituelles d'un pays à l'autre<sup>20</sup>.

Ces observations et une analyse complémentaire des données disponibles impliquent qu'en moyenne, environ 80 % de la population d'âge primaire non scolarisée vit en zone rurale. La même analyse pour le premier cycle du secondaire indique un taux encore plus élevé de 85 %. Bien que cette proportion varie autour de la moyenne régionale, il s'avère que dans tous les pays de l'échantillon, les ruraux constituent la majorité des populations non scolarisées.

Si l'objectif est d'universaliser l'enseignement primaire et le premier cycle secondaire, il convient que le coût de l'extension des services aux populations rurales soit intégré plus explicitement au modèle de simulation. Pour l'enseignement primaire, l'analyse des économies d'échelle dans l'offre de services pour 16 des 33 pays de l'échantillon montre que le coût par élève scolarisé dans un établissement de 100 élèves est supérieur de 35 % en moyenne à celui d'un établissement accueillant 300 élèves, et qu'il est en moyenne plus élevé d'environ 25 % dans les établissements ruraux que dans les établissements urbains. Dans le premier cycle du secondaire, les économies d'échelle sont plus marquées, le coût d'un élève scolarisé dans un établissement de 120 élèves dépassant de 70 % le coût d'un élève scolarisé dans un établissement accueillant 400 élèves. Ces écarts dans la dépense unitaire entre établissements de taille différente résultent des coûts fixes et du recours à des enseignants spécialisés qui, en raison de programmes également très spécialisés, ne peuvent effectuer un service complet d'enseignement dans les petits établissements. On observe là aussi d'importantes variations autour de ces moyennes régionales. Dans le premier cycle du secondaire, l'écart entre deux établissements, l'un de 120 élèves et l'autre de 400 élèves, peut aller d'un facteur de 1,15 dans certains pays à 2,40 dans d'autres<sup>21</sup>.

## MODULE « ENSEIGNEMENT PRIMAIRE »

Pour le module « enseignement primaire » du modèle de simulation, nous avons retenu le ratio élèves par enseignant du cadre indicatif de l'IMOA-EPT (40:1), cela principalement parce que compte tenu de la

taille déjà importante du système dans de nombreux pays, il convient de ménager une marge suffisante autour de cette moyenne pour accommoder de manière pragmatique des ratios (légèrement) inférieurs en milieu rural ou dans les zones faiblement peuplées tout en tolérant des ratios (légèrement) supérieurs dans les zones plus peuplées. En revanche, l'exercice de simulation relève la valeur indicative de 3,5 fois le PIB par habitant fixée par l'IMOA pour le salaire des enseignants. L'expérience montre que pour attirer les populations résiduelles non scolarisées, il faut affecter des enseignants dans les établissements ruraux isolés. En pratique, il arrive qu'à défaut d'incitations supplémentaires, les enseignants ne prennent pas leur poste ou n'y soient pas assidus. Face à cette difficulté, plusieurs pays (tels la Gambie, le Lesotho, etc.) ont pris des mesures. Évidemment, celles-ci doivent exclusivement cibler les localités où les postes sont difficiles à pourvoir et les incitations prévues doivent être suffisamment importantes pour attirer les enseignants. Compte tenu de l'expérience des pays qui se sont penchés sur ce problème, nous avons adapté les valeurs de référence des salaires en supposant que 15 % des enseignants en milieu rural bénéficieraient d'un supplément de salaire et que celui-ci se monterait en moyenne à 20 % du salaire standard. Enfin, l'exercice de simulation apporte un autre ajustement pour tenir compte des difficultés à toucher les populations non encore scolarisées lorsque la couverture s'approche de 100 %. Ces populations se composent généralement des segments les plus pauvres et les plus traditionalistes de la société, il faut peut-être consentir un effort particulier pour les atteindre avec un service personnalisé. Le modèle de simulation autorise cette possibilité en supposant que 10 % de la population rurale entre dans cette catégorie et que l'expansion de la couverture pour les atteindre impliquerait des services dont le coût est supérieur de 30 % à la dépense par élève standard pour le reste de la population.

#### MODULE « PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE »

Pour le module « premier cycle du secondaire » du modèle de simulation, les valeurs de référence n'ont été ajustées que pour tenir compte des économies d'échelle dans l'organisation des services, cela afin de centrer l'analyse sur la source des coûts marginaux croissants du développement de la scolarisation en zone rurale à ce niveau de scolarité. Pour maîtriser les coûts, les pays devront être attentifs à deux aspects des services : (a) l'organisation administrative et les fonctions d'appui pédagogique dans les petits établissements (ruraux) ; et (b) la conception du curriculum et la polyvalence des enseignants. Bien que la capacité de

gestion de ces facteurs soit très différente d'un pays à l'autre, un principe fondamental de cette étude est que certaines approches sont clairement plus efficaces que d'autres et qu'il faut les préférer pour développer la couverture en milieu rural. Sans entrer dans le détail de la meilleure organisation des services éducatifs dans les petits établissements, l'analyse des pratiques indique qu'il est possible, par une gestion avisée des ressources humaines (enseignants et non-enseignants), de limiter le coût par élève dans les petits établissements (ruraux) à un maximum de 1,3 fois celui des grands établissements urbains. Pour chaque pays, les simulations de coûts appliquent cette valeur de référence à la proportion estimative des petits établissements à chaque point temporel considéré.

## NOTES

1. On se bornera à noter ici que l'apprentissage des élèves fait l'objet de nombreuses recherches poursuivies tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Les résultats disponibles indiquent que si les établissements scolaires ne peuvent fonctionner sans un minimum de ressources, le lien entre les ressources et les acquisitions scolaires est faible dans le meilleur des cas. Les facteurs qui ont une influence importante sur la performance sont les comportements des principaux personnels intervenant dans la fourniture des services éducatifs ainsi que les dispositifs d'organisation, de gouvernance et de gestion du système (Hanushek et Wößmann, 2007).

2. Pour les pays hors Afrique subsaharienne, la plupart des données disponibles proviennent de l'ISU. Cette source ne différencie pas toujours les deux cycles du secondaire.

3. Voir le tableau annexe B.3 et le tableau annexe B.4 pour les données relatives aux 33 pays d'ASS.

4. Le cadre indicatif de l'IMOA-EPT attribue des valeurs de référence à sept indicateurs : part de l'éducation dans la dépense publique (environ 20 % du budget), part de l'enseignement primaire dans la dépense éducative (environ 50 % du budget de l'éducation), salaire des enseignants (environ 3,5 fois le PIB par habitant), nombre d'élèves par enseignant (environ 40:1), dépense hors salaires des enseignants (33 % des dépenses de fonctionnement), taux de redoublement moyen (10 % ou moins) et nombre annuel d'heures de cours (850 ou plus). Voir Bruns, Mingat et Rakotomalala (2003) pour plus d'informations sur la méthodologie d'établissement de ces valeurs de référence.

5. Ratio élèves par enseignant = taille de classe x (nombre hebdomadaire d'heures de cours à assurer par les enseignants/nombre hebdomadaire d'heures de cours des élèves).

6. Voir le tableau annexe B.5 pour les données relatives à l'organisation de l'enseignement primaire et supérieur.

7. Sur la base d'une analyse de régression entre le salaire des enseignants et le PIB par habitant. Le PIB moyen par habitant dans les pays d'ASS à faible revenu



était égal à 320 dollars en 2003 contre 734 dollars dans les pays à faible revenu d'autres régions.

8. On peut également observer qu'actuellement, un enseignant de premier cycle du secondaire gagne en moyenne 40 % de plus qu'un enseignant du primaire, tandis que le chiffre correspondant est de 70 % pour un enseignant du second cycle du secondaire. Après application de ces coefficients à la valeur du cadre indicatif de l'IMOA-EPT pour l'enseignement primaire, le salaire des enseignants s'établit à respectivement 4,9 et 6 fois le PIB par habitant dans les deux cycles du secondaire. Ces chiffres sont proches des valeurs obtenues par l'autre méthode.

9. Ces dépenses concernent les manuels, les matériels éducatifs pour les élèves et les enseignants, l'eau et l'électricité, l'entretien des bâtiments et du mobilier scolaires, la formation continue des enseignants, les frais de personnel d'appui administratif et pédagogique dans les écoles, les services centralisés et décentralisés ainsi que les dépenses de fonctionnement qui leur sont associées.

10. Les possibilités effectives de l'enseignement à distance devront également être exploitées.

11. On notera également que le cadre indicatif décrit des situations moyennes (c'est ce qui importe au plan financier), mais que sa mise en œuvre peut intégrer des modulations autour de ces moyennes afin de tenir compte des spécificités locales ou régionales dans chaque pays.

12. Formation aux métiers d'ingénieur, technicien, médecin, pharmacien, journaliste, avocat, documentaliste, etc.

13. Voir aussi le tableau 6.4.

14. Une autre fonctionnalité qui aurait pu être ajoutée pour flexibiliser le modèle de simulation a trait à son module de mobilisation des ressources. Il semblerait en particulier opportun de lier la capacité d'un pays à mobiliser des ressources internes par des recettes fiscales à ses perspectives de croissance économique. On observe en effet que la base fiscale des pays et leur capacité à lever des recettes augmentent en même temps que leur économie croît et devient plus formalisée. Cette tendance est confortée par l'expérience de la plupart des pays. Cependant, dans les pays d'ASS non producteurs de pétrole dont le PIB par habitant est inférieur à 1 000 dollars, la relation est au mieux faible. En fait, une relation positive et significative entre le PIB par habitant et la capacité fiscale n'est observée que dans les économies matures. C'est pourquoi aucun ajustement n'est apporté dans l'exercice de simulation aux variables relatives à la mobilisation des ressources.

15. L'annexe A présente la régression sur laquelle se fondent ces hypothèses.

16. L'annexe E indique les valeurs ajustées des salaires des enseignants et des coûts unitaires retenues dans les simulations pour chaque pays.

17. On suppose que la dépense par étudiant par domaine d'études conserve la même valeur relative que dans le tableau 6.5.

18. L'annexe E indique les coûts unitaires dans l'enseignement supérieur utilisés dans les simulations pour chaque pays.

19. Pour le second cycle du secondaire, l'idée est que les établissements resteront situés principalement en zone urbaine. Cette idée ne s'applique pas aux établissements du premier cycle du secondaire, qui doivent rester proches des

populations concernées, en particulier dans l'objectif d'une forte augmentation de la couverture scolaire.

20. Voir, entre autres, Mingat et Ndem (2008). Ce travail analyse les écarts de scolarisation entre enfants urbains et enfants ruraux (mais aussi entre filles et garçons, riches et pauvres) à différents niveaux d'éducation dans plus de 30 pays de la région (profils de scolarisation) et les procédures suivies par plus de 20 pays pour organiser l'enseignement secondaire de premier cycle, avec des structures d'économies d'échelle très variables d'un pays à l'autre.

21. Ces différences tiennent pour partie au nombre de personnel administratif (un ou trois dans un établissement du premier cycle du secondaire accueillant 120 élèves) et pour partie i) au degré de polyvalence des enseignants dans différentes disciplines et ii) à l'organisation du contenu du curriculum.



## Évaluation du déficit de financement

L'un des principaux objectifs des simulations est de déterminer le montant d'aide extérieure dont les pays d'ASS pourraient avoir besoin pour atteindre leurs objectifs éducatifs. Le modèle comprend tous les niveaux et types d'enseignement afin de dresser un tableau complet du secteur, mais il s'attache plus particulièrement aux niveaux post-primaires du système. Les valeurs de référence indicatives examinées plus haut ont trait aux implications pour les coûts des choix politiques nationaux qui affectent l'évolution future des effectifs par niveau et type d'enseignement et de formation et qui influencent l'organisation des services. Dans ce chapitre, nous considérons les valeurs de référence des variables qui déterminent le volume des ressources publiques nationales mobilisées, ainsi que la répartition public-privé des financements. À partir de l'écart entre les coûts agrégés et les ressources que le pays est en mesure de mobiliser, on estime les déficits de ressources que les financements extérieurs pourraient contribuer à combler.

### **VALEURS DE RÉFÉRENCE AFFECTANT LE VOLUME DES RESSOURCES PUBLIQUES ALLOUÉ À L'ÉDUCATION**

Les variables à considérer sont les suivantes :

- recettes fiscales totales en pourcentage du PIB ;
- part de l'éducation dans la dépense publique totale ; et
- part de l'enseignement primaire dans la dépense publique d'éducation.

Les valeurs de référence du cadre indicatif de l'IMOA-EPT demeurant pertinentes, nous les conservons dans le présent exercice. Pour la première variable en particulier, les valeurs de référence sont les suivantes : 14, 16

ou 18 % du PIB selon le niveau du PIB par habitant<sup>1</sup>. Pour la deuxième variable, trois valeurs de référence ont été utilisées (20, 23 ou 26 %), chacune correspondant à un scénario différent. Le modèle est structuré de façon que si la part de l'éducation dans la dépense publique globale dépasse 20 % (ce qui indique une forte priorité donnée à l'éducation), toutes les ressources mobilisées au-delà de cette valeur de référence sont allouées aux niveaux post-primaires.

En ce qui concerne la troisième variable, la valeur de référence de l'IMOA-EPT de 50 % a été conservée pour le cycle primaire standard de 6 ans ; ce chiffre est ajusté en proportion dans les pays où le cycle est plus long. Enfin, compte tenu de la perspective sectorielle de cet exercice, le modèle intègre une variable représentative de la dépense publique allouée à l'enseignement préscolaire, dont la valeur de référence est fixée à 5 % de la dépense publique d'éducation. Ensemble, ces valeurs impliquent une allocation effective d'au moins 45 % de la dépense publique d'éducation aux niveaux post-primaires dans la plupart des pays.

## **VALEURS DE RÉFÉRENCE DE LA STRUCTURE PUBLIC-PRIVÉ DU FINANCEMENT DES DÉPENSES ÉDUCATIVES**

Quel que soit le pays, il y a toujours des familles qui préfèrent une éducation privée pour leurs enfants et ont les moyens de la financer. En ASS, on compte en moyenne environ 10 % d'élèves inscrits dans des établissements financés par des ressources privées dans le primaire, 20 % dans la filière générale du secondaire, 35 % dans la filière technique du secondaire et 17 % dans l'enseignement supérieur<sup>2</sup>. Comme pour de nombreux aspects de l'éducation en ASS, les 33 pays de notre échantillon offrent des situations très contrastées ; dans le premier cycle du secondaire, par exemple, la proportion d'élèves scolarisés dans des établissements privés va de 5 % ou moins au Lesotho, en Sierra Leone et en Zambie à plus de 45 % en Ouganda et au Rwanda.

Étant donné la diversité des situations nationales, il est difficile de proposer un ensemble commun de valeurs de référence pour cette simulation. Deux principes de base, l'équité et l'efficacité économique, ont été pris en considération pour identifier les valeurs de référence retenues. Le premier est qu'une scolarisation universelle doit être gratuite pour les utilisateurs des services. Les considérations d'équité sont importantes ici, notamment parce que lorsque les parents doivent payer pour scolariser leurs enfants – même si les frais sont minimales – le coût peut suffire à exclure certains enfants, en particulier les filles et les enfants des ménages les plus pauvres. Le second principe est que les individus doivent assumer

une part du coût de leur éducation lorsque les avantages en reviennent principalement à eux-mêmes et non à la société. Le fait que le rendement privé de l'éducation augmente généralement avec le niveau d'instruction plaide pour que les financements publics favorisent les niveaux d'instruction inférieurs, et l'importance des avantages sociaux découlant de l'enseignement de base (gains en matière de santé, espacement des naissances, alphabétisme, etc.) conforte cet argument.

Partant de ces deux principes et des considérations propres aux cycles développées plus haut, les valeurs de référence suivantes ont été retenues dans les simulations.

## ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE

Dans le primaire et le premier cycle du secondaire, nous avons retenu la valeur de référence indicative de 10 % de l'IMOA-EPT pour la part des scolarités financées sur ressources privées. Cette valeur permet à un petit pourcentage de chaque population de choisir une offre scolaire différente, financée sur des ressources privées. Pour le premier cycle du secondaire, cette hypothèse implique que la proportion actuelle d'environ 20 % soit ramenée à 10 % d'ici 2020.

La part élevée actuelle résulte de l'effet conjugué de plusieurs facteurs susceptibles d'évoluer : l'essor de l'enseignement privé pour faire face à la forte augmentation de la demande associée aux progrès accomplis sur la voie de l'universalisation de l'enseignement primaire ; le désintérêt relatif de l'État pour l'enseignement secondaire sous l'effet de la priorité donnée au développement de l'enseignement primaire ; et le fait que l'enseignement secondaire se concentre actuellement dans les zones urbaines où l'offre privée est plus développée. Il est probable cependant que ces conditions ne persisteront pas lorsque l'offre publique sera plus développée dans le premier cycle du secondaire. Une proportion croissante de la population scolaire résidera en zone rurale et sera issue de strates plus pauvres de la société ; corrélativement, le rôle du secteur public devrait vraisemblablement augmenter. L'objectif étant la couverture universelle (ou quasi universelle) d'ici 2020, nous avons retenu la même valeur de référence pour la proportion d'élèves scolarisés dans le privé que la valeur de référence de l'IMOA pour l'enseignement primaire, soit 10 %.

## SECOND CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Pour le second cycle de l'enseignement secondaire général, la situation est structurellement très différente de celle qui prévaut dans le premier

cycle. Alors que des arguments d'équité et sociétaux plaident pour l'universalisation progressive du premier cycle de l'enseignement secondaire, le développement du second cycle doit être plus explicitement axé sur la préparation des jeunes à la vie active dans le secteur moderne de l'économie, soit immédiatement après ce cycle, soit après une formation complémentaire au niveau du supérieur. Compte tenu de la taille modeste du secteur moderne dans la plupart des pays d'ASS et de sa faible croissance attendue dans un avenir prévisible, une stratégie de développement du second cycle secondaire appropriée consiste à mettre davantage l'accent sur la qualité des compétences enseignées aux élèves qui peuvent bénéficier de la formation, plutôt que sur le nombre des élèves scolarisés. C'est à ce point du système éducatif que les questions de régulation des flux d'élèves et de la diversification des parcours scolaires se posent avec le plus d'acuité.

À ce niveau du système, une importante participation des usagers est pertinente car elle contribue à réguler les flux d'élèves et se justifie davantage par le rendement privé habituellement élevé de la scolarité. Le financement public reste néanmoins approprié, surtout lorsqu'il vise à aider les élèves capables issus de milieux modestes qui, à défaut, n'auraient pas été en mesure de poursuivre des études. C'est pourquoi nous avons fixé à 40 % en 2020 la proportion d'élèves scolarisés dans des établissements financés par des fonds privés. Une réflexion approfondie sur le meilleur moyen de s'orienter vers un rôle accru du financement privé à ce niveau du système serait évidemment nécessaire pour atteindre cette proportion en partant de la moyenne actuelle de 20 % (Walther, 2005 ; Banque mondiale, à paraître).

## FORMATIONS COURTES D'INSERTION

Les formations courtes d'insertion sont intégrées à la structure du modèle de simulation car ce sont des actions spécifiques ciblées sur les jeunes qui quittent le système scolaire formel à la fin du primaire ou du premier cycle du secondaire. En général, ce sont des cursus de courte durée qui visent à doter les jeunes qui quittent l'école des compétences de vie nécessaires dans le monde du travail, en particulier dans l'économie informelle où la plupart d'entre eux peuvent s'attendre à gagner leur vie. Ces formations sont dans l'idéal assurées par les organismes professionnels compétents avec la collaboration des pouvoirs publics qui interviennent comme financeur plutôt que comme opérateur des formations. Ces cursus ont deux fonctions importantes : ils améliorent la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur informel et ils constituent un moyen socialement

acceptable d'alléger les pressions sur le système scolaire formel. Étant donné la part dominante de jeunes issus de milieux défavorisés dans la clientèle de ces formations, nous avons supposé qu'elles seraient intégralement financées par les pouvoirs publics.

## ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS

Dans le contexte de notre modèle, l'EFTP désigne des formations formelles de deux ou trois ans dispensées dans un cadre institutionnel (soit des établissements ordinaires, soit des centres spécialisés) ; ces cursus constituent en fait un flux parallèle à celui de l'enseignement secondaire général ; et ils peuvent prévoir des stages en entreprise pour renforcer l'apprentissage des élèves. Le secteur privé joue un rôle important dans ce type de services ; il accueille environ 35 % des élèves scolarisés dans les 33 pays d'ASS de notre échantillon. L'expérience tend à montrer que l'intervention du secteur privé, sous forme de financement et de prestations, contribue à mieux garantir que la formation répond aux besoins du marché du travail, que les coûts de formation restent maîtrisés et que des contacts avec les employeurs prospectifs sont développés pour faciliter l'insertion des jeunes formés dans la vie professionnelle. Le modèle de simulation fixe la part du secteur privé à 40 % car il est anticipé que son rôle actuel sera maintenu et même légèrement renforcé. De toute évidence, d'autres discussions seront nécessaires pour que chaque pays définisse la stratégie la plus appropriée et la plus efficace pour atteindre cette valeur de référence.

## ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour l'enseignement supérieur, de nombreux pays d'ASS ont enregistré une très forte augmentation du nombre d'étudiants depuis dix ans, le flux d'élèves entre les deux cycles du secondaire et du secondaire à l'enseignement supérieur étant à peine régulé. La dépense publique totale n'ayant pas suivi la croissance massive des effectifs, les budgets inchangés ont dû être répartis entre un nombre toujours plus grand d'étudiants, avec une dégradation corrélative des conditions d'enseignement. Dans le même temps, les étudiants ont commencé à s'inscrire en grand nombre dans des établissements privés, alors même que la plupart d'entre eux ont la possibilité de fréquenter des universités publiques où les droits d'inscription sont quasiment nuls. Nombre des établissements privés sont en fait relativement nouveaux ; ils sont apparus pour répondre à la forte demande des étudiants. Dans les 33 pays d'ASS de notre échantillon,



on estime qu'en moyenne, le secteur privé accueille au moins 18 % des étudiants. Pour les mêmes raisons que celles évoquées plus haut pour l'EFTP, nous envisageons un nouvel élargissement du rôle du secteur privé et fixons par conséquent sa part dans le taux de scolarisation à 40 % en 2020. Cette augmentation est plausible au vu des évolutions en cours dans l'enseignement supérieur et du succès que rencontrent de nombreux établissements lorsqu'ils font appel à des contributions privées pour financer leur fonctionnement.

## NOTES

1. Les simulations utilisent 14 % pour les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 300 dollars, 16 % lorsque le PIB par habitant est compris entre 300 et 600 dollars et 18 % pour les pays dont le PIB par habitant est supérieur à 600 dollars.

2. Ces proportions sont approximatives et risquent d'être sous-estimées, notamment parce que les statistiques officielles sont généralement plus complètes pour les établissements du secteur public. Les données sont particulièrement peu étoffées pour les établissements privés d'enseignement et de formation techniques et pour l'enseignement post-secondaire.

## Résultats des simulations

Les hypothèses examinées dans les chapitres 5 à 7 concernant la couverture, les modes d'organisation scolaire et les options de financement, ainsi que l'introduction de la flexibilité dans l'établissement de valeurs de référence tenant compte du PIB par habitant et d'autres conditions nationales spécifiques ont des conséquences directes sur les coûts et les déficits de financement. Elles sont présentées ci-après afin d'illustrer les combinaisons d'options possibles quant au développement global de l'éducation en ASS. Cet exercice indispensable ne se substitue pas au travail d'élaboration d'une politique ; c'est un outil qui fournit aux décideurs politiques des informations critiques pour évaluer l'éventail des possibilités et considérer les arbitrages qui pourraient être requis pour atteindre les objectifs de leur pays dans le domaine éducatif.

Une des caractéristiques importantes des simulations est que bien qu'elles s'attachent aux implications des politiques éducatives dans l'enseignement post-primaire, la dimension du modèle est en fait sectorielle, ce qui permet de contextualiser les politiques. Nous examinons principalement ici les résultats consolidés pour les 33 pays d'ASS de l'échantillon qui agrègent les résultats de chacun des pays (voir les résultats présentés par pays à l'annexe E). Enfin, bien que les simulations produisent de nombreux résultats, seuls les plus déterminants, dont les variables suivantes rendent compte, sont indiqués ci-après, cela afin d'attirer l'attention sur les aspects politiques de l'exercice :

- coûts totaux projetés en 2020 pour atteindre les différents objectifs de scolarisation dans le primaire, le secondaire et l'enseignement supérieur tout en diversifiant les options afin de gérer les flux d'élèves et d'étudiants ;

- écart entre les coûts et ce que les pays d'ASS peuvent raisonnablement mobiliser sur leurs propres ressources ; et
- dépendance implicite à l'égard des ressources externes pour atteindre les objectifs postulés compte tenu des politiques en matière d'organisation des services et de financement interne.

## RÉCAPITULATIF DES HYPOTHÈSES PRINCIPALES

Pour mémoire, nous résumons brièvement ici les principales hypothèses évoquées plus haut. Le premier ensemble a trait aux politiques de couverture éducative. Rappelons que cinq scénarios de scolarisation (SS) ont été examinés, les deux premiers se distinguant nettement des trois suivants au plan de la gestion des flux d'élèves. Les deux premiers scénarios (SS-1 et SS-2) envisagent en particulier une progression sur la voie de l'achèvement universel ou quasi universel du cycle primaire en 2020 et une large couverture dans le premier cycle du secondaire, suivie de taux de transition vers le second cycle et le supérieur comparables à ceux observés dans la période actuelle. De plus, ces scénarios envisagent une certaine diversification des options éducatives sous forme de formations courtes d'insertion et de cursus formels d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Le second ensemble formé par les trois autres scénarios (SS-3, SS-4 et SS-5) envisage des objectifs de couverture analogues pour le primaire et le premier cycle du secondaire, mais indexe les effectifs de l'enseignement supérieur (et ceux du second cycle secondaire) sur les débouchés professionnels attendus dans le secteur formel de l'économie. Ce secteur ne devant occuper qu'une proportion modeste de la population active dans un avenir prévisible, on postule que la couverture aux niveaux supérieurs du système restera limitée. Dans le même temps, les scénarios envisagent un plus grand choix d'options de formation courte d'insertion afin d'alléger les pressions pesant sur le système d'éducation formel, en particulier au niveau du second cycle du secondaire et de l'enseignement supérieur. La dernière option étudiée suppose de fondre le primaire et le premier cycle du secondaire cycle en un seul cycle d'éducation de base. Son principal intérêt pour notre étude réside dans une stratégie d'organisation favorisant la maîtrise du coût des services.

Le deuxième jeu d'hypothèses a trait aux modes d'organisation scolaire qui, comme il a été expliqué plus haut, affectent le coût des services. Dans l'enseignement primaire, les valeurs de référence du cadre de l'IMOA-EPT ont été retenues pour le ratio élèves par enseignant, le salaire moyen des enseignants et la dépense courante hors salaires des enseignants ; le salaire

de référence des enseignants a été ajusté à la hausse pour les pays qui ont un PIB par habitant faible, comme il a été indiqué plus haut. Dans l'enseignement secondaire, deux jeux de valeurs de référence sont utilisés : l'un représente des conditions relativement « généreuses » (c'est-à-dire plus coûteuses) au plan de la taille des classes, du salaire des enseignants, du nombre d'heures de cours des enseignants, du nombre d'heures de cours des élèves et de la dépense courante hors salaires des enseignants ; l'autre représente des conditions relativement « spartiates » (c'est-à-dire plus économiques). Les valeurs de référence pour la formation courte d'insertion, l'EFTP et l'enseignement supérieur sont simplement fixées en termes de dépense par élève, celle-ci étant proportionnelle aux niveaux correspondants du secondaire. En outre, pour l'enseignement supérieur, le modèle différencie le coût unitaire par filière d'études et calcule la dépense moyenne en fonction d'hypothèses relatives à la distribution correspondante des effectifs d'étudiants. On rappelle que le modèle calcule les coûts d'investissement de la construction des classes pour les établissements du primaire et du secondaire.

Enfin, le troisième ensemble d'hypothèses a trait à la mobilisation des ressources, tant au plan de l'allocation des budgets publics que de la distribution des effectifs scolarisés sur financement public ou sur ressources privées. Pour la mobilisation des ressources, les valeurs de référence sont identiques à celles du cadre de l'IMOA-EPT, tandis que celles qui ont trait à la répartition public-privé sont choisies pour refléter des préoccupations d'équité et d'efficacité. Ainsi, les valeurs de référence pour la proportion de services financés par des fonds privés sont fixées à un niveau modeste d'environ 10 % pour le primaire et le premier cycle du secondaire et les formations courtes d'insertion, mais à un niveau bien plus élevé de 40 % pour les formations postérieures au premier cycle du secondaire.

## **SIMULATIONS DES COÛTS AGRÉGÉS ET DES DÉFICITS DE FINANCEMENT EN 2020**

Les résultats des simulations sont présentés pour trois taux de croissance du PIB par habitant entre l'année de référence et 2020. Cette variable influe sur les résultats à cinq titres : (1) cela a une influence évidente sur les ressources publiques mais aussi (2) sur les coûts, dans la mesure où les salaires des enseignants sont exprimés en unités de PIB par habitant et que, (3) dans les pays les plus pauvres, ils ont été ajustés pour tenir compte du niveau de PIB par habitant actuel et projeté ; ensuite, (4) dans

certaines scénarios, les effectifs scolarisés dans le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur sont liés au PIB par habitant ; enfin et surtout, (5) une croissance plus forte du PIB par habitant implique une dépense par élève ou étudiant plus élevée en valeur absolue, et donc des coûts agrégés en valeur absolue plus importants. Les taux retenus pour les besoins de cet exercice sont les suivants : (a) 0 % par an, ce qui suppose que la croissance réelle du PIB est identique à celle de la population ; (b) 2 % par an, ce qui suppose que la croissance du PIB serait supérieure de 2 points de pourcentage à celle de la population ; et (c) 4 % par an, ce qui correspond à peu près à l'expérience de l'ASS au cours de la dernière décennie, dont le PIB a crû en moyenne de 6,5 % par an et la population de 2,5 % par an.

Considérons tout d'abord le tableau 8.1, qui résume les projections de coûts agrégés des services éducatifs en 2020, les déficits de financement et la dépendance à l'aide extérieure selon divers scénarios politiques, dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 2 % par an. Les résultats obtenus pour des taux de croissance plus élevés et plus faibles sont présentés à l'annexe D. En ce qui concerne l'enseignement primaire, le déficit de financement est, comme attendu, identique pour les différentes combinaisons de politiques de couverture (SS-1 à SS-4) et d'organisation des services aux niveaux post-élémentaires : 3,1 milliards de dollars par an en 2020 pour les 33 pays de l'échantillon. Avec une restructuration portant l'enseignement de base à neuf ans (SS-5), le déficit atteindrait 5,2 milliards de dollars par an – augmentation qui serait compensée par des déficits plus modestes aux niveaux post-élémentaires, comme nous l'expliquons plus loin.

Au niveau post-primaire, le niveau du déficit de financement est extrêmement variable selon les politiques éducatives choisies. Considérons d'abord les déficits lorsque la part de l'éducation dans la dépense publique totale est fixée à 20 % (avec une croissance annuelle du PIB par habitant de 2 %). Avec la politique de couverture la plus ambitieuse (SS-1) et les hypothèses d'organisation scolaire les plus généreuses, le déficit agrégé de financement des dépenses courantes est estimé à 29,1 milliards de dollars en 2020 sur une base annuelle pour l'enseignement post-primaire et à 3,1 milliards de dollars par an pour l'enseignement primaire (soit un total de 32,2 milliards de dollars par an pour le système). En outre, le déficit de financement des investissements dans l'enseignement primaire et secondaire serait voisin de 2,8 milliards de dollars par an. S'il était fait appel à des ressources externes pour pallier les déficits, les 33 pays d'ASS dépendraient de sources de

**Tableau 8.1 Dépense publique d'éducation annuelle agrégée et déficit de financement en 2020 pour les 33 pays d'ASS à faible revenu (en milliards de dollars de 2005 sauf indication contraire)**

Options de politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Montant annuel de la dépense publique d'éducation (fonctionn. et en capital)	Déficit de fin. récurrent annuel dans l'ens. primaire ou élémentaire	Déficit de financement annuel courant dans l'enseignement post-primaire selon 3 scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en pourcentage de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	51,6	3,1	29,1	26,5	23,9	2,8	68	63	58
	Spartiate	42,6		20,4	17,8	15,2	2,6	61	55	49
SS-2	Généreux	44,8		22,7	20,0	17,4	2,5	63	57	51
	Spartiate	37,9		16,0	13,4	10,8	2,3	56	49	42
SS-3	Généreux	36,7		14,7	12,1	9,5	2,3	55	48	40
	Spartiate	31,2		9,5	6,8	4,2	2,1	47	38	30
SS-4	Généreux	31,5		9,7	7,2	5,0	2,1	47	39	31
	Spartiate	27,2		5,6	3,2	1,1	1,9	39	29	20
SS-5	Généreux	27,6	5,2	3,4	1,3	0,4	2,6	40	31	21
	Spartiate	26,9		2,8	0,8	0,3	2,6	38	29	19

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance aux financements externes inférieure ou égale à 33 %.

financement externes à hauteur de 68 % de leurs dépenses d'éducation. Les montants en valeur absolue et le taux de dépendance sont très élevés et, sans aucun doute, irréalistes. Des modes d'organisation des services plus spartiates réduiraient fortement le déficit de financement des dépenses courantes dans le post-primaire – à 20,4 milliards de dollars par an – mais son ampleur et ses implications en termes de dépendance à l'aide (61 %) restent problématiques et dépassent très probablement les seuils réalisables ou même souhaitables.

Avec des objectifs de taux de transition du primaire au premier cycle du secondaire moins ambitieux (80 % au lieu de 100 %), situation représentée par le scénario SS-2, le déficit de financement des dépenses courantes en 2020 avec des politiques d'organisation des services généreuses s'élèverait à 22,7 milliards de dollars par an pour l'enseignement post-primaire et à 3,1 milliards par an pour l'enseignement primaire (pour un déficit total à l'échelle du système de 25,8 milliards de dollars par an), tandis que le déficit de financement des dépenses en capital dans l'enseignement primaire et secondaire atteindrait 2,5 milliards de dollars par an. Corrélativement, le niveau de dépendance à l'aide ne diminuerait que légèrement et atteindrait 63 % (et 56 % avec des politiques spartiates d'organisation des services). Ces chiffres sont assurément inférieurs à ceux du scénario SS-1, mais ils ne s'en écartent pas fondamentalement du point de vue de la viabilité financière des politiques.

Les trois autres scénarios de scolarisation – SS-3 à SS-5 – se démarquent nettement des deux précédents car ils représentent des politiques de couverture beaucoup plus sélectives dans le second cycle du secondaire et dans l'enseignement supérieur. Dans le scénario SS-3, la valeur de référence des effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur est fixée de manière à tolérer un taux de chômage des diplômés de 25 %, tandis que le taux de transition du primaire au premier cycle du secondaire est maintenu à 80 %. Avec des politiques généreuses d'organisation des services le déficit de financement des dépenses courantes atteindrait en 2020 14,7 milliards de dollars par an pour l'enseignement post-primaire (et 3,1 milliards de dollars par an pour l'enseignement primaire) et le déficit de financement des dépenses en capital s'établirait à 2,3 milliards de dollars par an. Le taux de dépendance correspondant serait alors de 55 %. Avec des politiques spartiates d'organisation des services, le déficit courant dans l'enseignement post-primaire serait ramené à 9,5 milliards de dollars et le taux de dépendance à 47 %.

Dans le scénario SS-4, le taux de couverture dans le second cycle du secondaire et dans l'enseignement supérieur est réduit de sorte à produire un taux de chômage des diplômés de 20 % au lieu de 25 % et le

taux de transition entre le primaire et le premier cycle secondaire est ramené à 65 %. Le déficit de financement courant s'établirait alors à 9,7 milliards de dollars par an pour l'enseignement post-primaire dans l'hypothèse de politiques généreuses en matière d'organisation des services et à 5,6 milliards de dollars par an dans l'hypothèse de politiques spartiates. Les taux correspondants de dépendance à l'aide s'élèveraient respectivement à 47 et 39 %.

Enfin, dans le scénario SS-5, qui suppose une réorganisation structurelle portant l'éducation de base à neuf ans et des taux de scolarisation dans le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur cohérents avec un taux de chômage des diplômés de 20 %, le déficit de financement courant dans l'enseignement post-primaire s'élèverait à 3,4 milliards de dollars par an dans le cadre de politiques généreuses d'organisation scolaire et à 2,8 milliards de dollars par an dans le cadre de politiques spartiates. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette forte chute est d'une certaine façon compensée par un déficit accru dans l'éducation de base – qui atteint 5,2 milliards de dollars contre 3,1 milliards de dollars dans les quatre scénarios précédents. Le déficit de financement des investissements pour l'enseignement primaire et secondaire atteindrait 2,6 milliards de dollars par an et la dépendance à l'égard de l'aide extérieure serait ramenée à 40 % avec des politiques généreuses d'organisation scolaire et à 38 % avec des politiques spartiates.

Toutes les simulations réalisées jusqu'ici montrent clairement qu'avec une allocation de 20 % de la dépense publique au fonctionnement de l'éducation et les niveaux supposés de financement privé (qui sont relativement élevés, en particulier dans le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur), les déficits de financement implicites sont massifs dans les dix combinaisons de politiques de couverture et d'organisation scolaire. Les chances de mobiliser le volume requis de financements externes semblent au mieux très faibles. Si nous considérons qu'il est *a priori* souhaitable que les financements externes ne dépassent pas 50 % de ce que les pays dépensent eux-mêmes, le ratio de dépendance maximal serait alors de 33 %<sup>1</sup>. Selon cette référence normative mais raisonnable, aucun des scénarios de simulation envisagés jusqu'ici ne serait acceptable. Il semble donc opportun de considérer deux autres pistes : (a) augmentation du budget alloué à l'éducation ; et (b) réduction de l'ambition de couverture ou de l'intensité en ressources dans l'organisation des services éducatifs.

Une augmentation à 23 % de la part du budget allouée à l'éducation (SS-2) réduit effectivement le déficit de financement, comme le montre le tableau précédent, mais si on fixe la limite de dépendance à 33 %, seules les



trois cellules grisées du tableau répondent à ce critère. Elles correspondent aux combinaisons suivantes de couverture et d'organisation des services : (a) neuf ans d'éducation de base (SS-5) avec des modes d'organisation scolaire généreux ou spartiates ; et (b) régulation relativement forte de l'accès au second cycle du secondaire et à l'enseignement supérieur (SS-4) associé à des modes d'organisation spartiates. Si on porte la part de l'éducation à 26 % du budget, deux autres combinaisons de politiques satisfont au critère d'acceptabilité : (a) SS-4 combiné à des modes généreux d'organisation des services ; et (b) SS-3 (objectifs de couverture dans l'enseignement post-primaire un peu plus ambitieux), mais seulement avec des choix spartiates en matière d'organisation des services. Les huit scénarios impliquant un taux de dépendance inférieur ou égal à 33 % supposent tous un modèle de discontinuité dans la gestion des flux d'élèves, dans lequel les flux de scolarisation dans le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur sont déterminés en référence aux perspectives d'emploi des diplômés. Le taux de dépendance s'échelonne alors toutefois de 19 à 31 % – un taux probablement gérable mais qui n'en reste pas moins élevé.

Les chiffres présentés plus haut supposent que le PIB par habitant augmente en moyenne de 2 % par an entre l'année de référence et 2020. Les résultats correspondant à des taux de croissance de 0 et 4 % par an sont présentés à l'annexe D ; ils indiquent que l'application du seuil de dépendance de 33 % n'élargirait pas les options politiques acceptables au-delà de celles qui ont été examinées plus haut. Pour développer l'éducation de façon systémique, les pays d'ASS pourraient donc difficilement éviter les questions relatives au niveau de priorité budgétaire à donner à l'éducation ; à la gestion proactive des flux d'élèves, en particulier dans la partie haute du système, avec des options pour diversifier les parcours scolaires dans sa partie médiane et favoriser l'entrée dans la vie active ; et aux modes d'organisation des services assurant une maîtrise des coûts.

Cependant, le rythme de croissance du PIB par habitant d'ici l'année 2020 exerce un impact significatif sur le montant absolu des déficits de financement (exprimés en monnaie nationale ou en devises). Comme il a été dit plus tôt, dans l'hypothèse d'une croissance du PIB par habitant inférieure aux 2 % retenus jusqu'ici, ces déficits seraient inférieurs à ceux qui sont indiqués au tableau 8.1 ; à l'inverse, ils seraient plus élevés avec un taux de croissance plus rapide. Bien qu'ils soient élevés dans tous les scénarios, les déficits de financement sont très sensibles au taux de croissance du PIB par habitant. Considérons par exemple les scénarios impliquant l'option du SS-3 pour la couverture, l'option spartiate pour l'organisation des services éducatifs et une enveloppe de 20 % du budget public allouée à l'éducation. Le déficit de financement courant

en 2020 s'élèverait à 6,3 milliards de dollars par an pour l'enseignement post-primaire si le PIB par habitant stagnait entre l'année de référence et 2020, mais ce chiffre serait porté à 9,5 milliards de dollars par an dans une hypothèse de croissance de 2 % par an et à 16,4 milliards de dollars par an dans une hypothèse de 4 %. Si une croissance soutenue dans les pays bénéficiaires de l'aide est évidemment l'objectif ultime, les résultats des simulations confirment que l'enrichissement progressif des pays s'accompagne d'un alourdissement correspondant du coût de financement de leur programme d'éducation et donc de l'effort requis pour mobiliser des ressources extérieures.

## HÉTÉROGÉNÉITÉ DE L'ÉCHANTILLON DE 33 PAYS D'ASS

Les analyses présentées plus haut ont trait au tableau d'ensemble dressé globalement pour les 33 pays de notre échantillon à partir des simulations nationales présentées à l'annexe E. Cette approche permet d'établir des lignes directrices générales et des ordres de grandeur en ce qui concerne les déficits de financement et les taux de dépendance vis-vis de l'aide extérieure. Il est clair qu'elle doit être complétée par des analyses plus fines, dans lesquelles les hypothèses des simulations sont adaptées à la situation propre de chaque pays (et d'autant plus que cette situation est très différente d'un pays à l'autre). Même sans cette analyse plus détaillée, les résultats obtenus jusqu'ici contribuent déjà à cadrer le dialogue politique sur le développement de l'éducation en ASS.

Considérons tout d'abord les résultats des scénarios dans lesquels le PIB par habitant croît de 2 % par an. Neuf pays seulement peuvent envisager un taux de dépendance inférieur à 35 % avec des politiques de couverture correspondant aux scénarios SS-1 et SS-2<sup>2</sup> : **le Cameroun, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, la Mauritanie, le Nigeria et la République du Congo**. Dans ce groupe, cinq pays – Gambie, Kenya, Lesotho, Mauritanie et République du Congo – auront les taux de dépendance les plus faibles. Les quatre autres – Cameroun, Ghana, Guinée et Nigeria – ne peuvent maintenir leur taux de dépendance en deçà de 35 % tout en poursuivant les objectifs de couverture correspondant au scénario SS-2 que s'ils adoptent l'option spartiate pour l'organisation des services éducatifs et allouent 26 % de la dépense publique au secteur de l'éducation.

Pour huit des 33 pays, aucune des combinaisons de politiques en matière de couverture, d'organisation des services et de mobilisation des ressources internes ne permet un niveau de dépendance aux financements externes inférieur ou égal à 35 % ; ce résultat vaut pour les trois taux de

croissance du PIB par habitant. Ces pays sont les suivants : **Burundi, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Malawi, Niger, République démocratique du Congo et Sierra Leone**. La situation du Burkina Faso et du Tchad est proche de celle des pays de ce groupe. En effet, il n'existe qu'un seul scénario qui conduise à un niveau de dépendance égal ou inférieur à la référence de 35 %, celui-ci étant le scénario SS-5 avec des conditions spartiates pour les services offerts et une mobilisation forte au niveau de 26 % pour la part des dépenses publiques allouée au secteur de l'éducation. Pour ces dix pays, de nouveaux scénarios de simulation permettraient de clarifier les options politiques qu'il pourrait être opportun d'étudier au-delà de ceux qui ont été envisagés jusqu'ici. Les options spartiates en matière d'organisation des services étant déjà très élémentaires, il n'est peut-être pas souhaitable, pour assurer des conditions minimales dans les écoles, de trop s'écarter des valeurs de référence retenues ici. Si on accepte cet argument, la seule marge de manœuvre qui subsiste réside dans la réduction des ambitions de couverture scolaire pour 2020, l'extension du délai de réalisation de ces objectifs ou l'augmentation de la part de la dépense publique affectée à l'éducation au-delà de la priorité de 26 % retenue dans le scénario le plus optimiste. Une telle augmentation supposerait cependant des arbitrages intersectoriels très difficiles dès lors que les gouvernements doivent aussi prendre en compte les besoins d'autres secteurs comme la santé et l'agriculture.

Pour les autres pays, les simulations produisent des résultats plus contrastés. Avec une croissance de 4 % du PIB par habitant entre l'année de référence et 2020, le taux de dépendance à l'égard des financements externes serait gérable au **Bénin, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Mozambique, au Sénégal, au Soudan, en Tanzanie, au Togo et au Zimbabwe** si les pays optaient pour des politiques de couverture correspondant au scénario SS-4 alliées à une organisation spartiate des services et s'ils allouaient 23 % de leur dépense publique totale au secteur. Ces options politiques au **Mali, en Ouganda, en République centrafricaine, au Rwanda et en Zambie** impliqueraient également des taux de dépendance acceptables si la part du budget consacrée à l'éducation était portée à 26 %.

Si les résultats qui précèdent éclairent la nature des défis politiques qui attendent les pays d'ASS, ils ne sont qu'un premier pas dans l'élaboration des politiques éducatives. Certaines valeurs de référence en particulier, surtout celles qui définissent les modes d'organisation des services éducatifs, le montant de la rémunération des enseignants et le montant consacré aux dépenses courantes hors salaires des enseignants ne peuvent être

détachées du contexte historique, social et politique de chaque pays. Ainsi par exemple, la mise en œuvre de mesures pour s'aligner sur les valeurs de référence de l'option spartiate en matière d'organisation des services pourrait impliquer, dans certains pays, une baisse peu réaliste du niveau de rémunération des enseignants ; et changer le nombre d'heures de cours hebdomadaires assurées par un enseignant et le nombre d'heures de cours des élèves peut requérir des réformes du curriculum et des modalités de formation des enseignants qui exigent du temps et des efforts<sup>3</sup>.

En résumé, il faudra procéder à des révisions et à des ajustements pour que l'exercice de simulation soit utile à l'élaboration des politiques dans chacun des 33 pays. Les résultats, et plus encore l'outil de simulation, représentent un bien public qui est à la disposition des pays et de la communauté des partenaires au développement, qui peut être utilisé comme aide à la décision et pour le dialogue politique. Bien que cet outil puisse générer divers scénarios politiques, la difficulté est de déterminer une combinaison d'options viables à moyen terme au plan des besoins en ressources tant nationales que de l'aide extérieure.

## NOTES

1. Comme le montre le chapitre suivant, un taux maximal légèrement plus élevé de 35 % a été utilisé pour évaluer l'acceptabilité des scénarios de simulation dans les différents pays (voir aussi l'annexe E).

2. Aujourd'hui, l'aide extérieure en ASS représente en moyenne 16 % de la dépense publique d'éducation : elle va de moins de 10 % dans des pays comme le Lesotho, le Nigeria et la République du Congo, à environ 60 % au Burundi, au Mozambique ou en Tanzanie. Si on exclut le Nigeria (un pays dont la population est importante et qui n'est pas aussi dépendant de l'aide que d'autres pays d'ASS), la moyenne des 32 autres pays atteint 35 %. Il est effectivement difficile, si l'on veut établir une valeur de référence incontestable, de déterminer si ce niveau de financement externe est élevé ou faible et d'évaluer s'il est possible (nécessaire) de l'augmenter et si oui, jusqu'où. Pour les besoins de cette étude, nous avons retenu un taux limite de 35 %.

3. À titre d'exemple, un salaire représentant à peu près 5 fois le PIB par habitant est anticipé dans le premier cycle du secondaire alors qu'il représente aujourd'hui environ 9 fois le PIB par habitant au Togo et au Mozambique.



## Conclusion

Le défi du développement de l'enseignement post-primaire en Afrique subsaharienne découle des progrès accomplis par nombre de ces pays sur la voie de l'achèvement universel du cycle primaire. Pour les besoins de cette étude, nous avons construit un modèle de simulation sectoriel afin de caractériser les principaux scénarios de politique éducative et leurs implications concernant les effectifs scolarisés et les besoins futurs de financement. Le modèle adopte une approche sectorielle bien qu'il s'attache aux politiques des niveaux post-primaires et examine les perspectives de financement selon différents scénarios de croissance du PIB. Les résultats font apparaître les questions essentielles pour le dialogue de politique éducative, non seulement dans chaque pays, mais aussi entre les 33 pays d'ASS examinés dans cette étude et leurs partenaires au développement.

Fondamentalement, les questions qui se posent portent sur des aspects aussi élémentaires que : (a) le montant de ressources internes que les pays peuvent eux-mêmes mobiliser pour l'éducation ; (b) le volume d'aide publique au développement que les pays donateurs peuvent raisonnablement apporter au secteur ; (c) le niveau acceptable de dépendance à l'aide extérieure dans les pays bénéficiaires comme dans les pays donateurs ; et (d) les réformes des politiques d'éducation – en termes de couverture par niveau et type d'éducation et de modalités de production des services éducatifs – qu'il faudra conduire pour mettre le système éducatif sur la voie d'un développement pérenne et répondre aux objectifs de développement nationaux. Bien qu'une étude technique comme celle-ci ne puisse apporter de réponses définitives à ces questions, sa valeur réside dans la présentation d'une gamme de scénarios de politique éducative et dans l'évaluation de leurs implications logistiques et

financières. Cette analyse est tout particulièrement pertinente dans le contexte du ralentissement économique mondial qui sévit actuellement.

En postulant qu'un taux de dépendance de 35 % représente un seuil que peu de pays d'ASS et leurs partenaires au développement jugeraient acceptable de dépasser, les simulations permettent de tirer sept conclusions importantes :

- les politiques éducatives qui envisagent une expansion de la couverture scolaire dans le premier cycle du secondaire alliée à un modèle de continuité du flux des élèves aux niveaux supérieurs ne sont généralement pas viables. La viabilité financière impose le plus souvent des politiques de régulation plus active du flux des élèves afin de maintenir les taux de chômage des diplômés à des niveaux acceptables – un objectif souhaitable en lui-même. Ces politiques supposent de prendre des mesures pour diversifier les cursus au terme du premier cycle de l'enseignement secondaire et aussi, à titre temporaire, à la fin du primaire tant que la scolarisation dans le premier cycle du secondaire n'est pas universelle ;
- entre les options généreuses et spartiates en matière d'organisation des services, les secondes seront probablement les plus pertinentes dans la plupart des pays d'ASS. Bien que la faisabilité pratique des politiques dépende du contexte national et des contraintes de mise en œuvre, des choix économes seront souvent inévitables pour assurer un développement financièrement viable de l'enseignement post-primaire ;
- pour éviter une dépendance intenable à l'aide extérieure, les pays d'ASS doivent généralement allouer à l'éducation une part supérieure à la valeur de référence de 20 % de la dépense publique. Une allocation minimale de 23 % semble appropriée dans la plupart des pays ;
- l'option consistant à fondre le cycle primaire et le premier cycle du secondaire dans un cycle unique de neuf ans d'éducation de base est intéressante car c'est dans ce scénario que la dépendance à l'aide est la plus basse, en particulier lorsque cette politique est combinée à l'option spartiate en matière d'organisation des services. L'avantage n'est cependant pas considérable, car son effet principal n'est pas de réduire la valeur du déficit, mais de redistribuer le déficit de financement global entre l'éducation de base et les niveaux qui la suivent. L'inconvénient est que les changements structurels perturbent le système et peuvent engendrer un décalage entre les normes de qualification nationales et internationales ;

- si les 33 pays d'ASS de l'échantillon ont des objectifs et des défis communs, les situations nationales particulières en termes de conditions initiales et de contexte politique sont extrêmement hétérogènes. Compte tenu de cette diversité, les résultats de cette simulation sont indicatifs et doivent être complétés par une analyse nationale. Celle-ci peut être réalisée à l'aide de l'outil développé pour cette étude ou d'autres modèles similaires ;
- une croissance plus rapide du PIB par habitant devrait faciliter le développement du système éducatif des pays d'ASS, notamment en rendant plus aisée l'acquisition de moyens matériels et humains sur ressources domestiques. Cependant, la croissance économique engendre une augmentation du coût des services en valeur absolue. De ce fait, la taille des déficits de financement tend aussi à s'accroître alors même que le taux de dépendance diminue ;
- enfin, dans tous les scénarios politiques considérés, le développement de l'enseignement post-primaire dans les 33 pays d'ASS exigera d'importants volumes d'aide extérieure pour combler le déficit de financement. Les montants en valeur absolue sont tout aussi pertinents que le taux de dépendance qu'ils impliquent. Ces questions relèvent du dialogue politique au sein des pays et entre les pays d'ASS et leurs partenaires au développement.





# Bibliographie

- AFD (2009). *Le développement de l'Afrique : quelles priorités pour le financement de l'éducation et l'aide extérieure ?* Présentation PowerPoint de Michel Jacquier, Directeur général délégué de l'AFD, à la Conférence des ministres africains des Finances et de l'Éducation à Tunis du 15 au 17 juillet.
- Banque mondiale (2008). *Accelerating Catch-Up: Tertiary Education for Growth in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale (à paraître). *Education in Sub-Saharan Africa: A Comparative Analysis*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Brossard, M. et B. Foko (2007). *Coûts et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone*. Washington, DC : Banque mondiale et Pôle de Dakar.
- Bruns, B., A. Mingat et R. Rakotomalala (2003). *Achieving Universal Primary Education by 2015. A Chance for Every Child*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Cohen, J. et D. Bloom (2006). *Universal Basic and Secondary Education*. Cambridge, MA : American Academy of Arts & Sciences.
- Fasih, T. (2008). *Linking Education Policy to Labor Market Outcomes*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Fields, G. (2007). "Labor Market Policy in Developing Countries: A Selective Review of the Literature and Needs for the Future". *Policy Research Working Paper 4362*. Washington, DC : Banque mondiale.
- FMI (2009). *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2009*. Études économiques et financières. Washington, DC : FMI.
- Hanushek, E. et L. Wößmann (2007). "The Role of Education Quality in Economic Growth". *Policy Research Working Paper 4122*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Hoppers, W. et S. Obeegadoo (2008). *Beyond Primary Education: Challenges and Approaches to Expanding Learning Opportunities in Africa. Pulling the Pieces Together*. Rapport général de synthèse. Biennale 2008 de l'éducation en Afrique de l'ADEA. Tunis : ADEA.
- Kingdon, G. et M. Soderbom (2008). "Education, skills, and labor market outcomes: evidence from Ghana". *Education Working Paper Series 12*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Lam, D. (2007). "The demography of youth in developing countries and its economic implications". Document de travail pour le *Rapport sur le développement dans le monde 2007 : développement et générations futures*. Washington, DC : Banque mondiale.

- Lewin, K. (2008). "Strategies for Sustainable Financing of Secondary Education in Sub-Saharan Africa". Préparé dans le cadre de l'Initiative Enseignement secondaire en Afrique (SEIA). *Working Paper* 136. Série Développement humain de la région Afrique. Washington, DC : Banque mondiale.
- Mingat, A. (2004). *La rémunération/le statut des enseignants dans la perspective de l'atteinte des objectifs du Millénaire dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone en 2015*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Mingat, A. et F. Ndem (2008). *L'enjeu de la scolarisation en milieu rural et les défis du développement de la couverture scolaire au niveau du premier cycle du secondaire*. Paris : Agence Française de Développement.
- Nations Unies (2009). *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2009*. New York : Nations Unies.
- Walther, R. (2005). *Les mécanismes du financement de la formation professionnelle. Une comparaison Europe – Afrique*. Paris : Agence Française de Développement.
- Walther, R. (2006). *La formation professionnelle en secteur informel*. Paris : Agence Française de Développement.
- Walther, R. et E. Filipiak (2008). *Nouvelles formes d'apprentissage en Afrique de l'Ouest*. Paris : Agence Française de Développement.

# Annexe A Relation entre le salaire des enseignants et le niveau de revenu des pays

1. Lorsque l'économie croît, le salaire des enseignants augmente en valeur absolue (dollars) mais tend à diminuer en proportion du PIB par habitant (pour une analyse des tendances des salaires des enseignants dans les pays d'ASS, voir Mingat [2004]). À partir d'un ensemble de données de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, les auteurs ont estimé une relation statistique entre les salaires des enseignants du primaire, exprimés en multiple du PIB par habitant, et le PIB par habitant lui-même. La constante dans la relation de régression a été ensuite ajustée de manière à produire un salaire de 3,5 (valeur indicative de l'IMOA-EPT) pour un pays dont le PIB par habitant est de 350 dollars (proche de la moyenne d'ASS). La relation finale est la suivante :

Salaire moyen des enseignants du primaire (en multiple du PIB par habitant) =  $4,2698 - 0,0022 * \text{PIB par habitant}$  (aux prix de 2003)

2. Cette relation est utilisée dans le modèle pour projeter les salaires des enseignants en 2020 en fonction du niveau de PIB attendu cette même année. Cependant, elle n'est utilisée que pour calculer les salaires des enseignants dans les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 600 dollars. Pour les pays dont le PIB par habitant est supérieur à cette valeur, le salaire des enseignants retenu dans les simulations est égal à 3,0 fois le PIB par habitant (voir tableau ci-dessous). Comme le montre le tableau, bien que les salaires mesurés en proportion du PIB

diminuent lorsque le PIB par habitant augmente, ils continuent d'augmenter lorsqu'ils sont mesurés en dollars constants.

PIB par habitant en 2020 (prix 2003)	100	150	200	350	500	≥ 600
Salaire des enseignants du primaire en 2020 :						
en multiple du PIB par habitant	4,05	3,94	3,83	3,5	3,17	3,00
en dollars (prix 2003)	405	591	766	1 225	1 585	≥ 1 800

Note : l'annexe E indique les salaires des enseignants utilisés dans les simulations pour chacun des 33 pays.

- Un ajustement similaire est opéré pour les salaires des enseignants du secondaire en relevant (ou en abaissant) le salaire moyen par rapport à la valeur de référence moyenne dans la même proportion que pour le primaire.

## Annexe B Données de base relatives aux 33 pays d'ASS

Tableau annexe B.1 Couverture scolaire quantitative et croissance du nombre d'élèves achevant le primaire

Pays (année de référence)	Premier cycle du secondaire		Second cycle du secondaire		EFTP	Supérieur	Élèves achevant le primaire			
	TAP (%)	Taux de transition		Taux de transition		Proportion des élèves scolarisés dans le secondaire (%)	Élèves pour 100 000 hab.	Nombre d'élèves achevant le cycle (milliers)		Ratio 2020/année de référence
		P-S1 (%)	TBA (%)	S1-S2 (%)	TBA (%)			Année de référence	2020	
Bénin (2004)	49,0	73,0	36,0	58,0	14,0	8,6	521	101,6	302,9	3,0
Burkina Faso (2004)	31,0	58,0	18,0	44,0	4,2	8,9	201	106,1	513,8	4,8
Burundi (2004)	33,1	52,2	17,3	44,3	3,5	9,7	228	65,5	318,1	4,9
Cameroun (2003)	57,6	56,3	32,4	64,5	18,7	23,4	494	231,3	438,6	1,9
Congo, Rép. (2005)	72,0	79,2	57,1	37,1	16,2	24,3	337	74,4	165,5	2,2
Congo, Rép. dém. (2005)	49,6	39,0	21,0	88,0	15,0	46,1	235	727,9	2 354,2	3,2
Côte d'Ivoire (2000)	49,0	63,1	30,9	45,9	12,3	8,4	629	243,1	514,3	2,1
Érythrée (2005)	51,3	74,5	38,2	68,8	22,3	0,1	150	58,4	162,8	2,8
Éthiopie (2002)	53,0	78,7	42,0	77,5	14,5	1,6	138	1 050,4	2 640,5	2,5
Gambie (2001)	60,0	74,1	44,8	56,5	21,0	0,0	140	19,2	44,0	2,3
Ghana (2001)	66,0	98,8	65,0	40,0	22,4	1,6	354	340,3	589,1	1,7
Guinée (2005)	54,0	75,0	38,0	93,0	19,0	3,5	257	128,4	316,9	2,5
Guinée-Bissau (2002)	40,0	83,7	33,8	80,9	16,9	3,2	79	14,4	64,5	4,5
Kenya (2005)	70,0			47,0	30,0	16,8	279	584,6	1 177,0	2,0
Lesotho (2005)	69,4	76,0	51,0	84,0	24,0	1,4	380	33,4	38,4	1,1

Madagascar (2003)	37,0	65,0	28,5	52,4	7,7	10,3	205	168,2	623,2	3,7
Malawi (2002)	73,0	30,1	22,0	67,9	14,3	1,7	32	201,0	428,7	2,1
Mali (2004)	41,6	80,5	33,4	40,2	8,4	10,2	284	143,8	533,4	3,7
Mauritanie (2004)	51,0	61,7	29,0	94,7	18,0	3,2	295	36,0	106,2	2,9
Mozambique (2001)	23,0	54,5	12,4	43,9	2,9	32,6	83	101,6	598,2	5,9
Niger (2002)	21,4	66,0	14,1	40,0	2,2	3,0	50	69,0	573,5	8,3
Nigeria (2005)	76,3	52,4	40,0	83,0	28,3	0,8	1,188	2 595,4	4 135,0	1,6
Ouganda (2002)	51,0	44,6	22,6	40,0	7,1	7,1	292	344,4	1 312,7	3,8
Rép. centrafricaine (2004)	30,0	56,4	16,8	78,9	5,4	6,4	233	30,8	116,4	3,8
Rwanda (2003)	46,0	35,3	16,0	77,5	10,7	10,6	252	111,6	295,2	2,6
Sénégal (2003)	49,0	54,0	27,0	62,9	11,0	6,6	496	143,0	357,0	2,5
Sierra Leone (2004)	55,0	63,0	35,0	39,2	10,0	15,4	269	68,1	183,0	2,7
Soudan (2003)	37,0			64,0	24,0	11,2	1,052	293,4	974,5	3,3
Tanzanie (2002)	60,0	28,0	16,0	30,0	2,0	0,3	84	555,4	1 096,0	2,0
Togo (2005)	73,0	80,0	58,4	40,8	13,9	4,1	485	113,7	201,5	1,8
Tchad (2004)	37,8	72,0	26,0	80,0	10,0	1,6	117	91,0	384,5	4,2
Zambie (2005)	73,0	62,0	45,0	41,0	16,0	1,5	218	227,1	367,2	1,6
Zimbabwe (2003)	80,2	70,0	58,0	13,0	6,2	4,8	592	282,3	307,8	1,1
Moyenne 33 pays	52,2	63,1	33,1	58,2	13,7	8,8	323	9 354,9	22 234,5	3,0*–2,4**

Source : base de données compilée à partir des rapports d'état sur les systèmes éducatifs, des revues des dépenses publiques, de précédents modèles de simulation du secteur éducatif et de la base de données de l'ISU et d'EdStats. Les données démographiques utilisées pour calculer les taux de scolarisation proviennent des Nations Unies.

TAP : taux d'achèvement du primaire

TBA : taux brut d'accès

\* moyenne non pondérée ; \*\* moyenne pondérée en fonction de la population d'âge scolaire des différents pays.



Tableau annexe B.2 Croissance potentielle des effectifs scolarisés dans le premier cycle du secondaire par pays

Pays (année de référence)	2020							
	Année de référence			Maintien du taux de transition de l'année de référence			Transition 100 %	
	Taux de transition P-S1 (%)	Taux brut d'accès dans le 1 <sup>er</sup> cycle du sec. (%)	Élèves scolarisés dans le 1 <sup>er</sup> cycle du sec. (milliers)	Taux brut d'accès dans le 1 <sup>er</sup> cycle du sec. (%)	Élèves scolarisés dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (milliers)	Ratio élèves scolarisés en 2020 /année de référence	Élèves scolarisés dans le 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (milliers)	Ratio élèves scolarisés en 2020 /année de référence
Bénin (2004)	73,0	36,0	290,7	69,4	811,7	2,8	1 111,9	3,8
Burkina Faso (2004)	58,0	18,0	230,6	55,1	1 078,2	4,7	1 859,0	8,1
Burundi (2004)	52,2	17,3	121,8	49,6	550,9	4,5	1 055,4	8,7
Cameroun (2003)	56,3	32,4	559,8	52,3	944,8	1,7	1 717,7	3,1
Congo, Rép. (2005)	79,2	57,1	259,0	75,2	466,6	1,8	589,1	2,3
Congo, Rép. dém. (2005)	39,0	21,0	615,5	37,1	1 682,5	2,7	4 314,0	7,0
Côte d'Ivoire (2000)	63,1	30,9	643,4	59,9	1 253,0	1,9	1 985,7	3,1
Érythrée (2005)	74,5	38,2	137,1	70,7	344,2	2,5	462,2	3,4
Éthiopie (2002)	78,7	42,0	2 579,2	74,8	7 782,5	3,0	9 888,8	3,8
Gambie (2001)	74,1	44,8	38,4	70,4	95,6	2,5	129,0	3,4
Ghana (2001)	98,8	65,0	941,3	93,9	1 703,9	1,8	1 724,6	1,8
Guinée (2005)	75,0	38,0	317,8	71,3	882,2	2,8	1 176,2	3,7
Guinée-Bissau (2002)	83,7	33,8	34,7	79,5	145,9	4,2	174,3	5,0
Kenya (2005)								
Lesotho (2005)	76,0	51,0	65,4	72,2	87,5	1,3	115,2	1,8

Madagascar (2003)	65,0	28,5	422,2	61,8	1 533,1	3,6	2 358,5	5,6
Malawi (2002)	30,1	22,0	117,4	28,6	249,7	2,1	828,6	7,1
Mali (2004)	80,5	33,4	346,8	76,5	1 186,2	3,4	1 473,6	4,2
Mauritanie (2004)	61,7	29,0	72,4	58,6	243,1	3,4	394,1	5,4
Mozambique (2001)	54,5	12,4	154,7	51,8	940,1	6,1	1 724,9	11,1
Niger (2002)	66,0	14,1	147,5	62,7	1 369,6	9,3	2 075,2	14,1
Nigeria (2005)	52,4	40,0	3 706,1	49,8	6 212,1	1,7	11 849,5	3,2
Ouganda (2002)	44,6	22,6	507,7	42,4	2 003,8	3,9	4 492,9	8,8
Rép. centrafricaine (2004)	56,4	16,8	57,8	53,6	251,0	4,3	445,1	7,7
Rwanda (2003)	35,3	16,0	117,3	33,5	289,8	2,5	820,8	7,0
Sénégal (2003)	54,0	27,0	279,2	51,3	735,1	2,6	1 361,3	4,9
Sierra Leone (2004)	63,0	35,0	125,1	59,9	320,9	2,6	509,4	4,1
Soudan (2003)								
Tanzanie (2002)	28,0	16,0	453,5	26,6	1 194,1	2,6	4 264,5	9,4
Tchad (2004)	72,0	26,0	211,3	68,4	974,1	4,6	1 352,8	6,4
Togo (2005)	80,0	58,4	359,5	76,0	612,2	1,7	765,3	2,1
Zambie (2005)	62,0	45,0	271,4	58,9	436,9	1,6	704,7	2,6
Zimbabwe (2003)	70,0	58,0	724,3	66,5	846,6	1,2	1 209,4	1,7
Moyenne 33 pays	63,1	33,1	14 909,0	59,9	37 227,7	3,5* – 2,5**	62 933,9	6,1* – 4,2**

Source : base de données compilée à partir des rapports d'état sur les systèmes éducatifs, des revues des dépenses publiques, de précédents modèles de simulation du secteur éducatif et de la base de données de l'ISU et d'EdStats. Les données démographiques utilisées pour calculer les taux de scolarisation proviennent des Nations Unies.

\* moyenne non pondérée ; \*\* moyenne pondérée en fonction de la population d'âge scolaire des différents pays.

Tableau annexe B.3 Organisation scolaire dans le premier cycle du secondaire, vers 2005

Pays (année de référence)	Premier cycle du secondaire					
	Salaire moyen des enseignants (en multiple du PIB/hab.)	Élèves par enseignant (1)	Élèves par classe (2)	Enseignants par classe (ratio (2)/(1))	Part des dépenses courantes hors salaires des enseignants (%)	Dépense par élève (en multiple du PIB/hab.)
Bénin (2004)	3,0	29,6	52,6	1,8	63,9	0,28
Burkina Faso (2004)	9,3	50,0	75,0	1,5	60,4	0,47
Burundi (2004)	9,3	20,5	42,4	2,1	29,1	0,64
Cameroun (2003)	6,5	31,1	40,3	1,3	34,3	0,32
Congo, Rép. (2005)	2,3	63,8	86,0	1,3	70,2	0,12
Congo, Rép. dém. (2005)	2,4	16,8	28,5	1,7	25,9	0,19
Côte d'Ivoire (2000)	7,7	37,9	64,4	1,7	40,4	0,34
Érythrée (2005)	9,9	52,8	69,5	1,3	25,0	0,25
Éthiopie (2002)	8,1	48,3	67,8	1,4	18,6	0,21
Gambie (2001)	6,5	29,7	49,6	1,7	15,5	0,26
Ghana (2001)	3,9	18,5	18,5	1,0	29,7	0,30
Guinée (2005)	2,9	47,6	88,9	1,9	44,0	0,11
Guinée-Bissau (2002)	2,2	23,3	31,3	1,3	32,0	0,14
Kenya (2005)						
Lesotho (2005)	9,0	26,7	50,0	1,9	27,0	0,46
Madagascar (2003)	4,3	27,2	44,0	1,6	41,7	0,27

Malawi (2002)	7,7	26,3	50,0	1,9	40,0	0,49
Mali (2004)	6,8	46,1	73,0	1,6	44,1	0,26
Mauritanie (2004)	3,7	27,3	54,5	2,0	56,0	0,31
Mozambique (2001)	9,4	47,5	50,5	1,1	37,9	0,32
Niger (2002)	8,5	39,7	49,2	1,2	56,3	0,49
Nigeria (2005)	7,2	55,3	61,0	1,1	35,1	0,20
Ouganda (2002)	7,4	6,8	15,2	2,2	25,1	1,45
Rép. centrafricaine (2004)	4,8	56,7	78,0	1,4	44,1	0,15
Rwanda (2003)	5,9	28,7	46,6	1,6	59,8	0,51
Sénégal (2003)	6,2	39,0	60,7	1,6	27,5	0,22
Sierra Leone (2004)	5,9	29,4	49,0	1,7	30,1	0,29
Soudan (2003)						
Tanzanie (2002)	5,2	22,5	35,5	1,6	47,0	0,44
Tchad (2004)	4,4	40,6	59,7	1,5	44,4	0,19
Togo (2005)	8,7	54,2	87,9	1,6	13,6	0,19
Zambie (2005)	3,7	32,3	42,0	1,3	31,7	0,17
Zimbabwe (2003)	4,1	24,1	36,2	1,5	26,0	0,23
Moyenne 33 pays	6,0	35,5	53,5	1,6	38,0	0,33

Source : base de données compilée à partir des rapports d'état sur les systèmes éducatifs, des revues des dépenses publiques, de précédents modèles de simulation du secteur éducatif et de la base de données de l'ISU et d'EdStats.

Tableau annexe B.4 Organisation scolaire dans le second cycle du secondaire, vers 2005

Pays (année de référence)	Second cycle du secondaire					
	Salaire moyen des enseignants (en multiple du PIB/hab.)	Élèves par enseignant (1)	Élèves par classe (2)	Enseignants par classe (ratio (2)/(1))	Part des dépenses courantes hors salaires des enseignants (%)	Dépense par élève (en multiple du PIB/hab.)
Bénin (2004)	5,2	20,4	46,0	2,3	63,9	0,71
Burkina Faso (2004)	13,0	39,0	52,0	1,3	48,0	0,64
Burundi (2004)	11,0	16,4	32,4	2,0	72,0	2,40
Cameroun (2003)	6,8	29,1	36,4	1,3	36,5	0,37
Congo, Rép. (2005)	2,7	23,0	44,5	1,9	67,3	0,36
Congo, Rép. dém. (2005)	2,4	16,8	28,5	1,7	25,9	0,19
Côte d'Ivoire (2000)	8,9	23,5	39,9	1,7	40,4	0,63
Érythrée (2005)	11,8	45,0	70,3	1,6	25,0	0,35
Éthiopie (2002)	11,9	50,3	81,7	1,6	40,5	0,40
Gambie (2001)	6,5	17,3	34,8	2,0	20,6	0,47
Ghana (2001)	5,9	19,1	32,5	1,7	63,7	0,85
Guinée (2005)	2,9	52,3	95,0	1,8	41,0	0,09
Guinée-Bissau (2002)	2,2	23,3	31,3	1,3	32,0	0,14
Kenya (2005)	10,6	20,9	40,0	1,9	25,4	0,68
Lesotho (2005)	9,0	17,4	32,6	1,9	27,0	0,71
Madagascar (2003)	7,7	19,0	38,7	2,0	44,6	0,73

Malawi (2002)	7,7	26,3	50,0	1,9	40,0	0,49
Mali (2004)	8,3	23,1	39,6	1,7	69,3	1,17
Mauritanie (2004)	4,8	20,3	42,8	2,1	44,7	0,42
Mozambique (2001)	23,8	26,4	45,7	1,7	34,7	1,38
Niger (2002)	10,2	13,0	33,2	2,6	49,9	1,57
Nigeria (2005)	7,2	44,9	52,9	1,2	35,8	0,25
Ouganda (2002)	7,4	6,8	15,2	2,2	25,1	1,45
Rép. centrafricaine (2004)	5,1	37,1	65,8	1,8	44,4	0,25
Rwanda (2003)	6,4	21,8	40,1	1,8	54,0	0,63
Sénégal (2003)	7,1	25,7	48,0	1,9	23,4	0,36
Sierra Leone (2004)	5,9	27,0	42,0	1,6	28,2	0,30
Soudan (2003)	3,4	26,7	53,5	2,0	28,6	0,18
Tanzanie (2002)	5,2	22,5	35,5	1,6	47,0	0,44
Tchad (2004)	6,8	54,4	59,2	1,1	50,0	0,25
Togo (2005)	9,0	33,3	62,4	1,9	15,9	0,32
Zambie (2005)	4,7	25,3	45,0	1,8	26,7	0,25
Zimbabwe (2003)	4,1	24,1	41,0	1,7	26,0	0,23
Moyenne 33 pays	7,4	27,1	45,7	1,8	39,9	0,60

Source : base de données compilée à partir des rapports d'état sur les systèmes éducatifs, les revues des dépenses publiques, de précédents modèles de simulation du secteur éducatif et de la base de données de l'ISU et d'EdStats.

Tableau annexe B.5 Organisation scolaire dans l'enseignement primaire et supérieur, vers 2005

Pays (année de référence)	Primaire			Supérieur	
	Salaire moyen des enseignants (en multiple du PIB/hab.)	Élèves par enseignant	Part des dépenses courantes hors salaires des enseignants (%)	Dépense par élève (en multiple du PIB/hab.)	Dépense par élève (en multiple du PIB/hab.)
Bénin (2004)	4,2	52,0	39,5	0,11	1,6
Burkina Faso (2004)	6,4	52,8	33,8	0,18	2,4
Burundi (2004)	6,8	51,7	13,2	0,15	8,3
Cameroun (2003)	3,9	63,7	30,8	0,07	0,8
Congo, Rép. (2005)	1,8	75,7	68,0	0,05	2,0
Congo, Rép. dém. (2005)	2,2	37,7	26,0	0,05	2,2
Côte d'Ivoire (2000)	4,8	42,6	25,0	0,15	1,1
Érythrée (2005)	3,9	43,7	25,3	0,12	4,3
Éthiopie (2002)	6,8	73,9	16,0	0,11	11,2
Gambie (2001)	4,5	36,5	21,8	0,16	3,8
Ghana (2001)	3,9	32,9	28,1	0,16	3,7
Guinée (2005)	1,7	51,3	44,2	0,06	1,5
Guinée-Bissau (2002)	1,9	37,5	31,0	0,07	1,2
Kenya (2005)	5,3	39,7	17,9	0,16	2,6
Lesotho (2005)	4,4	46,0	46,6	0,18	7,9
Madagascar (2003)	4,4	57,7	42,8	0,09	2,1

Malawi (2002)	4,2	58,4	15,0	0,08	14,9
Mali (2004)	6,0	63,5	37,8	0,11	1,9
Mauritanie (2004)	3,3	44,2	31,8	0,11	0,9
Mozambique (2001)	3,9	55,0	22,6	0,09	6,6
Niger (2002)	5,5	42,9	35,0	0,20	5,7
Nigeria (2005)	4,9	51,7	34,2	0,14	1,1
Ouganda (2002)	3,2	56,1	31,7	0,08	1,9
Rép. centrafricaine (2004)	7,0	91,6	34,3	0,07	2,4
Rwanda (2003)	3,9	60,3	22,2	0,08	7,9
Sénégal (2003)	4,6	50,8	37,6	0,15	2,8
Sierra Leone (2004)	4,2	61,0	30,9	0,09	3,4
Soudan (2003)	2,2	36,0	22,5	0,08	1,1
Tanzanie (2002)	3,8	46,2	34,0	0,12	5,3
Tchad (2004)	5,4	70,3	37,8	0,05	3,3
Togo (2005)	6,2	33,6	12,8	0,10	1,3
Zambie (2005)	3,1	57,2	28,2	0,07	2,9
Zimbabwe (2003)	4,1	39,0	21,0	0,13	2,3
Moyenne 33 pays	4,3	51,9	30,3	0,11	3,7

Source : base de données compilée à partir des rapports d'état sur les systèmes éducatifs, les revues des dépenses publiques, de précédents modèles de simulation du secteur éducatif et de la base de données de l'ISU et d'EdStats.



**Tableau annexe B.6 Croissance démographique utilisée dans les simulations**

Pays (année de référence)	Croissance annuelle moyenne de la population scolarisable dans le primaire (6-11 ans)					Croissance démographique annuelle moyenne entre 2000 et 2020
	2000-05	2005-10	2010-15	2015-20	Moyenne 2000-20	
Bénin (2004)	2,6	2,6	2,6	2,1	2,5	2,9
Burkina Faso (2004)	2,6	2,6	2,9	2,6	2,7	3,0
Burundi (2004)	0,8	2,4	4,9	4,6	3,2	3,2
Cameroun (2003)	0,9	0,8	0,6	0,3	0,7	1,6
Congo, Rép. (2005)	3,4	3,3	3,3	3,2	3,3	3,1
Congo, Rép. dém. (2005)	2,6	3,4	3,6	3,0	3,2	3,0
Côte d'Ivoire (2000)	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	1,7
Érythrée (2005)	4,3	3,1	2,3	1,6	2,8	3,1
Éthiopie (2002)	2,1	1,7	1,7	1,6	1,8	2,3
Gambie (2001)	2,7	2,2	1,1	0,5	1,6	2,3
Ghana (2001)	0,8	1,0	0,9	0,6	0,8	1,9
Guinée (2005)	2,0	2,0	2,3	2,0	2,1	2,3
Guinée-Bissau (2002)	3,5	3,2	3,4	3,0	3,3	3,0
Kenya (2005)	1,0	2,8	3,4	1,9	2,3	2,4
Lesotho (2005)	-1,4	-1,1	-0,5	0,0	-0,8	-0,2
Madagascar (2003)	3,1	2,1	1,5	1,4	2,0	2,5
Malawi (2002)	3,9	1,9	1,3	1,7	2,2	2,2

Mali (2004)	3,3	2,8	2,7	2,6	2,8	3,0
Mauritanie (2004)	3,0	3,1	2,4	1,5	2,5	2,7
Mozambique (2001)	2,2	1,5	1,2	1,0	1,4	1,8
Niger (2002)	4,1	3,6	2,8	2,8	3,3	3,3
Nigeria (2005)	1,8	1,6	1,4	1,1	1,5	2,0
Ouganda (2002)	3,4	3,7	4,3	4,1	3,9	3,7
Rép. centrafricaine (2004)	1,5	0,8	0,8	1,0	1,0	1,4
Rwanda (2003)	0,1	1,7	2,3	1,8	1,5	2,2
Sénégal (2003)	1,4	1,6	1,4	0,9	1,3	2,2
Sierra Leone (2004)	4,2	2,4	2,5	2,2	2,8	2,7
Soudan (2003)	1,6	1,6	0,8	0,3	1,1	1,9
Tanzanie (2002)	1,4	1,2	0,8	0,6	1,0	1,8
Tchad (2004)	3,5	2,7	3,2	3,3	3,2	3,0
Togo (2005)	2,3	2,2	1,7	1,1	1,8	2,5
Zambie (2005)	1,4	1,3	1,4	1,5	1,4	1,7
Zimbabwe (2003)	-0,9	-0,9	0,1	0,5	-0,3	0,6

Source : projections démographiques des Nations Unies, révision 2006.



# Annexe C Résumé schématique des scénarios

**Tableau annexe C.1 Options du modèle de simulation pour la couverture, le niveau des coûts unitaires et la part du financement privé en 2020**

	Primaire		Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur		
	Durée (ans)	TAP (%)	Taux de transition P-S1 (%)	% d'élèves en EFTP	% d'élèves entrant en formation courte d'insertion au sortir du primaire	Effectifs scol. dans le sec. en multiple des effectifs de l'ens. sup.	% d'inscrits en EFTP	% de jeunes entrant en formation prof. d'insertion au sortir du 1 <sup>er</sup> cycle du sec.	Taux de chômage limite utilisé pour déterminer les effectifs de l'ens. sup.	% d'inscrits en filières scient.	% d'inscrits en filières prof.
SS-1		95	100	10			15	50			
SS-2		95	80	15	50		15	50			
SS-3		95	80	15	50	2,5	25	100	25	15	25
SS-4		95	65	20	50	2,5	15	50	20	15	25
SS-5	9	95/80 <sup>a)</sup>				2,5	15	50	20	15	25

Les cellules grisées signalent une situation inchangée entre l'année de référence et 2020.

TAP : taux d'achèvement du primaire.

a) Le premier chiffre indique le taux d'achèvement des 6 premières années (ou toute autre durée du cycle primaire) et le second le taux d'achèvement pour le cycle de 9 ans.

	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			
	Primaire	Général 1 <sup>er</sup> cycle sec.	EFTP 1 <sup>er</sup> cycle sec.	Formation prof. d'insertion	Général 2 <sup>d</sup> cycle sec.	EFTP 2 <sup>d</sup> cycle sec.	Formation prof. d'insertion	Sciences sociales et hum.	Sciences	Prof.
Coût unitaire en % du PIB par habitant <sup>b)</sup>										
Généreux	13/15 <sup>c)</sup>	35,4	90	50	60,9	140	100	150	240	290
Spartiate		17,7	90	50	32,2	140	100	150	240	290
Pourcentage d'élèves scolarisés dans le privé	10	10	10	0	40	40	0	40	40	40

b) Ce paramètre décrit le niveau « élémentaire » de la dépense par élève avant tout ajustement pour tenir compte de la richesse, de la dimension géographique ou de la stimulation de la demande. L'annexe E indique le montant de la dépense par élève retenu pour chaque pays dans les simulations.

c) Le premier chiffre indique la dépense par élève pour le cycle primaire de 6 ans (ou toute autre durée du cycle primaire) et le second le taux d'achèvement pour le cycle de 9 ans.

	Coût unitaire de construction des classes (dollars de 2005)
Primaire	12 000
Premier cycle du secondaire	16 000
Second cycle du secondaire	16 000



## Annexe D Résultats agrégés des simulations



**Tableau annexe D.1 Nombre d'élèves scolarisés par niveau d'éducation en 2020 pour 33 pays d'ASS à faible revenu dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 0 % par an (millions)**

Année	Scénario de couverture	Taux de transition P-S1	Transition après S1	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
					Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
Année de référence		63%		100,4	13,8	n/d	n/d	7,2	n/d	n/d	3,0
2020	SS-1	100%	« Continuité »	–	56,6	5,7	0,0	25,8	3,5	2,7	13,8
	SS-2	80%		161,0	42,8	6,9	2,0	20,4	2,7	2,1	10,8
	SS-3	80%	« Discontinuité »		42,8	6,9	2,0	4,9	1,3	9,9	2,6
	SS-4	65%			32,7	7,5	3,4	4,7	0,7	3,9	2,2
	SS-5	9 ans de primaire	« Discontinuité »	211,6		0,0	0,0	5,1	0,7	7,7	2,2

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 0 % par an.

Note : l'annexe E présente les résultats des simulations correspondantes pour chacun des 33 pays.

**Tableau annexe D.2 Nombre d'élèves scolarisés par niveau d'éducation en 2020 pour 33 pays d'ASS à faible revenu dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant par an de 4 % (millions)**

Année	Scénario de couverture	Taux de transition P-S1	Transition après S1	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
					Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
Année de référence		63%	–	100,4	13,8	n/d	n/d	7,2	n/d	n/d	3,0
2020	SS-1	100%	« Continuité »		56,6	5,7	0,0	25,8	3,5	2,7	13,8
	SS-2	80%		161,0	42,8	6,9	2,0	20,4	2,7	2,1	10,8
	SS-3	80%	« Discontinuité »		42,8	6,9	2,0	8,1	2,2	8,4	4,4
	SS-4	65%			32,7	7,5	3,4	7,1	1,0	3,5	3,3
	SS-5	9 ans de primaire	« Discontinuité »	211,6		0,0	0,0	7,8	1,0	7,2	3,3

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 4 % par an.

Note : l'annexe E présente les résultats des simulations correspondantes pour chacun des 33 pays.

**Tableau annexe D.3 Dépense publique d'éducation annuelle agrégée et déficit de financement en 2020 pour 33 pays d'ASS dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 0 % par an (en milliards de dollars 2005)**

Scénario politique	Dépense par élève au niveau post-primaire	Dépense publique d'éducation agrégée annuelle (dépense courante et en capital)	Déficit de financement courant annuel dans l'ens. primaire ou de base	Déficit de financement courant annuel dans l'enseignement post-primaire selon 3 scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit total de financement en pourcentage de la dépense publique d'éducation (%)		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	38,8	2,6	21,3	19,4	17,5	2,8	69	64	59
	Spartiate	32,1		14,9	13,0	11,1	2,6	63	57	51
SS-2	Généreux	33,7		16,6	14,7	12,8	2,5	64	59	53
	Spartiate	28,6		11,7	9,8	7,9	2,3	58	51	45
SS-3	Généreux	26,9		10,0	8,1	6,2	2,3	55	48	41
	Spartiate	23,0		6,3	4,4	2,5	2,1	48	40	31
SS-4	Généreux	23,4		6,7	4,9	3,2	2,1	49	40	32
	Spartiate	20,3		3,7	2,0	0,7	1,9	41	31	22
SS-5	Généreux	21,2	4,8	2,0	0,5	0,2	2,6	43	34	25
	Spartiate	20,7		1,6	0,3	0,1	2,6	42	33	24

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 0 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance aux financements externes inférieure ou égale à 33 %.

Note : l'annexe E présente les résultats correspondants pour chacun des 33 pays.

**Tableau annexe D.4 Dépense publique d'éducation annuelle agrégée et déficit de financement en 2020 pour 33 pays d'ASS dans une hypothèse de croissance réelle du PIB par habitant de 4 % par an (en milliards de dollars 2005)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaire	Dépense publique d'éducation annuelle (dépense totale courante et en capital)	Déficit de financement courant annuel dans l'ens. primaire ou de base	Déficit de financement courant annuel dans l'enseignement post-primaire selon 3 scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit total de financement en pourcentage de la dépense publique d'éducation (%)		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	69,1	3,9	39,6	36,0	32,4	2,8	67	62	57
	Spartiate	57,1		27,9	24,3	20,7	2,6	60	54	48
SS-2	Généreux	60,0		30,8	27,2	23,6	2,5	62	56	50
	Spartiate	50,8		21,9	18,3	14,7	2,3	55	48	41
SS-3	Généreux	53,0		24,0	20,4	16,8	2,3	57	50	43
	Spartiate	45,1		16,4	12,8	9,2	2,1	50	42	34
SS-4	Généreux	44,5		15,8	12,2	9,1	2,1	49	41	33
	Spartiate	38,4		9,8	6,4	3,3	2,0	41	31	22
SS-5	Généreux	39,4	6,7	7,4	4,4	2,2	2,6	42	33	24
	Spartiate	37,9		6,0	3,1	1,6	2,6	40	30	21

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 4 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance aux financements externes inférieure ou égale à 33 %.

Note : l'annexe E présente les résultats correspondants pour chacun des 33 pays.



# Annexe E Résultats des simulations par pays

## BÉNIN

**BÉNIN : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

		Premier cycle du secondaire				Second cycle du secondaire			Supérieur
		Primaire	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2004		1 462 170	297 964	n/d	n/d	62 569	n/d	n/d	41 282
2020	SS-1	2 128 871	1 000 736	84 499	0	309 675	53 172	33 634	236 395
	SS-2	2 128 871	756 111	101 399	29 556	233 977	40 174	25 412	178 609
	SS-3	2 128 871	756 111	101 399	29 556	75 414	24 458	110 735	41 375
	SS-4	2 128 871	578 203	109 849	51 724	70 233	12 059	41 357	33 999
	SS-5	2 854 576				94 984	12 403	100 940	33 999

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**BÉNIN : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

		Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs			
		TBS primaire (%)	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004		109,6	38,4	n/d	n/d	11,9	n/d	n/d	6,7	505	n/d
2020	SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	24,5	1 859	51
	SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	18,5	1 405	48
	SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	9,5	3,1	39,4	4,3	325	25
	SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	8,8	1,5	14,7	3,5	267	20
	SS-5	100,0				8,8	1,5	35,0	3,5	267	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**BÉNIN : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur				
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	4,2	3,0			5,2							
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6		5,9							
	Spartiate		4,2		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	13	28	113	110	71	113	33	119	136	180	137	
2020	Généreux	13/15 <sup>2)</sup>	37	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**BÉNIN : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	788		444	401	359	43	66	61	55
	Spartiate	635		296	253	211	38	58	51	44
SS-2	Généreux	673		336	293	251	37	60	54	47
	Spartiate	558		224	181	139	33	52	44	37
SS-3	Généreux	570		235	193	150	34	53	45	38
	Spartiate	472		141	98	56	31	43	34	25
SS-4	Généreux	490		159	116	74	30	45	36	28
	Spartiate	413	32	85	43	0	28	35	25	14
SS-5	Généreux	405		48	5	-37	36	34	23	13
	Spartiate	394	52	38	-5	-47	36	32	21	10

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.



## BURKINA FASO

### BURKINA FASO : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2004	1 120 726	217 104	n/d	n/d	41 581	n/d	n/d	24 975
2020 SS-1	3 654 662	1 673 066	141 539	0	511 464	87 819	55 891	406 654
SS-2	3 654 662	1 264 094	169 846	49 943	386 439	66 352	42 228	307 250
SS-3	3 654 662	1 264 094	169 846	49 943	107 953	35 012	191 647	59 590
SS-4	3 654 662	966 660	184 000	87 401	102 974	17 681	71 366	50 154
SS-5	4 863 415				139 487	18 240	171 073	50 154

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### BURKINA FASO : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	50,7	17,2	n/d	n/d	5,0	n/d	n/d	2,6	195	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	25,8	2 003	55
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	19,5	1 513	51
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	8,2	2,7	41,0	3,8	293	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,8	1,3	15,3	3,2	247	20
SS-5	100,0				7,8	1,3	35,5	3,2	247	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**BURKINA FASO : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2004	6,4	9,3			13,0						
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6		6,0						
	Spartiate		4,2		5,1						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2004	18	47	90	110	64	90	33	182	207	275	209
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	41	90	50	62	140	100	196	314	379
	Spartiate		20	90	50	32	140	100	196	314	379

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**BURKINA FASO : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 317		812	764	716	92	77	73	70
	Spartiate	1 081		585	537	488	84	72	67	63
SS-2	Généreux	1 115		621	573	525	81	73	68	64
	Spartiate	937		449	401	353	75	67	62	57
SS-3	Généreux	868		378	330	282	77	65	59	54
	Spartiate	719		235	187	139	71	58	51	44
SS-4	Généreux	753		270	222	173	70	59	53	47
	Spartiate	636	108	158	110	62	65	52	45	37
SS-5	Généreux	625		82	33	-15	75	51	43	36
	Spartiate	610	163	68	19	-29	74	50	42	34

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## BURUNDI

**BURUNDI : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2004	983 984	126 110	3 330	n/d	24 073	n/d	n/d	24 975
2020 SS-1	2 321 824	949 892	81 266	0	268 965	46 182	30 589	216 360
SS-2	2 321 824	717 696	97 519	30 099	203 218	34 893	23 112	163 472
SS-3	2 321 824	717 696	97 519	30 099	48 271	15 656	108 959	27 732
SS-4	2 321 824	548 826	105 646	52 673	49 352	8 474	40 073	25 017
SS-5	2 998 656				67 565	8 911	96 924	25 017

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**BURUNDI : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	79,9	16,7	0,6	n/d	4,7	n/d	n/d	2,7	221	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	26,7	1 764	61
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	20,2	1 333	58
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,0	2,3	42,6	3,4	226	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,1	1,2	15,7	3,1	204	20
SS-5	100,0				7,1	1,2	35,9	3,1	204	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**BURUNDI : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur				
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	6,8	9,3			11,0							
2020	Généreux	4,0/4,2 <sup>2)</sup>	6,1		7,8							
	Spartiate		5,6		6,8							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	15	64	220	110	240	220	33	615	702	932	707	
2020	Généreux	23/26 <sup>2)</sup>	69	90	50	109	140	100	331	530	640	438
	Spartiate		33	90	50	54	140	100	331	530	640	438

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**BURUNDI : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	293		163	156	150	50	86	84	81
	Spartiate	238		113	106	100	45	83	80	77
SS-2	Généreux	247		124	117	111	43	83	81	78
	Spartiate	206		86	79	73	40	80	77	73
SS-3	Généreux	195		73	67	60	41	79	75	72
	Spartiate	160		42	35	29	38	74	70	66
SS-4	Généreux	172		55	48	42	37	76	72	68
	Spartiate	145	39	30	24	17	35	71	67	62
SS-5	Généreux	154		14	8	1	41	73	69	64
	Spartiate	151	57	11	5	-2	41	72	68	64

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## CAMEROUN

**CAMEROUN : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2003	2 533 204	496 365	n/d	n/d	148 291	35 035	n/d	77 707
2020 SS-1	3 052 188	1 545 955	129 363	0	509 954	87 560	53 436	348 461
SS-2	3 052 188	1 168 055	155 236	43 785	385 299	66 156	40 374	263 282
SS-3	3 052 188	1 168 055	155 236	43 785	246 871	80 066	121 814	130 674
SS-4	3 052 188	893 218	168 172	76 624	204 656	35 140	48 386	95 584
SS-5	4 179 120				274 242	35 502	139 946	95 584

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**CAMEROUN : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2003	99,6	31,8	n/d	n/d	13,8	3,3	n/d	6,0	485	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	20,8	1,711	38
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	15,7	1,293	35
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	18,8	6,1	27,3	7,8	642	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	15,6	2,7	10,8	5,7	469	20
SS-5	100,0				15,6	2,7	31,1	5,7	469	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**CAMEROUN : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

		Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur				
		Primaire	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003		3,9	6,5			6,8						
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6			5,9						
	Spartiate		4,2			5,1						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003		9	32	55	110	37	62	33	60	120	131	87
2020	Généreux	13/14 <sup>2)</sup>	36	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.



**CAMEROUN : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 263		1 354	1 224	1 093	54	63	58	52
	Spartiate	1 818		916	785	655	47	54	47	40
SS-2	Généreux	1 918		1 019	888	757	45	57	50	43
	Spartiate	1 582		688	557	426	39	48	39	31
SS-3	Généreux	1 771		874	743	612	43	53	46	39
	Spartiate	1 464		572	441	310	37	43	35	26
SS-4	Généreux	1 465		574	443	312	36	43	35	26
	Spartiate	1 226	27	339	209	78	32	32	22	11
SS-5	Généreux	1 224		279	149	18	50	32	22	11
	Spartiate	1 166	67	222	91	-39	49	29	18	7

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## CONGO, RÉPUBLIQUE

**CONGO, RÉP. : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2005	564 457	170 421	n/d	n/d	37 720	21 411	5 567	12 676
2020 SS-1	1 191 944	530 208	44 924	0	160 100	27 489	17 625	65 154
SS-2	1 191 944	400 601	53 909	16 017	120 964	20 770	13 316	49 228
SS-3	1 191 944	400 601	53 909	16 017	190 278	61 712	0	105 811
SS-4	1 191 944	306 342	58 401	28 031	145 443	24 973	0	71 363
SS-5	1 573 143				197 396	25 859	30 174	71 363

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**CONGO, RÉP. : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	85,7	46,6	n/d	n/d	15,5	8,8	6,4	4,4	327	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	13,4	1,024	19
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	10,1	774	15
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	46,2	15,0	0,0	21,8	1,664	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	35,3	6,1	0,0	14,7	1,122	20
SS-5	100,0				35,3	6,1	19,8	14,7	1,122	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**CONGO, RÉP. : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2005	1,8	2,3			2,7						
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6		5,9						
	Spartiate		4,2		5,1						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2005	7	12	24	110	36	26	33	126	241	329	194
2020	Généreux	12/14 <sup>2)</sup>	35	90	50	55	140	100	151	242	291
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**CONGO, RÉP. : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 075		569	500	431	31	59	53	46
	Spartiate	852		349	280	211	28	49	41	32
SS-2	Généreux	930		428	359	290	27	53	45	38
	Spartiate	762		262	193	124	25	43	33	24
SS-3	Généreux	1 198		694	625	556	28	63	58	52
	Spartiate	1 007		507	437	368	26	57	50	43
SS-4	Généreux	951		451	382	313	25	54	47	39
	Spartiate	806	37	307	238	169	23	46	37	28
SS-5	Généreux	843		321	252	183	28	48	40	32
	Spartiate	781	57	259	190	121	28	44	35	26

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

**CONGO, RÉP. DÉM. : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire				Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion		
2005	8 664 132	510 218	n/d	n/d	530 964	n/d	n/d	127 925	
2020 SS-1	16 978 338	3 882 624	830 664	0	3 140 330	661 042	266 697	854 956	
SS-2	16 978 338	2 933 538	996 797	227 635	2 372 694	499 454	201 504	645 967	
SS-3	16 978 338	2 933 538	996 797	227 635	483 232	192 139	978 698	207 306	
SS-4	16 978 338	2 243 294	1 079 864	398 361	491 453	103 451	362 749	186 029	
SS-5	22 356 044				361 213	99 401	782 519	186 029	

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**CONGO, RÉP. DÉM. : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	92,6	18,7	n/d	n/d	10,7	n/d	n/d	3,1	229	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	12,9	950	53
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	9,8	718	49
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	6,0	1,9	43,9	3,1	230	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	6,1	1,0	16,3	2,8	207	20
SS-5	100,0				6,1	1,0	36,5	2,8	207	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**CONGO, RÉP. DÉM. : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	2,2	2,4			2,4							
2020	Généreux	3,9/4,1 <sup>2)</sup>			7,7							
	Spartiate		5,5		6,6							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	8	19	140	110	19	160	33	164	187	248	188	
2020	Généreux	22/26 <sup>2)</sup>	69	90	50	111	140	100	353	565	681	467
	Spartiate		33	90	50	55	140	100	353	565	681	467

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**CONGO, RÉP. DÉM. : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 256		1 237	1 174	1 112	262	82	80	77
	Spartiate	1 847		853	790	727	238	78	75	72
SS-2	Généreux	1 941		957	895	832	227	80	76	73
	Spartiate	1 632		667	604	541	209	76	72	68
SS-3	Généreux	1 520		559	496	433	205	74	70	66
	Spartiate	1 320		373	311	248	191	70	65	60
SS-4	Généreux	1 366		422	359	297	188	71	66	62
	Spartiate	1 207	359	274	211	148	177	67	62	57
SS-5	Généreux	1 356		144	81	18	271	71	66	61
	Spartiate	1,336	544	124	61	-2	271	70	66	61

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## CÔTE D'IVOIRE

## CÔTE D'IVOIRE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2000	1 916 047	393 089	n/d	n/d	126 394	n/d	n/d	110 472
2020 SS-1	3 587 016	1 787 143	149 711	0	586 097	100 633	61 564	731 005
SS-2	3 587 016	1 350 286	179 653	50 980	442 829	76 034	46 515	552 315
SS-3	3 587 016	1 350 286	179 653	50 980	254 701	82 606	153 178	135 146
SS-4	3 587 016	1 032 571	194 625	89 216	214 050	36 753	59 873	100 214
SS-5	4 886 999				287 007	37 169	165 727	100 214

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## CÔTE D'IVOIRE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2000	66,7	22,0	n/d	n/d	10,2	n/d	n/d	7,5	619	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	37,9	3,132	47
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	28,7	2,366	44
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	16,9	5,5	29,8	7,0	579	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	14,2	2,4	11,6	5,2	429	20
SS-5	100,0				14,2	2,4	31,9	5,2	429	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.



**CÔTE D'IVOIRE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

		Premier cycle du secondaire				Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			
		Primaire	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2000		4,8	7,7			8,9						
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6			5,9						
	Spartiate		4,2			5,1						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2000		15	34	110	110	63	110	33	83	94	125	95
2020	Généreux	13/14 <sup>2)</sup>	36	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**CÔTE D'IVOIRE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 985		1 935	1 777	1 619	62	66	61	56
	Spartiate	2 501		1 459	1 301	1 143	54	60	54	47
SS-2	Généreux	2 486		1 446	1 288	1 130	52	60	53	47
	Spartiate	2 121		1 086	928	770	46	53	45	38
SS-3	Généreux	1 894		857	699	541	50	47	39	30
	Spartiate	1 566		534	376	218	44	36	26	16
SS-4	Généreux	1 579		547	389	231	43	37	27	17
	Spartiate	1 324	-13	296	138	-20	39	24	12	0
SS-5	Généreux	1 306		249	91	-67	49	23	11	-1
	Spartiate	1 249	6	193	35	-123	49	20	7	-5

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## ÉRYTHRÉE

## ÉRYTHRÉE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2005	428 766	142 485	n/d	n/d	92 156	n/d	n/d	5 068
2020 SS-1	941 442	416 018	60 993	0	233 070	30 383	19 025	15 996
SS-2	941 442	314 324	73 192	15 990	176 097	22 956	14 375	12 086
SS-3	941 442	314 324	73 192	15 990	39 356	9 691	68 618	16 228
SS-4	941 442	240 366	79 291	27 982	39 267	5 119	25 454	14 287
SS-5	1 511 055				29 094	4 996	56 362	14 287

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## ÉRYTHRÉE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	73,9	46,1	n/d	n/d	24,7	n/d	n/d	1,5	120	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	3,1	243	25
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	2,3	184	9
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	6,6	2,1	43,2	3,1	246	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	6,5	1,1	16,0	2,7	217	20
SS-5	100,0				6,5	1,1	36,3	2,7	217	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**ÉRYTHRÉE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. Ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	3,9	9,9			11,8							
2020	Généreux	3,6/3,8 <sup>2)</sup>	5,5		7,1							
	Spartiate		5,1		6,2							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	12	25	140	110	35	160	33	320	365	485	368	
2020	Généreux	18/22 <sup>2)</sup>	53	90	50	81	140	100	239	382	461	316
	Spartiate		26	90	50	42	140	100	239	382	461	316

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**ÉRYTHRÉE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SSS-1	Généreux	200		104	95	87	21	74	70	66
	Spartiate	151		57	49	41	19	66	60	55
SS-2	Généreux	173		80	72	64	18	70	65	60
	Spartiate	136		45	37	29	16	62	56	50
SS-3	Généreux	157		66	58	50	16	67	62	57
	Spartiate	130		41	33	24	15	60	54	48
SS-4	Généreux	137		48	40	32	14	62	56	50
	Spartiate	116	23	28	20	12	13	55	48	41
SS-5	Généreux	134		22	13	5	22	61	55	49
	Spartiate	131	38	20	11	3	22	61	54	48

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## ÉTHIOPIE

### ÉTHIOPIE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2002	5 954 992	2 396 728	n/d	n/d	684 349	n/d	n/d	101 829
2020 SS-1	12 200 467	8 899 888	988 876	0	3 728 775	165 024	302 207	567 591
SS-2	12 200 467	6 724 360	1 186 652	259 755	2 817 297	124 685	228 334	428 847
SS-3	12 200 467	6 724 360	1 186 652	259 755	603 370	50 440	1 098 916	247 023
SS-4	12 200 467	5 142 158	1 285 539	454 571	614 314	27 188	406 418	221 915
SS-5	24 145 693				455 971	26 640	899 173	221 915

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### ÉTHIOPIE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2002	69,1	31,0	n/d	n/d	10,1	n/d	n/d	1,8	135	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	6,6	527	44
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	5,0	398	39
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	6,3	2,0	43,5	2,9	229	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	6,4	1,1	16,1	2,6	206	20
SS-5	100,0				6,4	1,1	36,3	2,6	206	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**ÉTHIOPIE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2002	6,8	8,1			11,9						
2020	Généreux	3,9/4,2 <sup>2)</sup>	6,0		7,7						
	Spartiate	5,5			6,7						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2002	11	21	284	110	40	284	33	973	1 371	1 371	1 132
2020	Généreux	22/27 <sup>2)</sup>	64	90	50	101	140	100	305	487	588
	Spartiate		31	90	50	51	140	100	305	487	588

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**ÉTHIOPIE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
	Dépense par élève aux niveaux post-primaires			Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 280		1 276	1 205	1 133	337	80	77	74
	Spartiate	1 641		678	607	536	296	72	68	64
SS-2	Généreux	1 917		969	898	826	281	76	73	69
	Spartiate	1 434		518	446	375	250	68	63	58
SS-3	Généreux	1 679		761	689	618	252	73	69	65
	Spartiate	1 305		414	343	271	224	65	60	54
SS-4	Généreux	1 451		565	493	422	220	69	64	59
	Spartiate	1 158	214	293	221	150	199	61	55	49
SS-5	Généreux	1 488		303	231	160	346	70	65	60
	Spartiate	1 465	386	281	210	138	346	69	64	59

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.



## GAMBIE

### GAMBIE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2001	223 219	53 193	n/d	n/d	26 842	n/d	n/d	2 000
2020 SS-1	303 882	116 115	12 902	0	50 863	8 733	5 363	6 708
SS-2	303 882	87 732	15 482	4 374	38 430	6 598	4 052	5 068
SS-3	303 882	87 732	15 482	4 374	11 967	3 881	17 844	6 374
SS-4	303 882	67 089	16 772	7 654	11 287	1 938	6 643	5 305
SS-5	416 314				11 287	1 938	15 712	5 305

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### GAMBIE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2001	101,0	54,7	n/d	n/d	30,1	n/d	n/d	1,9	136	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	4,2	324	26
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	3,2	245	19
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	9,1	3,0	39,8	4,0	308	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	8,6	1,5	14,8	3,3	256	20
SS-5	100,0				8,6	1,5	35,1	3,3	256	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**GAMBIE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2001	4,5	6,5			6,5							
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>			5,9							
	Spartiate		4,2		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2001		16	26	140	110	47	160	33	284	324	431	327
2020	Généreux	13/14 <sup>2)</sup>	36	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**GAMBIE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	81		36	30	24	4	51	44	36
	Spartiate	64		20	14	7	4	38	28	19
SS-2	Généreux	71		27	21	15	3	44	36	27
	Spartiate	58		15	8	2	3	32	21	11
SS-3	Généreux	69		26	19	13	3	43	34	25
	Spartiate	59		16	9	3	3	33	22	12
SS-4	Généreux	59		16	10	4	3	34	23	13
	Spartiate	51	1	8	2	-4	2	23	11	-1
SS-5	Généreux	51		6	-1	-7	4	23	11	-1
	Spartiate	50	3	5	-2	-8	4	22	9	-3

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## GHANA

## GHANA : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2001	3 059 751	847 986	n/d	n/d	219 450	10 525	n/d	75 000
2020 SS-1	4 090 999	1 552 114	172 457	0	683 918	117 429	71 756	244 256
SS-2	4 090 999	1 172 709	206 949	58 549	516 738	88 724	54 216	184 549
SS-3	4 090 999	1 172 709	206 949	58 549	155 473	50 424	241 139	82 400
SS-4	4 090 999	896 777	224 194	102 461	149 206	25 619	89 382	69 775
SS-5	5 591 645				149 206	25 619	210 715	69 775

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## GHANA : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2001	93,0	54,4	n/d	n/d	14,9	0,7	n/d	4,3	346	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	11,0	848	44
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	8,3	641	40
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	8,8	2,9	40,2	3,7	286	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	8,5	1,5	14,9	3,2	242	20
SS-5	100,0				8,5	1,5	35,2	3,2	242	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## GHANA : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2001	3,9	3,9			5,9							
2020	Généreux	3,1/3,3 <sup>2)</sup>	4,8		6,1							
	Spartiate		4,3		5,3							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2001	16	30	140	110	83	160	33	277	316	419	318	
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	40	90	50	63	140	100	191	305	368	252
	Spartiate		20	90	50	33	140	100	191	305	368	252

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**GHANA : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 109		616	552	488	27	63	58	52
	Spartiate	892		400	336	272	26	54	47	40
SS-2	Généreux	958		467	403	339	25	58	51	44
	Spartiate	794		304	240	176	24	49	41	33
SS-3	Généreux	836		349	285	220	22	51	44	36
	Spartiate	708		220	156	92	22	43	34	24
SS-4	Généreux	724		237	172	108	22	44	35	26
	Spartiate	623	60	135	71	7	22	35	25	14
SS-5	Généreux	642		86	22	-42	46	37	27	17
	Spartiate	628	103	72	8	-56	46	35	25	15

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## GUINÉE

### GUINÉE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2005	1 474 640	306 211	n/d	n/d	119 229	n/d	n/d	23 107
2020 SS-1	2 246 231	1 058 597	89 194	0	332 355	57 066	35 819	73 429
SS-2	2 246 231	799 829	107 033	31 079	251 113	43 116	27 063	55 480
SS-3	2 246 231	799 829	107 033	31 079	67 703	21 958	123 932	36 858
SS-4	2 246 231	611 634	115 952	54 389	65 586	11 261	46 003	31 505
SS-5	3 012 329				88 522	11 539	109 020	31 505

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### GUINÉE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	99,1	36,1	n/d	n/d	21,5	n/d	n/d	3,5	251	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	7,1	549	39
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	5,3	415	34
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,9	2,6	41,4	3,5	276	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,7	1,3	15,4	3,0	236	20
SS-5	100,0				7,7	1,3	35,6	3,0	236	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**GUINÉE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2005	1,7	2,9			2,9						
2020	Généreux	3,2/3,4 <sup>2)</sup>			6,3						
	Spartiate		4,5		5,5						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2005	6	11	66	110	9	66	33	114	130	172	131
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	40	90	50	59	140	100	151	242	291
	Spartiate		20	90	50	31	140	100	151	242	291

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.



**GUINÉE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	554		272	241	211	54	65	60	54
	Spartiate	433		156	125	95	49	55	48	41
SS-2	Généreux	481		206	175	144	47	60	53	47
	Spartiate	389		118	88	57	43	50	42	34
SS-3	Généreux	447		175	145	114	44	57	50	43
	Spartiate	370		102	72	41	40	48	39	31
SS-4	Généreux	387		119	89	58	39	50	42	34
	Spartiate	327	34	63	32	1	36	41	31	22
SS-5	Généreux	322		31	1	-30	44	40	30	21
	Spartiate	315	53	24	-7	-37	44	38	29	19

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## GUINÉE-BISSAU

### GUINÉE-BISSAU : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2002	206 875	29 023	n/d	n/d	9 850	n/d	n/d	1 384
2020 SS-1	465 147	156 913	11 844	0	43 143	10 901	7 044	5 820
SS-2	465 147	118 556	14 213	6 241	32 597	8 236	5 322	4 398
SS-3	465 147	118 556	14 213	6 241	7 272	3 471	25 415	5 998
SS-4	465 147	90 661	15 397	10 922	7 293	1 843	9 417	5 307
SS-5	612 890				7 293	1 843	21 328	5 307

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### GUINÉE-BISSAU : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2002	80,4	27,0	n/d	n/d	15,2	n/d	n/d	1,3	90	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	3,2	235	24
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	2,4	177	5
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	6,5	2,1	43,2	3,3	242	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	6,6	1,1	16,0	2,9	214	20
SS-5	100,0				6,6	1,1	36,2	2,9	214	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**GUINÉE-BISSAU : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2002	1,9	2,2			2,2						
2020	Généreux	3,7/3,9 <sup>2)</sup>			7,3						
	Spartiate	5,2			6,3						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2002	7	14	344	110	14	344	33	92	105	140	106
2020	Généreux	17/20 <sup>2)</sup>	50	90	50	77	140	100	205	328	396
	Spartiate		25	90	50	40	140	100	205	328	396

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**GUINÉE-BISSAU : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	60		26	23	20	7	71	67	62
	Spartiate	47		14	11	8	6	63	58	52
SS-2	Généreux	53		19	17	14	6	67	62	57
	Spartiate	43		10	8	5	6	60	54	47
SS-3	Généreux	52		18	16	13	6	66	61	56
	Spartiate	44		11	8	5	5	60	54	48
SS-4	Généreux	45		13	10	7	5	62	56	50
	Spartiate	39	10	7	4	1	5	56	49	42
SS-5	Généreux	43		4	1	-2	7	59	53	46
	Spartiate	42	15	3	0	-2	7	59	52	46

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## KENYA

**KENYA : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2005	7 320 765				890 822	n/d	n/d	91 541
2020 SS-1	11 227 719				2 350 418	106 670	198 607	257 229
SS-2	11 227 719				2 350 418	106 670	198 607	257 229
SS-3	11 227 719				391 154	33 531	995 764	166 960
SS-4	11 227 719				361 519	16 407	510 717	136 156
SS-5	11 515 684				265 964	15 806	405 964	136 156

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**KENYA : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	104,7				27,1	n/d	n/d	3,1	273	n/d
2020 SS-1	108,3				53,9	9,3	16,6	7,1	519	33
SS-2	108,3				53,9	9,3	16,6	7,1	519	33
SS-3	108,3				9,0	2,9	83,4	4,6	337	25
SS-4	108,3				8,3	1,4	42,8	3,7	275	20
SS-5	100,0				8,3	1,4	35,3	3,7	275	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**KENYA : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	5,3	n/d			10,6							
2020	Généreux	3,0/3,1 <sup>2)</sup>	n/d		5,9							
	Spartiate		n/d		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005		16	n/d	140	110	68	140	33	193	221	293	222
2020	Généreux	13/14 <sup>2)</sup>	n/d	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		n/d	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**KENYA : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 115		688	513	337	98	48	39	31
	Spartiate	1 841		418	243	68	94	40	30	21
SS-2	Généreux	2 115		688	513	337	98	48	39	31
	Spartiate	1 841		418	243	68	94	40	30	21
SS-3	Généreux	1 789		386	211	36	74	38	28	18
	Spartiate	1 745		341	166	-9	74	36	26	16
SS-4	Généreux	1 523		120	-55	-230	74	27	16	4
	Spartiate	1 482	220	79	-97	-272	74	25	13	2
SS-5	Généreux	1 531		-72	-247	-422	82	28	16	5
	Spartiate	1 501	412	-102	-277	-452	82	26	14	3

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## LESOTHO

**LESOTHO : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2005	427 009	66 109	n/d	n/d	22 009	560	n/d	6 800
2020 SS-1	316 163	103 667	7 680	0	31 341	5 381	4 837	9 829
SS-2	316 163	78 326	9 216	3 850	23 680	4 066	3 655	7 426
SS-3	316 163	78 326	9 216	3 850	10 512	3 409	14 054	8 195
SS-4	316 163	59 896	9 984	6 738	9 097	1 562	5 377	6 257
SS-5	372 682				13 652	1 564	13 563	6 257

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**LESOTHO : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	129,6	45,0	n/d	n/d	22,7	0,6	n/d	3,9	379	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	6,1	572	28
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	4,6	432	23
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	13,0	4,2	34,8	5,1	477	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	11,3	1,9	13,3	3,9	364	20
SS-5	100,0				11,3	1,9	33,5	3,9	364	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.



**LESOTHO : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	4,4	9,0			9,0							
2020	Généreux	3,0/3,1 <sup>2)</sup>	4,6		5,9							
	Spartiate		4,2		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	18	46	140	110	71	160	33	588	671	891	676	
2020	Généreux	13/15 <sup>2)</sup>	37	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		19	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**LESOTHO : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	121		57	48	39	1	53	46	38
	Spartiate	97		32	23	14	1	41	32	23
SS-2	Généreux	107		42	33	25	1	47	38	30
	Spartiate	88		24	15	6	0	35	25	15
SS-3	Généreux	110		46	37	28	1	48	40	32
	Spartiate	94		30	21	12	0	39	30	20
SS-4	Généreux	93		30	21	12	0	39	30	20
	Spartiate	81	7	17	8	-1	0	30	19	8
SS-5	Généreux	78		6	-3	-12	0	27	16	4
	Spartiate	76	15	4	-5	-14	0	25	13	1

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## MADAGASCAR

## MADAGASCAR : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2003	3 253 389	344 935	n/d	n/d	68 144	28 680	n/d	36 030
2020 SS-1	3 615 671	2 122 686	178 348	0	680 679	116 873	72 458	530 853
SS-2	3 615 671	1 603 807	214 017	61 418	514 291	88 304	54 746	401 089
SS-3	3 615 671	1 603 807	214 017	61 418	136 595	44 301	251 627	73 451
SS-4	3 615 671	1 226 441	231 852	107 482	132 251	22 708	93 468	62 748
SS-5	5 820 216				132 251	22 708	215 988	62 748

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## MADAGASCAR : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2003	129,7	20,0	n/d	n/d	5,9	2,5	n/d	2,7	199	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	25,0	1,997	56
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	18,9	1,509	53
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,8	2,5	41,6	3,5	276	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,5	1,3	15,4	3,0	236	20
SS-5	100,0				7,5	1,3	35,7	3,0	236	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## MADAGASCAR : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2003	4,4	4,3			7,7						
2020	Généreux	3,2/3,4 <sup>2)</sup>			6,3						
	Spartiate		4,5		5,5						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2003	13	27	140	110	73	160	33	193	295	295	234
2020	Généreux	15/18 <sup>2)</sup>	43	90	50	65	140	100	187	299	361
	Spartiate		21	90	50	34	140	100	187	299	361

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**MADAGASCAR : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 358		856	802	748	77	75	71	67
	Spartiate	1 090		598	544	490	67	69	64	59
SS-2	Généreux	1 135		645	592	538	63	70	65	61
	Spartiate	932		450	397	343	56	64	58	52
SS-3	Généreux	869		385	331	277	58	61	55	49
	Spartiate	700		223	170	116	51	52	44	36
SS-4	Généreux	740		264	211	157	50	54	47	40
	Spartiate	609	87	138	85	31	44	44	35	27
SS-5	Généreux	663		129	75	22	69	49	41	33
	Spartiate	651	126	117	64	10	69	48	40	31

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## MALAWI

**MALAWI : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2002	2 957 596	125 606	n/d	n/d	85 318	n/d	n/d	3 957
2020 SS-1	4 153 310	745 721	82 858	0	328 591	83 936	51 819	17 282
SS-2	4 153 310	563 434	99 429	42 316	248 269	63 419	39 152	13 058
SS-3	4 153 310	563 434	99 429	42 316	55 358	26 711	186 977	44 099
SS-4	4 153 310	430 861	107 715	74 054	55 170	14 093	69 384	38 779
SS-5	4 273 108				83 401	14 320	159 317	38 779

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**MALAWI : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2002	106,2	22,2	n/d	n/d	16,1	n/d	n/d	0,4	31	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	1,1	97	<10
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	0,8	73	<10
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	6,5	2,1	43,2	2,8	248	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	6,5	1,1	16,0	2,5	218	20
SS-5	100,0				6,5	1,1	36,3	2,5	218	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**MALAWI : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur				
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	4,2	7,7			7,7							
2020	Généreux	3,6/3,7 <sup>2)</sup>	5,5		7,1							
	Spartiate		5,0		6,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	8	48	355	110	48	355	33	1,108	1,264	1,679	1,274	
2020	Généreux	19/19 <sup>2)</sup>	54	90	50	84	140	100	258	413	498	341
	Spartiate		27	90	50	43	140	100	258	413	498	341

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**MALAWI : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	506		197	174	152	54	72	67	63
	Spartiate	421		116	93	70	50	66	60	55
SS-2	Généreux	458		154	131	108	49	69	64	59
	Spartiate	393		92	70	47	47	63	58	52
SS-3	Généreux	454		153	130	108	47	68	63	58
	Spartiate	405		106	83	61	44	64	59	53
SS-4	Généreux	409		110	87	65	44	65	59	54
	Spartiate	370	110	73	51	28	42	61	55	49
SS-5	Généreux	339		13	-9	-32	40	58	51	44
	Spartiate	333	142	7	-16	-38	40	57	50	43

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.



## MALI

**MALI : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2004	1 634 245	312 004	n/d	n/d	75 955	n/d	n/d	36 109
2020 SS-1	3 808 276	1 326 217	147 357	0	550 779	64 005	60 074	288 547
SS-2	3 808 276	1 002 031	176 829	51 931	416 144	48 359	45 389	218 013
SS-3	3 808 276	1 002 031	176 829	51 931	110 471	24 249	208 646	60 866
SS-4	3 808 276	766 259	191 565	90 879	105 578	12 269	77 784	51 326
SS-5	5 066 463				105 578	12 269	179 363	51 326

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**MALI : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	71,9	32,2	n/d	n/d	8,7	n/d	n/d	3,6	275	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	17,6	1,380	50
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	13,3	1,043	47
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,8	2,5	41,6	3,7	291	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,4	1,3	15,5	3,1	246	20
SS-5	100,0				7,4	1,3	35,7	3,1	246	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**MALI : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

		Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur				
		Primaires	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004		6,0	6,8			8,3						
2020	Généreux	3,1/3,2 <sup>2)</sup>	4,7			6,0						
	Spartiate		4,3			5,2						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004		15	26	203	110	117	203	33	139	158	210	160
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	40	90	50	61	140	100	186	298	359	246
	Spartiate		20	90	50	32	140	100	186	298	359	246

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**MALI : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 095		596	547	498	87	72	67	63
	Spartiate	902		409	360	312	80	66	60	55
SS-2	Généreux	948		458	409	361	77	68	62	57
	Spartiate	802		317	268	220	72	62	56	49
SS-3	Généreux	794		308	260	211	73	61	55	49
	Spartiate	678		197	148	100	68	55	47	40
SS-4	Généreux	697		217	168	120	67	56	49	42
	Spartiate	606	105	130	81	33	64	49	41	33
SS-5	Généreux	613		68	19	-30	78	50	42	34
	Spartiate	602	159	57	9	-40	78	49	41	33

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## MAURITANIE

## MAURITANIE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2004	464 574	55 514	n/d	n/d	39 143	n/d	n/d	8 541
2020 SS-1	742 098	354 667	29 932	0	109 711	18 838	11 939	27 290
SS-2	742 098	267 971	35 919	10 412	82 893	14 233	9 020	20 619
SS-3	742 098	267 971	35 919	10 412	26 675	8 651	39 325	14 663
SS-4	742 098	204 919	38 912	18 220	24 802	4 258	14 696	12 029
SS-5	1 000 091				33 559	4 386	35 826	12 029

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## MAURITANIE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	100,5	21,2	n/d	n/d	21,9	n/d	n/d	3,9	287	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	8,1	610	36
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	6,1	461	32
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	9,4	3,1	39,4	4,4	328	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	8,8	1,5	14,7	3,6	269	20
SS-5	100,0				8,8	1,5	35,0	3,6	269	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**MAURITANIE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	3,3	3,7			4,8							
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>			5,9							
	Spartiate	4,2			5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	11	31	147	110	42	147	33	69	79	105	80	
2020	Généreux	13/15 <sup>2)</sup>	37	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**MAURITANIE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	244		122	107	92	15	61	54	48
	Spartiate	189		69	54	39	13	49	41	33
SS-2	Généreux	212		92	77	62	12	55	48	40
	Spartiate	170		52	37	22	11	44	35	26
SS-3	Généreux	203		85	70	55	12	53	45	38
	Spartiate	168		51	36	21	10	43	34	25
SS-4	Généreux	174		57	42	27	10	45	36	28
	Spartiate	147	11	31	16	1	9	35	24	14
SS-5	Généreux	143		17	2	-13	12	33	22	12
	Spartiate	139	18	14	-2	-17	11	31	20	9

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## MOZAMBIQUE

### MOZAMBIQUE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2001	2 949 260	167 792	n/d	n/d	26 285	11 550	n/d	15 874
2020 SS-1	4 944 416	1 552 402	115 825	0	452 664	115 622	71 397	303 441
SS-2	4 944 416	1 172 926	138 990	59 163	342 013	87 359	53 944	229 267
SS-3	4 944 416	1 172 926	138 990	59 163	84 489	40 763	252 157	67 316
SS-4	4 944 416	896 944	150 572	103 535	82 773	21 142	93 616	58 190
SS-5	5 783 286				125 136	21 486	217 512	58 190

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### MOZAMBIQUE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2001	80,4	12,3	n/d	n/d	3,1	0,9	n/d	1,1	82	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	14,0	1,189	51
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	10,6	899	47
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,2	2,4	42,3	3,1	264	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,1	1,2	15,7	2,7	228	20
SS-5	100,0				7,1	1,2	35,9	2,7	228	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**MOZAMBIQUE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2001	3,9	9,4			23,8						
2020	Généreux	3,4/3,5 <sup>2)</sup>			6,6						
	Spartiate		4,7		5,7						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2001	9	32	30	110	138	57	33	489	559	742	563
2020	Généreux	15/16 <sup>2)</sup>	42	90	50	65	140	100	166	265	319
	Spartiate		21	90	50	34	140	100	166	265	319

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.



**MOZAMBIQUE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	933		487	443	399	69	70	65	61
	Spartiate	772		333	289	245	63	64	58	53
SS-2	Généreux	808		371	327	283	61	66	60	55
	Spartiate	687		255	211	167	56	59	53	47
SS-3	Généreux	701		267	223	179	58	60	54	48
	Spartiate	600		170	126	82	53	54	46	39
SS-4	Généreux	611		182	138	94	52	54	47	40
	Spartiate	532	98	106	62	18	49	48	39	31
SS-5	Généreux	511		27	-17	-61	52	45	37	28
	Spartiate	501	153	18	-26	-70	52	44	36	27

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## NIGER

## NIGER : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2002	889 323	121 283	n/d	n/d	21 414	n/d	n/d	6 585
2020 SS-1	4 135 090	1 867 659	157 997	0	570 187	97 902	62 396	226 186
SS-2	4 135 090	1 411 120	189 597	55 841	430 808	73 970	47 143	170 896
SS-3	4 135 090	1 411 120	189 597	55 841	102 395	33 209	222 223	56 601
SS-4	4 135 090	1 079 092	205 397	97 722	101 701	17 462	82 334	49 604
SS-5	5 480 137				137 813	18 033	193 691	49 604

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## NIGER : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2002	38,7	9,7	n/d	n/d	2,6	n/d	n/d	0,7	49	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	13,1	1,001	50
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	9,9	757	47
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,0	2,3	42,6	3,3	251	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	6,9	1,2	15,8	2,9	220	20
SS-5	100,0				6,9	1,2	36,0	2,9	220	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**NIGER : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	5,5	8,5			10,2							
2020	Généreux	3,6/3,7 <sup>2)</sup>			7,0							
	Spartiate	5,0			6,0							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	20	49	820	110	157	820	33	424	484	643	488	
2020	Généreux	17/20 <sup>2)</sup>	50	90	50	75	140	100	212	339	409	280
	Spartiate		25	90	50	39	140	100	212	339	409	280

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**NIGER : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	875		479	448	417	94	78	74	71
	Spartiate	690		302	271	240	85	72	67	63
SS-2	Généreux	752		367	336	305	83	74	70	66
	Spartiate	612		233	202	171	76	68	63	58
SS-3	Généreux	657		276	245	214	78	70	66	61
	Spartiate	540		165	134	103	73	64	58	52
SS-4	Généreux	575		200	169	139	72	66	61	55
	Spartiate	484	107	114	83	52	67	60	53	47
SS-5	Généreux	485		52	21	-9	76	60	53	47
	Spartiate	475	161	43	12	-19	76	59	52	46

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## NIGERIA

**NIGERIA : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2005	22 566 255	3 530 518	n/d	n/d	2 717 890	50 350	n/d	1 494 080
2020 SS-1	29 032 374	10 664 552	1 184 950	0	4 588 183	530 240	489 089	2 879 106
SS-2	29 032 374	8 057 661	1 421 940	408 270	3 466 627	400 626	369 534	2 175 325
SS-3	29 032 374	8 057 661	1 421 940	408 270	1 438 815	314 082	1 465 991	774 759
SS-4	29 032 374	6 161 741	1 540 435	714 473	1 261 847	145 827	557 582	599 530
SS-5	39 272 275				1 261 847	145 827	1 384 580	599 530

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**NIGERIA : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	106,3	37,2	n/d	n/d	31,3	0,9	n/d	15,1	1,162	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	20,1	1,638	44
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	15,2	1,237	40
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	12,2	4,0	35,9	5,4	441	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	10,7	1,8	13,6	4,2	341	20
SS-5	100,0				10,7	1,8	33,9	4,2	341	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**NIGERIA : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	4,9	7,2			7,2							
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6		5,9							
	Spartiate		4,2		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005		14	29	33	110	39	33	33	83	94	125	95
2020	Généreux	13/15 <sup>2)</sup>	36	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**NIGERIA : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	14 884		8 287	7 431	6 575	636	64	58	52
	Spartiate	12 347		5 810	4 954	4 098	577	56	49	42
SS-2	Généreux	12 789		6 273	5 417	4 561	556	58	51	44
	Spartiate	10 873		4 402	3 546	2 690	511	50	42	34
SS-3	Généreux	10 713		4 223	3 367	2 511	529	49	41	33
	Spartiate	9 123		2 673	1 817	960	490	41	31	22
SS-4	Généreux	9 231		2 787	1 931	1 075	483	41	32	23
	Spartiate	7 991	539	1 576	720	-136	454	32	21	11
SS-5	Généreux	8 021		1 062	206	-650	599	32	22	11
	Spartiate	7 822	939	862	6	-850	599	31	20	9

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## OUGANDA

### OUGANDA : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2002	7 390 881	719 900	16 000	16 000	79 774	n/d	n/d	78 500
2020 SS-1	11 411 202	4 043 596	234 883	0	800 237	70 253	131 984	1 122 121
SS-2	11 411 202	3 055 162	281 860	125 582	604 623	53 080	99 721	847 825
SS-3	11 411 202	3 055 162	281 860	125 582	161 674	26 810	457 588	134 697
SS-4	11 411 202	2 336 300	305 348	219 768	158 004	13 871	169 481	116 153
SS-5	13 005 873				331 086	15 199	430 250	116 153

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### OUGANDA : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2002	129,8	27,4	1,2	2,2	6,8	n/d	n/d	3,7	282	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	31,0	2,219	59
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	23,4	1,677	55
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,8	2,5	41,5	3,7	266	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,7	1,3	15,4	3,2	230	20
SS-5	100,0				7,7	1,3	35,6	3,2	230	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.



**OUGANDA : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	3,2	7,4			7,4							
2020	Généreux	3,3/3,4 <sup>2)</sup>	5,1		6,6							
	Spartiate		4,7		5,7							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002		8	145	108	110	145	108	33	139	159	211	160
2020	Généreux	15/16 <sup>2)</sup>	42	90	50	62	140	100	155	247	298	204
	Spartiate		21	90	50	33	140	100	155	247	298	204

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**OUGANDA : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 304		1 227	1 137	1 046	195	75	71	67
	Spartiate	1 902		842	752	662	178	70	65	60
SS-2	Généreux	1 990		936	845	755	173	71	67	62
	Spartiate	1 686		645	555	465	160	66	61	55
SS-3	Généreux	1 673		625	535	445	167	66	60	55
	Spartiate	1 404		368	277	187	154	59	53	46
SS-4	Généreux	1 480		446	355	265	152	61	55	49
	Spartiate	1 271	310	246	156	66	143	55	48	41
SS-5	Généreux	1 189		47	-43	-133	141	52	44	37
	Spartiate	1 164	429	22	-68	-158	141	51	43	35

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

### RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2004	486 317	60 149	n/d	n/d	18 581	n/d	n/d	9 144
2020 SS-1	821 393	400 576	33 583	0	130 690	22 440	13 766	69 783
SS-2	821 393	302 657	40 299	11 517	98 743	16 954	10 401	52 725
SS-3	821 393	302 657	40 299	11 517	25 423	8 245	48 163	13 527
SS-4	821 393	231 444	43 657	20 155	24 695	4 240	17 895	11 594
SS-5	1 111 710				33 136	4 294	41 674	11 594

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	74,8	15,5	n/d	n/d	7,0	n/d	n/d	2,9	229	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	16,3	1,407	52
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	12,3	1,063	49
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,6	2,5	41,9	3,2	273	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,3	1,3	15,6	2,7	234	20
SS-5	100,0				7,3	1,3	35,8	2,7	234	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020

		Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Primaire	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.		Prof.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004		7,0	4,8			5,1						
2020	Généreux	3,3/3,4 <sup>2)</sup>	5,0			6,4						
	Spartiate		4,6			5,5						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004		12	15	59	110	25	59	33	134	200	238	170
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	41	90	50	62	140	100	160	255	308	211
	Spartiate		20	90	50	32	140	100	160	255	308	211

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	229		131	122	112	21	73	69	65
	Spartiate	183		87	77	68	19	67	62	56
SS-2	Généreux	196		100	91	81	18	69	64	59
	Spartiate	161		67	57	48	17	62	56	50
SS-3	Généreux	165		71	61	51	17	63	57	52
	Spartiate	136		43	34	24	16	55	48	41
SS-4	Généreux	143		50	40	30	15	57	51	44
	Spartiate	120	17	28	19	9	14	49	41	33
SS-5	Généreux	118		14	4	-5	17	48	40	32
	Spartiate	115	26	11	2	-8	17	47	39	30

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## RWANDA

## RWANDA : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2003	1 649 656	165 729	n/d	n/d	96 755	9 141	n/d	21 696
2020 SS-1	2 078 165	738 745	82 083	0	308 242	52 926	33 514	102 883
SS-2	2 078 165	558 163	98 499	28 804	232 894	39 988	25 321	77 734
SS-3	2 078 165	558 163	98 499	28 804	56 468	18 314	118 850	31 013
SS-4	2 078 165	426 830	106 708	50 408	56 059	9 625	44 005	27 166
SS-5	2 782 335				56 059	9 625	100 673	27 166

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## RWANDA : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2003	112,6	23,5	n/d	n/d	14,2	1,3	n/d	2,8	246	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	10,9	833	48
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	8,2	629	44
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,1	2,3	42,4	3,3	251	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,1	1,2	15,7	2,9	220	20
SS-5	100,0				7,1	1,2	36,0	2,9	220	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**RWANDA : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur				
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003	3,9	5,9			6,4							
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	5,4		7,0							
	Spartiate		5,0		6,0							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003		8	51	12	110	63	14	33	588	671	891	676
2020	Généreux	16/19 <sup>2)</sup>	47	90	50	71	140	100	185	296	357	245
	Spartiate		23	90	50	37	140	100	185	296	357	245

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**RWANDA : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	380		193	176	159	34	72	67	63
	Spartiate	304		121	104	87	31	65	59	53
SS-2	Généreux	330		148	131	114	29	67	62	57
	Spartiate	273		93	76	59	27	60	54	48
SS-3	Généreux	291		112	95	78	27	63	57	51
	Spartiate	246		69	52	35	24	56	49	42
SS-4	Généreux	255		79	62	45	24	58	51	44
	Spartiate	220	44	45	28	11	22	51	43	35
SS-5	Généreux	228		22	5	-12	29	53	45	38
	Spartiate	224	68	19	2	-15	29	52	44	37

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.



## SÉNÉGAL

**SÉNÉGAL : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2003	1 271 815	257 993	n/d	n/d	72 371	10 866	n/d	55 100
2020 SS-1	2 477 987	1 225 214	102 931	0	392 700	67 427	41 837	367 750
SS-2	2 477 987	925 718	123 517	35 273	296 707	50 945	31 610	277 855
SS-3	2 477 987	925 718	123 517	35 273	115 249	37 378	128 944	62 022
SS-4	2 477 987	707 902	133 810	61 728	103 457	17 764	48 595	49 127
SS-5	3 370 858				139 222	18 096	121 373	49 127

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**SÉNÉGAL : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2003	68,7	23,0	n/d	n/d	9,4	1,4	n/d	6,1	484	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	29,3	2,302	50
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	22,1	1,740	47
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	11,4	3,7	36,9	4,9	388	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	10,2	1,8	13,9	3,9	308	20
SS-5	100,0				10,2	1,8	34,1	3,9	308	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**SÉNÉGAL : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2003	4,6	6,2			7,1						
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>	4,6		5,9						
	Spartiate		4,2		5,1						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2003	15	22	67	110	36	370	33	208	238	316	240
2020	Généreux	13/15 <sup>2)</sup>	37	90	50	55	140	100	151	242	291
	Spartiate		18	90	50	29	140	100	151	242	291

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**SÉNÉGAL : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 347		831	763	694	53	68	63	58
	Spartiate	1 109		598	530	461	47	61	55	49
SS-2	Généreux	1 135		626	558	490	45	62	56	50
	Spartiate	955		450	382	314	41	55	48	40
SS-3	Généreux	893		386	318	250	43	52	44	36
	Spartiate	738		236	167	99	39	41	32	23
SS-4	Généreux	759		257	189	121	38	43	34	25
	Spartiate	638	31	140	72	3	35	32	22	11
SS-5	Généreux	624		90	22	-47	43	31	20	9
	Spartiate	604	59	71	2	-66	43	28	17	6

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## SIERRA LEONE

## SIERRA LEONE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2004	1 191 556	140 071	n/d	n/d	38 707	n/d	n/d	13 693
2020 SS-1	1 301 934	458 427	50 936	0	191 114	32 814	20 788	68 284
SS-2	1 301 934	346 367	61 124	17 867	144 397	24 793	15 706	51 593
SS-3	1 301 934	346 367	61 124	17 867	34 477	11 182	73 963	18 943
SS-4	1 301 934	264 869	66 217	31 268	34 467	5 918	27 353	16 710
SS-5	1 737 957				34 467	5 918	62 503	16 710

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## SIERRA LEONE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	149,8	39,7	n/d	n/d	12,0	n/d	n/d	3,7	258	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	11,9	882	49
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	9,0	666	45
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,0	2,3	42,6	3,3	245	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,0	1,2	15,8	2,9	216	20
SS-5	100,0				7,0	1,2	36,0	2,9	216	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**SIERRA LEONE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2004	4,2	5,9			5,9						
2020	Généreux	3,6/3,8 <sup>2)</sup>			7,2						
	Spartiate		5,1		6,2						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2004	10	29	73	110	30	73	33	253	289	383	291
2020	Généreux	18/21 <sup>2)</sup>	54	90	50	85	140	100	255	408	493
	Spartiate		26	90	50	43	140	100	255	408	493

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**SIERRA LEONE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	237		129	120	110	20	75	71	68
	Spartiate	189		83	74	65	18	69	64	59
SS-2	Généreux	203		98	89	80	17	71	67	62
	Spartiate	167		64	55	45	15	65	60	54
SS-3	Généreux	172		69	60	51	15	66	61	55
	Spartiate	144		42	33	24	14	60	53	47
SS-4	Généreux	151		50	41	31	14	61	55	49
	Spartiate	129	29	29	20	10	12	55	48	40
SS-5	Généreux	138		15	6	-3	19	58	51	44
	Spartiate	135	45	13	4	-6	19	57	50	43

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## SOUDAN

### SOUDAN : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2003	3 852 981				480 759	n/d	n/d	366 841
2020 SS-1	9 011 209				1 622 911	278 656	169 485	1 399 342
SS-2	9 011 209				1 622 911	278 656	169 485	1 399 342
SS-3	9 011 209				317 617	103 011	828 856	167 554
SS-4	9 011 209				290 734	49 919	427 856	135 328
SS-5	9 329 777				192 960	49 437	348 735	135 328

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

### SOUDAN : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2003	55,3				20,7	n/d	n/d	13,3	1,032	n/d
2020 SS-1	108,3				53,9	9,3	16,6	37,5	2,944	55
SS-2	108,3				53,9	9,3	16,6	37,5	2,944	55
SS-3	108,3				10,6	3,4	81,3	4,5	352	25
SS-4	108,3				9,7	1,7	42,0	3,6	285	20
SS-5	100,0				9,7	1,7	34,5	3,6	285	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**SOUDAN : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

		Premier cycle du secondaire				Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			
		Primaire	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	Moy. ens.
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003		2,2	n/d			3,4						
2020	Généreux	3,0/3,1 <sup>2)</sup>	n/d			5,9						
	Spartiate		n/d			5,1						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003		8	n/d	33	110	18	33	33	82	93	124	94
2020	Généreux	12/13 <sup>2)</sup>	n/d	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		n/d	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.



**SOUDAN : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	2 982		1,753	1,573	1,394	97	62	56	50
	Spartiate	2 781		1,554	1,374	1,194	94	59	53	46
SS-2	Généreux	2 982		1,753	1,573	1,394	97	62	56	50
	Spartiate	2 781		1,554	1,374	1,194	94	59	53	46
SS-3	Généreux	1 618		407	227	48	78	30	19	7
	Spartiate	1 579		368	188	9	78	28	17	5
SS-4	Généreux	1 332		121	-58	-238	78	15	1	-12
	Spartiate	1 297	-5	86	-94	-274	78	12	-2	-15
SS-5	Généreux	1 340		-67	-246	-426	85	15	2	-12
	Spartiate	1 317	184	-90	-270	-450	85	14	0	-14

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## TANZANIE

**TANZANIE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Supérieur
2002	7 082 355	329 280	n/d	n/d	24 890	n/d	n/d	31 049
2020 SS-1	8 936 792	3 838 086	215 187	0	844 435	144 990	132 421	1 521 120
SS-2	8 936 792	2 899 887	258 224	108 945	638 018	109 548	100 051	1 149 291
SS-3	8 936 792	2 899 887	258 224	108 945	175 815	57 021	455 662	139 270
SS-4	8 936 792	2 217 561	279 743	190 654	169 246	29 060	169 310	118 294
SS-5	10 514 471				342 366	29 725	400 906	118 294

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**TANZANIE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2002	100,4	9,2	n/d	n/d	1,5	n/d	n/d	1,0	83	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	36,7	3,088	61
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	27,7	2,333	57
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	8,1	2,6	41,2	3,4	283	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,8	1,3	15,3	2,9	240	20
SS-5	100,0				7,8	1,3	35,5	2,9	240	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**TANZANIE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	3,8	5,2			5,2							
2020	Généreux	3,1/3,2 <sup>2)</sup>	4,8		6,2							
	Spartiate		4,4		5,3							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2002	12	44	140	110	44	160	33	394	450	597	453	
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	41	90	50	61	140	100	171	274	330	226
	Spartiate		20	90	50	32	140	100	171	274	330	226

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**TANZANIE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
					Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux		2 907		1,929	1,823	1,717	126	77	73	70
	Spartiate		2 455		1,495	1,388	1,282	109	73	68	64
SS-2	Généreux		2 418		1,462	1,356	1,250	104	72	68	63
	Spartiate		2 077		1,133	1,027	921	91	68	63	57
SS-3	Généreux		1 680		730	624	518	98	60	54	47
	Spartiate		1 381		443	337	231	86	51	44	36
SS-4	Généreux		1 444		508	402	296	84	53	46	39
	Spartiate		1 212	180	285	179	73	75	45	36	27
SS-5	Généreux		1 123		74	-32	-138	75	40	31	21
	Spartiate		1 092	301	44	-63	-169	75	38	29	19

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## TCHAD

**TCHAD : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2004	1 212 855	164 752	n/d	n/d	54 212	n/d	n/d	10 636
2020 SS-1	2 791 004	1 217 564	103 366	0	363 327	62 384	40 217	80 549
SS-2	2 791 004	919 937	124 039	37 128	274 513	47 134	30 387	60 859
SS-3	2 791 004	919 937	124 039	37 128	82 904	26 888	135 007	46 356
SS-4	2 791 004	703 481	134 376	64 974	77 976	13 388	50 361	38 471
SS-5	3 664 376				105 983	13 900	122 945	38 471

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**TCHAD : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2004	76,9	18,7	n/d	n/d	9,4	n/d	n/d	1,6	113	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	7,3	541	36
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	5,5	409	31
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	8,9	2,9	40,2	4,2	312	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	8,3	1,4	15,0	3,5	259	20
SS-5	100,0				8,3	1,4	35,2	3,5	259	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**TCHAD : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	5,4	4,4			6,8							
2020	Généreux	3,0/3,2 <sup>2)</sup>			5,9							
	Spartiate	4,2			5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2004	12	19	82	110	25	82	33	80	180	430	182	
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	41	90	50	62	140	100	202	323	390	267
	Spartiate		20	90	50	32	140	100	202	323	390	267

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**TCHAD : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	877		460	420	380	67	71	66	62
	Spartiate	684		273	233	193	61	63	57	51
SS-2	Généreux	763		354	314	274	59	67	61	56
	Spartiate	617		213	173	132	54	59	52	46
SS-3	Généreux	724		318	278	238	56	65	59	54
	Spartiate	600		198	158	118	52	58	51	44
SS-4	Généreux	628		227	187	147	51	60	53	47
	Spartiate	532	96	134	94	54	48	52	45	37
SS-5	Généreux	525		71	31	-9	55	52	44	36
	Spartiate	512	144	59	19	-21	55	50	43	35

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## TOGO

**TOGO : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2005	774 154	291 804	n/d	n/d	50 650	13 171	n/d	28 236
2020 SS-1	1 401 969	688 727	57 876	0	220 044	37 782	23 498	149 004
SS-2	1 401 969	520 371	69 451	19 874	166 255	28 546	17 754	112 580
SS-3	1 401 969	520 371	69 451	19 874	44 521	14 439	81 438	24 016
SS-4	1 401 969	397 931	75 239	34 779	43 153	7 409	30 232	20 539
SS-5	1 903 347				58 106	7 558	71 205	20 539

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**TOGO : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	79,7	51,1	n/d	n/d	13,0	3,4	n/d	6,1	472	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	21,4	1,707	54
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	16,1	1,289	51
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	7,9	2,5	41,5	3,4	275	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	7,6	1,3	15,4	2,9	235	20
SS-5	100,0				7,6	1,3	35,6	2,9	235	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.



**TOGO : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.	
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2005	6,2	8,7			9,0						
2020	Généreux	3,2/3,4 <sup>2)</sup>	4,9		6,3						
	Spartiate		4,5		5,5						
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>											
2005	21	19	28	110	32	120	33	132	198	238	168
2020	Généreux	14/16 <sup>2)</sup>	40	90	50	62	140	100	166	265	319
	Spartiate		20	90	50	33	140	100	166	265	319

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**TOGO : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	405		238	221	203	30	73	69	64
	Spartiate	323		160	143	126	26	66	61	55
SS-2	Généreux	343		182	164	147	25	68	63	58
	Spartiate	282		123	106	88	22	61	55	49
SS-3	Généreux	284		124	107	90	23	61	55	49
	Spartiate	233		76	58	41	20	53	45	38
SS-4	Généreux	244		87	70	53	20	55	48	41
	Spartiate	204	27	49	32	15	18	46	38	29
SS-5	Généreux	202		25	8	-10	24	46	37	28
	Spartiate	197	43	20	3	-14	24	44	35	27

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## ZAMBIE

**ZAMBIE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Supérieur
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	
2005	2 194 384	281 771	n/d	n/d	181 622	6 932	n/d	24 553
2020 SS-1	3 081 232	634 219	104 804	0	413 783	71 047	44 021	59,071
SS-2	3 081 232	479 188	125 765	36 193	312 636	53 680	33 261	44,631
SS-3	3 081 232	479 188	125 765	36 193	104 042	33 743	143 466	55,913
SS-4	3 081 232	366 438	136 245	63 338	94 316	16 194	54 036	44,723
SS-5	3 585 991				94 316	16 194	128 471	44,723

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**ZAMBIE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020**

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2005	96,0	48,0	n/d	n/d	22,2	0,8	n/d	2,6	214	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	4,5	390	26
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	3,4	295	20
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	9,8	3,2	39,0	4,3	370	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	8,9	1,5	14,7	3,4	296	20
SS-5	100,0				8,9	1,5	34,9	3,4	296	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**ZAMBIE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005	3,1	3,7			4,7							
2020	Généreux	3,0/3,1 <sup>2)</sup>			5,9							
	Spartiate		4,2		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2005		8	17	170	110	25	170	33	216	247	328	249
2020	Généreux	14/15 <sup>2)</sup>	40	90	50	61	140	100	191	306	369	253
	Spartiate		20	90	50	32	140	100	191	306	369	253

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**ZAMBIE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Couverture	Scénario politique	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
	Dépense par élève aux niveaux post-primaires			Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	935		438	385	331	42	64	58	53
	Spartiate	774		281	228	174	38	56	50	43
SS-2	Généreux	838		346	293	239	36	60	53	47
	Spartiate	716		227	174	121	34	53	45	38
SS-3	Généreux	820		330	277	224	34	59	52	46
	Spartiate	729		242	189	135	32	54	46	39
SS-4	Généreux	719		232	178	125	31	53	46	38
	Spartiate	647	118	162	109	56	30	48	40	31
SS-5	Généreux	622		60	7	-46	40	46	37	29
	Spartiate	609	185	47	-7	-60	40	45	36	27

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.

## ZIMBABWE

## ZIMBABWE : Nombre d'élèves scolarisés selon différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire				
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof.		Supérieur
							d'insertion	d'insertion	
2003	2 265 360	712 646	10 000	10 000	38 023	n/d	1 045	76 000	
2020 SS-1	2 536 623	1 088 474	60 715	0	245 091	63 113	37 876	538 663	
SS-2	2 536 623	822 402	72 857	30 643	185 180	47 685	28 617	406 990	
SS-3	2 536 623	822 402	72 857	30 643	74 730	36 349	114 913	58 337	
SS-4	2 536 623	628 896	78 929	53 626	66 323	17 079	43 490	45 683	
SS-5	2 980 598				132 957	17 138	108 368	45 683	

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

## ZIMBABWE : TBS et autres paramètres suivant différents scénarios de politique éducative, année de référence et 2020

	TBS primaire (%)	Premier cycle du secondaire TBS (%)			Second cycle du secondaire TBS (%)			Enseignement supérieur TBS et autres indicateurs		
		Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	Général	EFTP	Formation prof. d'insertion	TBS (%)	Étudiants/ 100 000 hab.	Chômage (simul.) (%)
2003	92,6	51,3	1,4	2,8	5,7	n/d	0,3	6,2	588	n/d
2020 SS-1	108,3	85,5	9,5	0,0	38,8	6,7	12,0	42,6	3,808	55
SS-2	108,3	64,6	11,4	9,5	29,3	5,0	9,0	32,2	2,877	52
SS-3	108,3	64,6	11,4	9,5	11,8	3,8	36,3	4,6	412	25
SS-4	108,3	49,4	12,4	16,6	10,5	1,8	13,7	3,6	323	20
SS-5	100,0				10,5	1,8	34,0	3,6	323	20

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

**ZIMBABWE : Salaire des enseignants et coût unitaire par niveau d'enseignement, année de référence et 2020**

	Primaire	Premier cycle du secondaire			Second cycle du secondaire			Enseignement supérieur			Moy. ens.	
		Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Gén.	EFTP	Formation prof. d'insertion	Sciences hum. & sociales	Scient.	Prof.		
<b>Salaire des enseignants en multiple du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003	4,1	4,1			4,1							
2020	Généreux	3,0/3,1 <sup>2)</sup>	4,6		5,9							
	Spartiate		4,2		5,1							
<b>Dépense par élève en % du PIB par habitant<sup>1)</sup></b>												
2003	13	23	140	110	23	160	33	171	195	259	197	
2020	Généreux	13/14 <sup>2)</sup>	37	90	50	55	140	100	151	242	291	200
	Spartiate		19	90	50	29	140	100	151	242	291	200

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

1) Après ajustement en fonction de la richesse, de la dimension géographique (urbain/rural) et de la stimulation de la demande.

2) Le premier chiffre a trait au cycle primaire de 6 ans (ou à la durée quelle qu'elle soit du cycle primaire) et le second chiffre au cycle primaire de 9 ans dans le SS-5.

**ZIMBABWE : Estimation de la dépense publique d'éducation et du déficit de financement annuels en 2020 (en millions de dollars 2005 sauf indication contraire)**

Scénario politique	Dépense par élève aux niveaux post-primaires	Dépense publique d'éducation annuelle totale (dépenses courantes et en capital)	Déficit annuel de fin. courant dans l'ens. primaire ou de base	Déficit annuel de financement courant dans l'enseignement post-primaire selon trois scénarios de mobilisation des ressources internes			Déficit annuel de fin. des dépenses en capital	Déficit de financement total en % de la dépense publique d'éducation		
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
SS-1	Généreux	1 642		1 160	1 087	1 014	19	72	68	63
	Spartiate	1 430		952	880	807	14	68	63	58
SS-2	Généreux	1 344		868	796	723	12	66	60	55
	Spartiate	1 184		712	639	566	9	61	55	49
SS-3	Généreux	831		357	284	212	11	45	36	27
	Spartiate	688		217	144	71	8	33	23	12
SS-4	Généreux	699		228	155	83	8	34	24	13
	Spartiate	590	3	119	47	-26	8	22	10	-3
SS-5	Généreux	561		30	-43	-115	17	18	5	-8
	Spartiate	541	54	10	-62	-135	17	15	2	-12

Pour mémoire : taux de croissance réelle du PIB par habitant : 2 % par an.

Scénarios de scolarisation : les cinq scénarios de couverture ou de scolarisation sont décrits pages 18–20.

Scénarios de mobilisation des ressources : les scénarios 1–3 supposent une allocation budgétaire à l'éducation de respectivement 20 %, 23 % et 26 % ; voir aussi pages 47–48.

Cellules grisées : dépendance à l'égard des financements extérieurs inférieure ou égale à 35 %.



## ECO-AUDIT

### *Environmental Benefits Statement*

The World Bank is committed to preserving endangered forests and natural resources. The Office of the Publisher has chosen to print *L'enseignement post-primaire en Afrique subsaharienne* on recycled paper with 30 percent post-consumer waste, in accordance with the recommended standards for paper usage set by the Green Press Initiative, a nonprofit program supporting publishers in using fiber that is not sourced from endangered forests. For more information, visit [www.greenpressinitiative.org](http://www.greenpressinitiative.org).

Saved:

- 8 trees
- 3 million BTUs of total energy
- 922 lbs of CO<sub>2</sub> equivalent of greenhouse gases
- 4,443 gallons of waste water
- 270 lbs of solid waste





**L**es pays d'Afrique subsaharienne ont réalisé de remarquables progrès vers l'achèvement universel du cycle primaire.

Un nombre croissant de jeunes vont se présenter à la porte du secondaire dans les années à venir et la pression, déjà forte aujourd'hui, va s'accroître et requérir l'extension des capacités d'accueil de l'enseignement secondaire et ensuite du supérieur. Définir une stratégie soutenable d'expansion du post-primaire constitue d'ores et déjà un défi pour l'ensemble du continent.

Etant donnée la diversité de situation des pays africains, l'ouvrage ne prétend pas offrir une solution universelle mais plutôt un outil d'analyse à l'intention des décideurs nationaux et de leurs partenaires au développement pour éclairer les discussions autour des diverses options possibles dans chaque contexte national.

Les scénarios de simulation qu'il présente ont une fonction illustrative pour attirer l'attention sur les leviers de politique éducative à considérer tels que la réforme de l'organisation des services éducatifs afin de maîtriser les coûts, la diversification des flux d'élèves après le premier cycle du secondaire, l'accroissement des financements privés, et une mobilisation accrue de ressources budgétaires pour l'éducation. L'étude identifie la nature des choix politiques en présentant différentes options et en les testant pour évaluer la capacité des pays à financer ce que les auteurs qualifient de choix « plutôt » parcimonieux ou « plutôt » généreux. Un apport intéressant de l'étude réside dans la flexibilité du modèle qui permet d'adapter les options aux contextes nationaux.

L'ouvrage, qui présente des résultats détaillés pour 33 pays d'Afrique subsaharienne, constitue un précieux outil pour les décideurs politiques nationaux, les partenaires au développement ainsi que pour la communauté des chercheurs et les consultants en éducation.



**BANQUE MONDIALE**

ISBN 978-0-8213-8302-5



SKU 18302